

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

---

# DES MOYENS DE CONSERVER LE TRAVAIL A DOMICILE

---

## THÈSE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 21 mars 1904

PAR

**Georges LÉVY**

Lauréat des concours de la Faculté  
Avocat à la Cour d'appel de Lyon



LYON

A. STORCK & C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, Rue de la Méditerranée, 8

—  
1904





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

---

# DES MOYENS DE CONSERVER LE TRAVAIL A DOMICILE

---

## THÈSE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 21 mars 1904

PAR

**Georges LÉVY**

Lauréat des concours de la Faculté  
Avocat à la Cour d'appel de Lyon



LYON

A. STORCK & C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, Rue de la Méditerranée, 8

—  
1904

# UNIVERSITÉ DE LYON

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

- MM. CAILLEMER (E.), C. ✱, I. O, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.  
MABIRE, ✱, I. O, professeur honoraire.  
GARRAUD, I. O, professeur de Droit criminel.  
APPLETON (Charles), I. O, professeur de Droit romain.  
FLURER, I. O, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.  
THALLER, I. O, professeur honoraire.  
AUDIBERT, I. O, professeur honoraire.  
COHENDY, ✱, I. O, professeur de Droit commercial.  
PIC, I. O, professeur de Droit international public.  
APPLETON (Jean), A. O, professeur de Droit administratif.  
LAMBERT, A. O, professeur d'Histoire du Droit.  
BOUVIER, A. O, professeur de Science financière et de Législation française des finances.  
LAMEIRE, A. O, professeur d'Histoire du droit public et de Droit administratif.  
JOSSEMAND, A. O, professeur de Droit civil.  
BROUILHET, A. O, professeur d'Économie politique.  
HUVELIN, professeur de Droit romain.  
LÉVY (Emmanuel), agrégé (Droit privé et Droit criminel).  
GONNARD (René), agrégé (Sciences économiques).  
BECQ (J.), I. O, secrétaire.
- 

## JURY DE LA THÈSE

- M. PIC, professeur de Droit international public, *Président*.  
MM. BROUILHET, professeur d'Économie politique. } *Assesseurs*.  
GONNARD, agrégé.

## INTRODUCTION

---

Parmi les nombreuses questions que soulève le problème ouvrier, il en est peu qui présentent une portée sociale aussi grande que celle du travail à domicile. L'étude en est importante, non seulement parce qu'elle côtoie un certain nombre de sujets de la plus haute importance sociale : logements ouvriers, travail des femmes, marchandage, etc., mais encore parce qu'elle a pour objet les intérêts d'une des classes de salariés les plus malheureuses qu'il y ait au monde.

On peut concevoir de deux manières le travailleur à domicile, ou bien c'est un artisan exerçant son industrie pour son compte, ou bien un salarié qui livre ses produits au public par l'intermédiaire d'une autre personne dont il dépend. C'est à ce dernier plus particulièrement que s'applique la qualification d'ouvrier à domicile : sa condition est des plus misérables : isolé, en face d'un patron qui n'a vis-à-vis de lui aucune responsabilité, il doit subir des conditions de travail si détestables que l'on a pu les classer sous l'épithète caractéristique de « sweating system » littéralement « système de la sueur ».

Mais ces inconvénients sont-ils liés à l'organisme même de cette forme de travail, ou n'en sont-ils que des accidents que l'on peut atténuer ? En d'autres termes, faut-il supprimer l'industrie à domicile, comme étant une forme mauvaise de travail, ou bien, au contraire, doit-on la conserver en raison des avantages qu'elle comporte ou qu'elle est susceptible de présenter, sauf toutefois à en améliorer les conditions en la réglementant, en organisant ses ouvriers ?

Telles sont les questions qui se posent à propos de l'industrie à domicile et que nous désirons étudier.

---

## PREMIÈRE PARTIE

### **L'industrie à domicile. — Ses avantages. Ses inconvénients.**

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Ce qu'il faut entendre par industrie à domicile.**

Définition. — Du nombre des ouvriers à domicile.  
Des diverses industries à domicile.

---

#### DÉFINITION

Il n'est pas facile de délimiter la place que l'industrie à domicile occupe entre la petite et la grande industrie.

De la petite industrie, l'industrie à domicile se rapproche par les faibles proportions de l'atelier, de l'outillage et du personnel : de même, elle a pour cadre la famille réduite le plus souvent à ses propres forces, quelquefois assistée d'un petit nombre d'auxiliaires et d'apprentis ; mais, tandis que le petit industriel travaille pour son compte, l'ouvrier à domicile est occupé pour celui d'un entrepreneur, qui livre au public des produits fabriqués dans des ateliers disséminés, mais placés sous ses ordres ; c'est parce que l'atelier de l'ouvrier à domicile fait partie

d'un aussi vaste organisme que cette forme de travail a des ressemblances avec la grande industrie.

Ainsi, la caractéristique de l'ouvrier à domicile est qu'il travaille dans un atelier attenant à son domicile, mais pour le compte d'un entrepreneur. Pour définir cet organisme, Le Play (1) a trouvé le mot de « fabrique collective ». Cette expression a passé dans la langue économique courante : l'école historique allemande l'a acceptée comme traduction du mot « Hausindustrie ». Toutefois, elle n'est pas admise par tous les auteurs : d'après M. Gide (2), « l'idée de fabrique collective est impropre, suggérant précisément l'idée contraire à celle qu'elle veut exprimer, celle du groupement des ouvriers dans un même local : ce qui caractérise, au contraire, cette phase industrielle, c'est un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers travaillant pour un même patron, mais chacun chez soi ». Cette idée, dit M. Gide, l'expression manufacture à domicile, l'énonce plus clairement. Mais le terme de fabrique collective nous semble très bien choisi pour représenter le régime industriel dans lequel la production se trouve confiée à des ouvriers travaillant à la tâche, chez eux, pour le compte d'un ou plusieurs entrepreneurs commerciaux, qui reçoivent les commandes, les répartissent entre les ouvriers et monopolisent la vente des produits fabriqués en dehors de leurs propres locaux de travail.

Cette formule de Le Play nous fait connaître les deux éléments constitutifs de l'industrie à domicile : l'entrepreneur et l'ouvrier. Mais il faut en ajouter un troisième, qui souvent intervient entre eux : l'intermédiaire.

(1) LE PLAY : *Ouvriers européens*, t. V.

(2) GIDE : *Principes d'économie politique*, 7<sup>e</sup> édition, page 170, note.

**L'Entrepreneur :**

L'entrepreneur ou fabricant reçoit les commandes, combine la fabrication qui est exécutée au dehors de ses locaux, dans le domicile de l'ouvrier, organise la vente : c'est plutôt un commerçant qu'un industriel, car il n'est pas mêlé directement à la production et des aptitudes commerciales lui sont plus nécessaires que des qualités techniques. Sans doute, l'entrepreneur intervient activement dans la fabrication, déterminant la qualité des matières premières, celle du tissu, combinant les dessins..., mais l'ouvrier est le grand organe producteur de la fabrique collective.

**L'Ouvrier :**

L'ouvrier travaille dans un atelier attenant à son domicile. Le fait qu'il est occupé chez lui à la maison, le différencie de l'ouvrier de fabrique. Peu importe qu'il travaille seul, ou avec l'aide de sa famille, d'étrangers ou simplement à côté d'autres ouvriers. C'est un véritable entrepreneur d'ouvrage : le contrat qu'il passe avec le fabricant ou avec l'intermédiaire est un contrat de louage d'ouvrage ayant pour objet la confection d'un ouvrage déterminé, moyennant un prix fait, indépendamment des variations postérieures de la main-d'œuvre, des matériaux, ou de la durée du travail qui y sera consacrée : conséquence, c'est que, à la différence des autres gens de travail qui ne supportent pas les risques, l'ouvrier à domicile sera responsable de sa faute lorsqu'il y aura perte de la chose, sauf cas fortuit ou force majeure, et même dans ce cas s'il a fourni la matière. L'ouvrier à domicile peut travailler pour plusieurs patrons, bien qu'en fait il reste souvent de longues années au service du même patron ; en raison de la nature

de ces conventions, Le Play leur a donné le nom d' « engagements momentanés » (1).

**L'Intermédiaire :**

L'ouvrier reçoit l'ouvrage parfois directement du fabricant ou de ses commis, mais souvent entre l'ouvrier et le patron intervient un sous-entrepreneur qui a reçu différents noms : intermédiaire proprement dit, marchandeur, facteur, contracteur, apiéceur à cheval, etc.

*Origines de l'intermédiaire.* — Le patron n'aime pas avoir affaire à un grand nombre d'ouvriers, ce qui compliquerait ses comptes ; aussi charge-t-il un ouvrier d'une quantité de travail manifestement supérieure à sa capacité, le forçant à distribuer une partie de son ouvrage à d'autres ouvriers. Autre raison : c'est que, en Angleterre, dans certaines industries tout au moins, le patron craignant que l'ouvrier, en raison de la peine qu'il avait à vivre, fût poussé par la misère à mettre en gage les objets qui lui seraient confiés, exigeait soit le dépôt de 5 £, soit le cautionnement d'un boutiquier. De la sorte, l'ouvrier ne put obtenir de l'ouvrage directement du patron, et dut subir l'entremise d'un intermédiaire. La présence de l'intermédiaire n'a pas tardé à se généraliser dans de nombreuses industries à domicile et souvent, au lieu de s'adresser directement aux ouvriers, le fabricant remet le travail à faire à des sous-entrepreneurs, qui s'engagent à rendre l'ouvrage tout prêt, moyennant une somme fixe déterminée à l'avance ; à leur tour, ils répartissent l'ouvrage entre les ouvriers. Parfois l'intermédiaire exécute lui-même une

(1) PIC : *op. cit.*, n° 1201. Req., 4 janvier 1888, D. 89, 1, 211.

partie du travail, et distribue le reste à des ouvriers occupés dans un atelier lui appartenant, mais le plus souvent, il se borne à répartir la besogne entre des ouvriers travaillant à leur domicile : dans ce cas, l'intermédiaire est quelquefois un ancien ouvrier, mais fréquemment aussi, un spéculateur étranger au métier.

#### DU NOMBRE DES OUVRIERS A DOMICILE

Tels sont les éléments constitutifs de l'industrie à domicile.

Cette forme de travail est encore très pratiquée. Il est difficile de déterminer le nombre des ouvriers occupés à domicile : les statistiques ne peuvent en être exactes. Souvent, en effet, l'ouvrier travaille à la fois pour le public et le marchand, parfois encore, l'ouvrier tantôt reste chez lui, tantôt va en journée, faisant souvent l'une et l'autre chose, travaillant quelques heures par jour ou quelques heures par semaine dehors, demeurant le reste du temps chez lui. Il n'est pas commode, dans ces conditions, de donner les chiffres exacts du nombre des ouvriers travaillant à domicile.

Le recensement suisse de 1888 a donné pour chaque profession le nombre des ouvriers indépendants, mais il ne s'est pas occupé des professions accessoires.

Les recensements allemands de 1882 et 1895 ont placé les ouvriers à domicile sous la rubrique « ouvriers indépendants » ; on a demandé à l'ouvrier à domicile s'il exerçait sa profession dans sa propre demeure ou non, pour son compte ou pour celui d'un entrepreneur. On s'est enquis également auprès de l'employeur ou de l'intermédiaire du

nombre d'ouvriers qu'il occupait hors de chez lui, mais ce qui prouve que les résultats du recensement ne furent pas très précis, c'est qu'il y eut entre les indications des employeurs et celles des ouvriers une différence assez grande.

La statistique française de 1896 n'est pas très claire, car l'unité en étant l'établissement, et les travailleurs isolés quels qu'ils soient ne constituant pas un établissement, on a mis sous la même rubrique (1) « travailleurs disséminés », les ouvriers à façon travaillant chez eux et les ouvriers sans place fixe et unique. On ne saurait donc faire fond de ce dénombrement pour évaluer le nombre des ouvriers à domicile dans l'industrie française.

En Autriche-Hongrie, il a été procédé en juin 1902 à un recensement des ouvriers à domicile. Les résultats ne sont pas encore connus, mais ils semblent devoir être assez exacts ; on s'est efforcé, en effet, d'obvier à toutes causes d'erreur en posant aux ouvriers non plus une question générale qu'ils ne comprenaient pas toujours, mais une série de petites questions.

Le recensement de l'Office du travail belge est bien établi, et il en ressort si nettement quel est le nombre des ouvriers à domicile de ce pays, que M. Waxweiller a pu en résumer les résultats de la façon suivante : Au 31 décembre 1896 on comptait en Belgique 87.821 (14 p. 100) entreprises appartenant à des ouvriers ou ouvrières travaillant à domicile pour le compte de patrons faisant fabriquer hors de chez eux. Ces entreprises se répartissaient ainsi :

Fabrique de dentelles : 46.620 personnes ;

Broderie à la main : 1.652 personnes ;

Confection du vêtement pour homme : 7.114 personnes ;

(1) BRANTS : *la Petite Industrie*.

Confection du vêtement pour femme : 3.046 personnes ;

Tissage de fil et de lin : 40.770 personnes ;

Tissage de laine : 8.173 personnes ;

Tissage du coton et laine et coton : 9.129 personnes ;

Chaussures, gants, bonneterie, tressage de la paille, cor-  
derie, ébénisterie, armes à feu (1) : 34.664 personnes.

Mais à l'insuffisance des statistiques suppléent les en-  
quêtes, les monographies, les rapports des inspecteurs, qui  
nous révèlent que sont nombreux encore les ouvriers à  
domicile, et que leur tendance est de s'accroître encore, en  
vue, déclarent certains d'entre eux, d'échapper à la régle-  
mentation du travail. Pour la France notamment, presque  
tous les rapports des inspecteurs du travail constatent cette  
tendance à l'augmentation (2).

L'inspecteur de la 2<sup>e</sup> circonscription (Limoges) déclare  
que les ateliers de famille s'étendent de plus en plus ; celui  
de la 4<sup>e</sup> circonscription signale l'accroissement du nombre  
des ateliers de famille dans l'industrie de la confection  
pour hommes. Même tendance dans la 6<sup>e</sup> circonscription  
(Rouen) ; à Falaise le travail à domicile est très développé  
dans la bonneterie. Il en est encore de même dans la 10<sup>e</sup> cir-  
conscription (Marseille), principalement pour la confection  
des vêtements. Enfin, l'inspecteur de la 11<sup>e</sup> circonscription  
(Lyon) déclare que le nombre des ateliers de famille aug-  
mente tous les ans dans la région de Saint-Etienne.

Ces rapports et monographies nous donnent encore d'au-  
tres éclaircissements sur l'industrie à domicile, et nous  
pouvons en tirer les remarques générales suivantes.

(1) *Questions pratiques de législation ouvrière et sociale*. Chronique,  
juillet 1900.

(2) *Questions pratiques*. Chronique, novembre 1903.

Le travail à domicile est une occupation tantôt principale, tantôt accessoire. Tandis que certaines catégories forment des métiers de saison, ou ne sont exercées chaque année que pendant quelques mois, les autres constituent des professions plus ou moins régulières, plus ou moins d'appoint, mais qui sont pratiquées tout le cours de l'année.

Nous constatons aussi que, contrairement à ce qui se passe dans le travail en fabrique, on rencontre, sans parler des métiers qui sont l'apanage de la femme, des industries à domicile qui sont exclusivement ou peu s'en faut des industries féminines.

On peut encore remarquer que cette forme d'organisation du travail se pratique dans presque tous les pays, en Europe, aux Etats-Unis, en Australie, etc., qu'elle s'adapte aux industries les plus diverses, de la dentelle à l'ébénisterie, du tissage à la confection des vêtements, de la lingerie à la ganterie. Les enquêtes et monographies nous donnent d'intéressants renseignements sur ces différents types d'industrie à domicile. Nous en tirerons simplement quelques indications afin de donner une idée succincte du mécanisme de cette forme d'organisation du travail dans chacune de ces industries.

#### DES DIVERSES INDUSTRIES A DOMICILE

*Broderie. Dentelles* (1). — Ces industries comprennent trois organes essentiels : l'entrepreneur commercial ou

(1) VERHAEGEN : *la Dentelle et la Broderie sur tulle*, IV<sup>e</sup> volume de l'enquête de l'Office belge.

BONNEVAY : *les Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*.

ENGÉRAND : *la Dentelle au fuseau en Normandie*.

LANDRIN : *l'Industrie du tulle et la Dentelle mécanique*.

fabricant, qui centralise à ses risques et périls la production des articles dont il a reçu commande ou dont il prévoit l'écoulement, choisit le dessin et remet les matières nécessaires (coton, soie, fil) au facteur qui distribue le travail à des ouvrières travaillant à domicile.

*Cordonnerie* (1). — Le fabricant reçoit les commandes, fait exécuter le découpage du cuir dans son atelier, tandis que les autres opérations : piquage de la tige, montage, assemblage du talon, finissage, sont faites à domicile.

*Couture* (2). — Le patron remet les morceaux tout préparés à l'ouvrier à domicile (apiéceur, giletier, culottier), il se borne à faire couper dans son atelier les vêtements et quelquefois à les finir. L'apiéceur assemble les morceaux, pose les doublures et coud l'ensemble.

*Lingerie* (3). — Le fabricant fait couper chez lui les pièces de linge et les remet à des intermédiaires qui font faire chez eux le montage et confient le finissage à des ouvriers à domicile.

(1) GILLES DE PÉRIGNY : *la Cordonnerie en pays Flamand*, II<sup>e</sup> vol. de l'enquête belge.

(2) DE MAROUSSEM : *Enquête de l'Office du travail français. L'Industrie du vêtement*.

DOUBLOT : *la Protection légale des travailleurs du vêtement*.

BENOIST : *les Ouvrières de l'aiguille à Paris*.

LAMBRECHTS : *le Travail des couturières en chambre*.

TARDIEU : *Le Vêtement pour homme à Bruxelles* (I<sup>er</sup> vol. de l'enquête belge).

*Zusammenstellung der Ergebnisse der Ermittlungen über die Arbeitsverhältnisse in der Kleide und Wasche Confection* (5 vol.).

ODA OLBERG : *Das Elend in der Hausindustrie der Konfektion*.

(3) BONNEVAY : *les Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile, misères et remèdes*.

*Horlogerie* (1). — Le système de la fabrique collective dans l'horlogerie prend le nom d'établissage. L'entrepreneur ou établisser remette les matières premières à des ouvriers isolés ou réunis quelques-uns. L'ouvrier produit à domicile la plupart des pièces de la montre ; l'entrepreneur rassemble les pièces éparses, achève la montre et la vend.

*Rubanerie* (2). — L'industrie de rubans, à Saint-Etienne notamment, rentre également dans la catégorie des industries constituées sous la forme de la fabrique collective ; elle se caractérise en effet par l'existence de nombreux petits ateliers dans lesquels les ouvriers travaillent à façon, pour le compte d'entrepreneurs centralisant les opérations commerciales. Les métiers sont disséminés dans une foule de petits ateliers dont le plus grand contient trois métiers : l'atelier est annexé au logement, en occupant généralement la plus grande pièce. Le tisseur reçoit les commandes et les matières premières ; il discute le prix de façon pour chaque travail avec le fabricant ; il exécute ensuite le produit seul ou avec l'aide de sa famille et quelquefois de compagnons.

*Soierie* (3). — Le patron de la fabrique collective de soierie ne possède généralement en propre ni métier, ni

(1) KOVNIC : l'Industrie horlogère dans la Haute-Savoie, *Mouvement économique et social dans la région lyonnaise*, 1901.

(2) DE BOISSIEU : la Rubanerie stéphanoise, *Mouvement économique et social*, 1901.

(3) J. GODART : *L'Ouvrier en soie*.

PELOSSE : le Tissage rural des soieries dans le Rhône, *Mouvement économique et social dans la région lyonnaise*, 1901.

MICHEL : *Réforme sociale*, 1885, page 557.

atelier : son rôle consiste à acheter la matière première, créer les dessins, trouver des débouchés à ses produits. Les commandes sont exécutées par de petits entrepreneurs, maîtres tisseurs qui possèdent deux, trois ou quatre métiers et qui travaillent chez eux, aidés par les membres de leur famille et parfois par des compagnons.

*Autres industries.* — La même organisation se rencontre dans l'industrie gantière (1), dans celles du jouet, du meuble (2), de l'armurerie (3), etc.

(1) COTE : *l'Industrie gantière et l'Ouvrier gantier à Grenoble.*

BEATSE : *la Ganterie dans les provinces de Brabant et de Flandre orientale*, vol. III de l'enquête belge.

(2) MAROUSSEM : *les Ébénistes du faubourg Saint-Antoine. Le Jouet parisien.*

(3) ANSIAUX : *l'Industrie armurière liégeoise*, vol. I de l'enquête belge.

---

## CHAPITRE II

### **Origine de l'industrie à domicile. Son évolution historique.**

**Développement de l'industrie à domicile (XVI<sup>e</sup> à XVIII<sup>e</sup> siècle).  
— Son éclipse (XVIII<sup>e</sup> siècle). — Sa renaissance (2<sup>e</sup> partie du  
XIX<sup>e</sup> siècle).**

---

Une double origine peut être assignée à l'industrie à domicile : l'une, assez ancienne, qui fait succéder cette forme de travail au métier ; l'autre, relativement récente, qui dérive l'industrie à domicile de la grande industrie.

#### DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE A DOMICILE

On peut admettre, d'après l'école historique allemande (1), que le système industriel a suivi le développement suivant :

- I. — Industrie de foyer.
- II. — Métiers.
- III. — Industrie à domicile.
- IV. — Fabrique.

La famille produit d'abord pour les besoins de ses membres ; les travaux sont répartis entre ceux-ci.

(1) Karl BÜCHER : *Études d'histoire et d'économie politique*.

Mais, lorsque s'établit le système d'économie actuelle basé sur l'échange, à l'industrie du foyer succède l'organisation des métiers. L'ouvrier se détache de la famille ; il transforme pour des consommateurs étrangers les matières premières ou à demi façonnées qui lui sont confiées, ou bien encore, il fournit lui-même la matière première. Ainsi la société du moyen âge consiste dans un ensemble d'exploitations ouvrières indépendantes : le seul lien qui unit les artisans des métiers est la corporation. L'artisan ne porte ses produits que sur le marché local ou aux foires voisines, car les marchés sont fermés aux non-indigènes et les produits étrangers n'y sont admis que s'ils manquent à la ville ; d'ailleurs, souvent dans ce cas on fait venir un maître étranger et on l'aide à s'établir dans la ville. Donc pas de vraie circulation pour les marchandises.

Mais l'établissement des états modernes centralisés, l'abolition des barrières de commerce élevées à l'intérieur rendent les échanges plus faciles : de local, le marché devient national et même international. L'artisan se trouve dès lors obligé d'aller de marché en marché vendre ses marchandises ; or, s'il pouvait fermer son ouvroir lorsqu'il ne s'agissait que d'aller aux foires voisines, il ne lui fallait plus songer à continuer l'exercice de son métier et se rendre en même temps aux marchés plus lointains (1). D'ailleurs le consommateur a des exigences nouvelles, des goûts plus variés : il suit la mode. Le marchand ne devra plus être spécialisé, il lui faudra apporter un assortiment complet, observer l'état du marché, diriger sa fabrication selon les fluctuations de la mode, les exigences de la concu-

(1) PIC : *Traité de législation industrielle* (2<sup>e</sup> édition), p. 73.

rence. Aussi, l'artisan limiterait-il désormais son activité à l'exercice de son métier ; il abandonnera les opérations commerciales au marchand. L'industrie est arrivée à une nouvelle phase : celle du travail à domicile.

Dans cette forme d'industrie, l'artisan continue à travailler chez lui, avec ses outils, mais entre lui et le consommateur s'interpose le marchand : pour employer une expression de M. Weber, l'artisan est « médiatisé » au point de vue des relations avec le client.

Le marchand est d'abord un maître artisan, qui fait travailler lui-même en son atelier, et qui recevant plus de commandes qu'il n'en peut exécuter, donne de l'ouvrage à ses collègues. Mais bientôt il est médiatisé à son tour par des négociants ou maîtres artisans qui se sont retirés de la fabrication pour ne s'occuper que du commerce.

Le marchand prépare les débouchés, reçoit les commandes, et les distribue aux maîtres : il ne peut en effet songer à faire travailler de simples compagnons, car l'ouvrage ne peut se faire que chez les maîtres. Les règlements des corporations édictent des peines sévères contre les compagnons qui, au lieu d'aller en journée chez les maîtres, exercent leur profession pour leur compte particulier, en chambre : plusieurs arrêts sont rendus à ce sujet (1).

Cette subordination des maîtres artisans aux marchands n'est cependant pas acceptée sans protestation par les corporations, car il y avait ainsi trop de facilité pour les uns d'arriver à une situation, tandis que les autres voyaient peu à peu se perdre leur indépendance. Aussi, les corpora-

(1) DE LAMARRE : *Arts et Métiers*, t. VII, p. 273 et suiv.

tions défendirent-elles maintes fois la pratique d'un pareil système. Par exemple, pour l'industrie des étoffes d'or (1), une ordonnance consulaire de 1619 réserva le droit d'être marchands aux seuls maîtres de l'art : mais cette ordonnance resta lettre morte. Maints autres exemples pourraient être cités de cette lutte des maîtres pour leur indépendance : révoltes, incidents de toute sorte au cours de la vie corporative. Ce fut en vain ; toutes ces manifestations ne surent empêcher la transformation du métier et le développement de l'industrie à domicile.

Cette forme d'industrie se développe surtout du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle (2). On rencontre cependant des traces de cette organisation dès le xiii<sup>e</sup> siècle, dans l'Italie septentrionale pour l'industrie de la soie, au xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècle en France, en Italie, en Allemagne, pour l'industrie du drap. Au xiv<sup>e</sup> siècle, l'industrie à domicile s'établit chez les orfèvres de l'Italie septentrionale, au xiv<sup>e</sup> siècle chez les cordiers de Lubeck, de Riga...

Mais, c'est du xvi<sup>e</sup> siècle que commence vraiment le développement de l'industrie à domicile : cette transformation se réalise à mesure que se modifient les conditions du marché, et que deviennent plus faciles les relations commerciales par suite de l'amélioration des voies de communication, de la suppression des douanes intérieures, de l'accroissement de sécurité du transit.

Du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle, durant trois siècles, l'industrie à domicile s'établit dans un grand nombre d'industries.

(1) GODART : *Mouvement économique et social*, 1901, p. 161 et suiv.

(2) SCHWIEDLAND : *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, 1903.

Ainsi au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, dans la soierie (1), le chef d'atelier cesse de vendre lui-même les étoffes qu'il fabrique : il est permis désormais à quiconque, sans être maître, non de fabriquer lui-même, mais de donner du travail à façon. Colbert en 1667 mit les marchands sur le même pied que les maîtres artisans. Il faut donc distinguer à cette époque, entre les maîtres marchands qui n'ont pas de métier, mais font travailler à façon les maîtres artisans, les maîtres qui vendent eux-mêmes les produits qu'ils fabriquent, et les maîtres travaillant à façon pour le compte des marchands. Mais au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle (arrêt du 8 octobre 1731), la classe intermédiaire a presque complètement disparu, et l'industrie de la soie est placée sous le régime de la fabrique collective (2).

Nous voyons encore cette transformation s'opérer au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle dans l'industrie armurière de Liège (3), au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle dans le tissage du Cambrésis (4), etc.

#### ÉCLIPSE DE L'INDUSTRIE A DOMICILE

Mais au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, de même qu'au système des métiers avait succédé l'industrie à domicile, à cette forme de travail se substitua à son tour, et pour les mêmes raisons, la fabrique (5). Déjà Colbert au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, afin de lutter avec plus de succès contre la concurrence étrangère, s'était efforcé d'établir des fabriques royales privilégiées. L'industrie privée suivit cet exemple. L'extension du marché

(1) J. GODART : *l'Ouvrier en soie*.

(2) Lettre patente de 1712. Règlement de 1744.

(3) ANSIAUX : *l'Industrie armurière liégeoise* (enquête de l'Office du travail belge).

(4) BLAISE : *le Tissage à main du Cambrésis*.

(5) Germain MARTIN : *la Grande Industrie sous le règne de Louis XV*.

fit compléter la concentration commerciale par la concentration industrielle. En raison de la concurrence, on cherche à produire aux meilleures conditions possibles : aussi l'atelier laissait-il place à la fabrique, qui permet mieux l'utilisation de la machine, et présente plus d'avantages techniques. Les fabriques privées d'abord inférieures aux manufactures arrivent à produire davantage et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la fabrique s'est substituée en partie à la petite exploitation. Sans doute, le travail à domicile ne disparaît pas complètement, mais il ne tient plus dans l'organisation industrielle qu'une place des plus secondaires.

Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement de concentration ébauché au XVIII<sup>e</sup> siècle se développe. Les règles des corporations n'entravent plus la fabrication ; le marché s'est encore étendu et les échanges se sont augmentés en raison du contact plus grand des peuples. La révolution a nivelé les positions et le luxe s'est démocratisé, nécessitant une protection plus grande. Les inventions, l'emploi plus grand des machines ont encore aidé à la concentration du travail dans les fabriques.

#### RENAISSANCE DE L'INDUSTRIE A DOMICILE

Cependant dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrie à domicile a tendu à prendre une nouvelle vie. Il faut, dit-on, chercher la raison de cette renaissance dans le souci que pour soutenir la concurrence l'employeur a d'échapper aux entraves que le législateur a mises au travail dans la fabrique.

On peut encore en voir la cause dans les avantages que peut présenter l'industrie à domicile.

---

## CHAPITRE III

### **Avantages de l'industrie à domicile.**

**Avantages d'ordre moral. — Avantages d'ordre social.  
Avantages d'ordre économique.**

---

#### AVANTAGES D'ORDRE MORAL

Il ne faudrait pas croire que l'usine soit un progrès au point de vue humanitaire et social. L'usine est une agglomération de machines et d'hommes, et l'ouvrier, dans la dépendance continuelle d'un patron, d'un contremaître, qui peuvent le réprimander à tout propos, perd beaucoup de sa personnalité ; il reste enfermé durant de longues heures loin de son foyer, et il n'y rentre que le soir, éreinté du travail de la journée après maintes stations au cabaret...

Quant à la femme, elle souffre encore plus de se trouver éloignée de son foyer, le seul milieu où elle puisse vraiment être heureuse. La promiscuité de l'atelier est bien souvent dangereuse et conduit l'ouvrière à la coquetterie et à l'inconduite. La mère ne peut plus allaiter son nourrisson, envoie ses autres enfants à l'école ou les abandonne à une voisine, ou bien encore ils errent au hasard dans les rues, ayant faim et froid ; de là une mortalité d'enfants

effrayante, et chez ceux qui survivent des habitudes pernicieuses. En somme, absence complète d'éducation morale, dégénérescence croissante de la race. Et puis, quand le soir, le père, la mère et les enfants se retrouvent dans l'unique chambre qui leur sert d'asile, il n'y a rien de prêt pour les recevoir ; personne n'a vaqué aux soins de propreté, le foyer est mort ; la mère épuisée de ses dix ou onze heures de travail à l'usine n'a pas la force de s'occuper du ménage, de ses enfants, le mari se réfugie au cabaret.

Au contraire, dans l'industrie à domicile, si pauvre que soit le foyer, la famille se trouve réunie dans une douce intimité. La femme, travaillant chez elle, s'occupe de son ménage, imprime une direction affectueuse aux habitudes et à l'intelligence de ses enfants. La présence continuelle de ceux-ci à l'atelier de leur père leur fait connaître, avant même que d'être apprentis, sans effort, l'usage des différents outils, des divers modes de travail ; initiés aux difficultés et secrets du métier, ils deviendront de bons ouvriers. Quant au père, s'il est occupé dehors, il trouvera en rentrant la chambre chauffée, la soupe chaude et restera chez lui ; s'il travaille à domicile, le fait d'être son maître développe en lui le sens moral, éveille son intelligence ; il éprouve même à tel point le sentiment de son indépendance que travailler à l'usine serait pour lui une déchéance. Aussi cette forme d'industrie est-elle profondément ancrée parmi ceux qui la pratiquent. On dit que le fait d'être isolé rend l'ouvrier à domicile égoïste et l'empêche de songer à l'action sociale. Mais nous n'avons qu'à parler des tisseurs de la Croix-Rousse, de leur énergie qui s'est manifestée en tant d'occasions, de leurs hautes qualités civiques, pour prouver le contraire.

#### AVANTAGES D'ORDRE SOCIAL

Le travail à domicile permet d'occuper des personnes qui seraient dans l'impossibilité de travailler à l'atelier.

Supprimer l'industrie à domicile serait priver des ressources dont elles ont besoin pour vivre les femmes veuves ou abandonnées, les femmes mariées dont le travail est nécessaire ou bien pour suppléer à l'insuffisance du salaire marital, ou bien pour le remplacer en cas de maladie ou de chômage ; si ces femmes obligées de donner à leur ménage, à leur famille, les soins nécessaires, ne pouvaient plus travailler à domicile, elles se trouveraient dans l'alternative ou de quitter leur foyer pendant dix à onze heures par jour, ou de ne plus travailler du tout. L'industrie à domicile permet aussi d'occuper les malheureux frappés d'une incapacité quelconque de travailler à l'atelier.

Le travail à domicile est encore un appoint pour ceux dont l'occupation principale ne peut se continuer pendant l'année entière : il en est ainsi notamment des industries à domicile qui s'exercent à la campagne. L'impossibilité de se livrer pendant l'hiver aux travaux des champs, le rendement insuffisant des terres nécessitent pour l'ouvrier agricole l'exercice d'un petit métier domestique lui apportant un léger appoint. Cette nécessité est plus impérieuse encore pour la paysanne : afin qu'elle reste au village et n'aille pas à la ville servir comme domestique, s'y déraciner, il lui faut exercer un métier d'appoint. Aussi l'industrie à domicile s'est-elle développée à la campagne particulièrement dans les régions où l'agriculture ne donne que des ressources insuffisantes. Il en est ainsi dans la campagne lyonnaise, où le paysan trouve le temps après ses

occupations agricoles de donner quelques coups de battant ; de même dans la région stéphanoise pour le tissage du ruban ; encore en Belgique pour le tissage, la dentelle (1), etc., etc. Le travail à domicile n'est alors qu'une occupation accessoire : pendant la bonne saison, le paysan se livre aux travaux des champs, cultivant ses terres, ou travaillant en qualité d'ouvrier agricole ; l'hiver, il reprend son métier.

#### AVANTAGES D'ORDRE ÉCONOMIQUE

*L'industrie à domicile convient particulièrement  
à certaines industries de mode.*

Pour ces industries, il ne faut, en effet, pas songer à fabriquer des stocks : la mode a beau évoluer dans un cercle étroit, jamais elle ne se répète absolument. Ainsi, lorsque le ruban (2) est demandé, les commandes abondent ; au contraire, s'il a été décidé qu'il serait proscrit de la toilette féminine élégante, la fabrique collective rubanière devra subir de longs jours de chômage. Autrefois, à Saint-Etienne, on faisait deux saisons ; les fabricants avaient une spécialité reconnue et recevaient régulièrement et longtemps à l'avance les commandes ; aujourd'hui, il y a une saison par semaine. En présence des fluctuations de la mode, on passe du velours au ruban, de l'uni au façonné... Les commissionnaires attendent la dernière heure pour commettre et réclament presque immédiatement la livraison de leurs achats. Par exemple, la production des rubans de soie noire a passé de 9 millions en 1886, à 25 millions

(1) *Les Industries à domicile en Belgique*, enquête de l'Office du travail belge.

(2) JULIN : la Rubanerie stéphanoise, *Réforme sociale*, 1892, p. 601.

en 1889, pour retomber à 10 millions en 1896. Le ruban noir mélangé, de 2 millions en 1886, descend à 1 million l'année suivante, arrive à 12 millions et demi en 1896 et déchoit à 6 millions en 1898. Le ruban de couleur, soie pure, est produit jusqu'à concurrence de 32 millions en 1887 ; en 1890 il tombe à 16 millions et remonte en 1898 à 24 millions. Par contre, la production du ruban de velours n'a pas des sautes aussi brusques, c'est un article courant qui peut être fabriqué à n'importe quel moment.

Pareilles fluctuations, mortes-saisons périodiques, contre-coups des moindres événements, se produisent dans d'autres industries à domicile, telles que la soierie, le jouet, l'horlogerie, etc.

Pour une semblable production, peut-on établir des usines ? Il ne le semble pas ; l'usine est préférable lorsqu'il s'agit de fabriquer des articles pour lesquels les métiers doivent rester longtemps montés ; il en est autrement lorsqu'il est impossible de produire des stocks : le fabricant ne veut pas confectionner, craignant la perte que ferait subir à ses marchandises, si la vente en était retardée, une diminution dans le coût des matières premières ; d'ailleurs, très souvent un article démodé est un article perdu. Or, une fabrique puissamment, coûteusement outillée a-t-elle la faculté de chômer, le fabricant peut-il supporter les charges de l'usine si la production ne bat son plein, renvoyer ses directeur, contremaîtres, ouvriers expérimentés, qu'il ne trouverait pas à remplacer immédiatement au cas de reprise des affaires ?

Au contraire, la fabrique collective présente la plus grande « souplesse » et, par ce terme, l'on veut exprimer que ce système de travail permet au fabricant de multiplier

ses ordres en cas de presse, et de les diminuer, même de les cesser tout à fait « si les affaires ne marchent pas », le patron de la fabrique collective n'ayant pas les frais généraux de l'usine, n'a pas à souffrir du chômage.

Cette forme d'industrie a un autre avantage, c'est qu'elle donne au fabricant la possibilité de changer fréquemment d'articles, de produire rapidement toutes les nouveautés de la mode.

Mais, remarqué-t-on, cette souplesse avantageuse pour le fabricant fera retomber tous les risques sur l'ouvrier. On peut répondre que pour les industries de mode le chômage existerait tout autant à l'usine, le patron qui voudrait passer outre, pour avoir voulu retarder la crise, ne ferait que la rendre plus pénible. D'ailleurs, les mortes-saisons peuvent ne pas sévir en même temps pour tous les patrons de la localité, dans tous les genres : de là pour l'ouvrier à domicile, qui n'est pas cantonné dans un article spécial, qui a la faculté de travailler pour plusieurs patrons à la fois, la possibilité, lorsque la besogne manque d'un côté, d'en trouver de l'autre.

*Le travail à domicile convient plus particulièrement  
à certaines industries de luxe.*

Pour les produits qui doivent être fabriqués en masse, l'industrie à domicile présente sans doute une infériorité très réelle à la fabrique, sous réserve toutefois des modifications pouvant résulter du transport de la force motrice à domicile (v. *infra*), mais pour les articles de qualité supérieure, qui doivent présenter de la finesse, un tour de main original, il semble que cette forme de travail convient plus particulièrement.

C'est à tort, en effet, que les partisans de la suppression représentent l'industrie à domicile comme une forme arriérée de production. Elle est, semble-t-il (1), au contraire, la mieux appropriée à la fabrication des articles de luxe : l'ouvrier à domicile dispose de plus de moyens de soigner l'exécution de son travail ; maître de son temps, il peut en consacrer une partie parfois notable à la réflexion, et il n'est pas rare de lui voir trouver telle ou telle disposition plus heureuse que celle indiquée par le fabricant. L'ouvrier à domicile connaît admirablement son métier, qui lui appartient d'ailleurs généralement ; il en surveille le fonctionnement avec attention, et très fréquemment, il y apporte des perfectionnements ; il le fait obéir à sa volonté, et dans la tranquillité du petit atelier, il met à son travail toute sa patience, tout son sentiment artistique. On ne saurait attendre pareille initiative de l'ouvrier qui exécute sa tâche dans le bruit de l'usine, sur un métier anonyme qui marche tant bien que mal, et du bon fonctionnement duquel il se désintéresse absolument.

Or, les abus du sweating system se rencontrent à peu près exclusivement dans les industries dont les produits à bon marché ne laissent qu'un profit minime, surtout lorsqu'il faut tenir compte des droits de douane, souvent considérables. Le fabricant, pour lutter avec avantage contre ses concurrents, pour faire pénétrer ses marchandises sur les marchés étrangers, doit abaisser son coût de production, et, comme il ne peut faire porter la réduction sur le prix des matières premières déjà très bas, il diminue le salaire de l'ouvrier. Au contraire, dans la fabrication des mar-

(1) BONNEVAY et GODART : Rapport au Congrès de Bruxelles.

chandises de qualité supérieure, il y aura plus de jeu sur le prix d'achat de la matière première ; le produit supportera mieux les droits de douane, la clientèle sera moins regar-dante : par suite, le fabricant n'aura pas à faire porter le poids de la lutte économique sur le prix de la main-d'œuvre.

Malheureusement, les industries à domicile tendent à négliger le côté artistique de leur production. Ainsi, pour la fabrique lyonnaise, ce qui, à l'origine, imposait à l'étranger les soieries de Lyon, c'était l'art de ses produits, le fini de ses damas, de ses façonnés, de ses lampas... Mais, peu à peu, un esprit nouveau s'introduit dans la fabrique (1). Déjà au xvii<sup>e</sup> siècle, l'industrie lyonnaise commence à fabriquer, à côté de ses beaux tissus, des étoffes à bon marché, mais néanmoins, avant tout, elle reste une production de luxe, à tel point que ses concurrents étrangers comprenant qu'ils ne peuvent la battre sur le terrain de l'excellence de ses produits, se limitent à la fabrication de tissus mélangés de coton, ayant l'apparence de la soie, et se vendant à un prix extrêmement bas. Les Lyonnais se mirent alors à fabriquer eux aussi des tissus mélangés : sans doute, ils avaient raison, à une époque où la question du bon marché prime les autres, de vouloir lutter avec leurs concurrents étrangers par des produits similaires, mais leur tort fut de négliger quelque peu la fabrication artis-tique et de ne pas assez encourager le petit atelier (2).

Pareille évolution s'est produite dans d'autres industries à domicile : dentelles, broderie, lingerie...

Si l'on veut améliorer la situation de l'industrie à domi-cile, il faudra donc s'efforcer de donner une qualité supé-

(1) *Rapport de la Chambre de Commerce de Lyon*, 1895, p. 21.

(2) DUBOIS et JULIN : *op. cit.*

rieure à ses produits. Sans doute, la réforme n'est pas applicable à tous les genres d'industrie à domicile ; l'on ne voit guère, en effet, le moyen de coudre artistiquement une paire de gants ou d'ourler une chemise, et il n'y aurait pas non plus grand intérêt à donner une forme plus élégante à un clou. Il ne faut même pas songer à limiter toute une industrie à la production artistique, d'abord parce que l'art ne s'adressant qu'à une élite, ce serait enlever à cette industrie une grande partie de ses débouchés, ensuite pour la raison qu'au contraire de la production de luxe, la fabrication de l'article courant ne fait jamais défaut : une industrie ne saurait être coulée dans un moule unique et à côté de sa production courante, elle ne doit pas négliger la fabrication d'articles de qualité supérieure.

Pour relever le niveau des produits de l'industrie à domicile, il est nécessaire d'encourager l'apprentissage. L'apprentissage est nécessaire à l'industrie de luxe et la routine est une des causes de la décadence des métiers. Or, l'industrie à domicile n'a presque plus d'apprentis, le nombre des ouvriers capables d'exécuter des articles de haute qualité devient de plus en plus restreint. Pour encourager l'apprentissage, on devrait créer des écoles professionnelles, modifier la loi de 1850 sur l'apprentissage qui est insuffisante (1). On pourrait aussi, selon le vœu du Conseil supérieur du travail (2), obliger à faire par écrit le contrat d'apprentissage et, d'autre part, confier la surveillance des apprentis à des commissions locales composées mi-partie d'ouvriers, mi-partie de patrons, et à défaut au Conseil des

(1) FOUQUÉ : la Crise de l'apprentissage et l'instruction professionnelle, *Questions pratiques*, octobre 1900.

(2) Conseil supérieur du travail, session novembre 1902.

prud'hommes. Il y aurait non moins utilité, suivant le projet Cohendy (1), d'obliger les apprentis à suivre un enseignement professionnel sous la surveillance du patron. Il serait profitable aussi d'organiser des expositions d'objets fabriqués à domicile. L'initiative privée pourrait également encourager la fabrication artistique par la création de comités, qui feraient acheter sur place les produits de l'industrie à domicile et en organiseraient la vente, sans esprit de lucre, dans des magasins situés à la ville, répandraient les méthodes de travail jugées les meilleures, distribueraient des prix aux ouvriers les plus méritants. Quant aux pouvoirs publics, il leur est possible d'aider à la renaissance de l'industrie à domicile par des subventions : ainsi, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Japon. Au cours du budget de 1903, MM. d'Engérand, d'Alsace, Delafosse, ont proposé un amendement à la loi des finances tendant à allouer une subvention de 100.000 francs à l'industrie de la dentelle à main, cette somme devant être affectée, d'accord avec les préfets des départements intéressés : 1° à attribuer des récompenses aux enfants qui auront tiré le meilleur profit de l'enseignement technique ; 2° à allouer des primes aux ouvrières, maîtresses d'ouvrage ou mères de famille qui justifieront avoir formé des apprenties dentelières ayant travaillé assidûment au moins une année sous leur direction ; 3° à accorder au besoin des secours aux vieilles ouvrières dentelières. Cette somme n'a pas été votée, la situation budgétaire ne le permettant pas, mais la question a été réservée et reviendra sans doute prochainement devant les Chambres. Mais, convient-il d'ap-

(1) E. COHENDY : Apprentissage et Enseignement professionnel, *Questions pratiques*, octobre-décembre 1903.

prouver le principe de cette subvention directe, allouée aux frais du Trésor, à une industrie nationale incontestablement intéressante, qui fait vivre de nombreuses familles ou tout au moins leur procure un salaire d'appoint indispensable ? M. le professeur Pic (1) n'est pas de cet avis ; il voudrait « qu'au lieu de subventionner au hasard et sans plan d'ensemble, aujourd'hui la dentelle, demain le tissage ou la rubanerie, on procédât à une enquête approfondie sur l'ensemble des industries à domicile, qui permettrait d'établir l'importance respective des diverses industries françaises faisant travailler à domicile, la situation moyenne des ouvriers et ouvrières qu'elles emploient, ainsi que les moyens les plus propres à sauver celles de ces industries qui périclitent et à empêcher le déclin irrémédiable de celles qui résistent à la double concurrence de l'étranger et de l'usine. Une fois documentés, les pouvoirs publics pourraient proportionner exactement leurs subsides aux besoins constatés et les répartir équitablement entre toutes les industries ».

Enfin, pour relever le niveau des produits fabriqués à domicile, peut-être aussi y aurait-il intérêt à apposer sur les marchandises non façonnées dans certaines conditions, une marque portant le mot « imitation ».

---

(1) *Questions pratiques*, mai 1903. *Chronique, le Travail à domicile et les Industries d'art*.

## CHAPITRE IV

### Inconvénients de l'industrie à domicile.

Définition du sweating system. — Médiocrité du salaire à domicile. — Exagération des heures de travail. — Mauvaise hygiène de l'industrie à domicile. — Opression de l'intermédiaire.

---

#### DÉFINITION DU SWEATING-SYSTEM

A côté de ces avantages, l'industrie à domicile présente de nombreux inconvénients. Ces abus sont si grands, qu'on a pu les qualifier de l'expression significative de « sweating-system », littéralement le système de la sueur.

Sans doute, le sweating-system peut se rencontrer dans d'autres formes de travail, mais il sévit particulièrement dans l'industrie à domicile, tant à raison du fait que les ouvriers sont occupés chez eux, et sont isolés, qu'à cause du défaut de réglementation de cette forme de travail.

Il n'affecte cependant pas également toutes les industries qui se pratiquent à domicile et se rencontre particulièrement dans les industries à domicile du vêtement, de la lingerie, de la cordonnerie, du meuble, du jouet. La fabrication de luxe en souffre beaucoup moins que les industries où il y a surabondance dans la demande du travail, par suite du peu de difficulté de l'apprentissage, celles qui, dans le cadre de l'atelier à domicile, font fabriquer l'article

de pacotille par des ouvriers sans avances, sans capacité spéciale. C'est surtout dans les grandes villes, dans les pays anglo-saxons, que sévit le sweating-system ; l'industrie à domicile française en souffre relativement peu, bien que nombreux soient encore les abus qu'elle présente.

Mais qu'est-ce que le sweating-system ? On a beaucoup discuté sur le sens de cette expression anglaise, dont nous n'avons pas d'équivalent en français, et que M. Gide déclare impossible à traduire (1). La Chambre des Lords conclut que c'est une expression à laquelle il est difficile d'attacher un sens précis. M. Schloss (2) déclare ne pas savoir très bien ce que peut être un tel système ; M. Booth (3) dit connaître non pas un seul sweating-system, mais plusieurs ; M. G. Lee (4) prétend que la première découverte que l'on fait en étudiant le sweating-system, c'est qu'il n'existe pas.

Il semble, en effet, que le sweating-system n'est pas, à proprement parler, un système en vertu duquel le patron ferait « suer » ses ouvriers : en anglais, le mot « system » paraît être une expression employée à tout propos, pour classer un fait ou plutôt une série de faits ; c'est une façon de grouper rapidement un certain nombre d'idées voisines et de les rappeler par une étiquette.

Le sweating-system est donc la description d'un certain nombre d'abus ; il représente un ensemble de conditions anormales de travail qui peuvent se ramener à l'énumération suivante (5) :

(1) Conférence au Musée social, 24 janvier 1899.

(2) *Modes de rémunération du travail.*

(3) БООТН : *Life and labour of the People.*

(4 et 5) *Report from the select Committee of the House of Lords on the sweating-system.*

A. — Médiocrité des salaires.

B. — Exagération de la durée du travail.

C. — Mauvaises conditions d'hygiène.

Jusqu'à quel point l'industrie à domicile présente-t-elle les abus caractéristiques du sweating-system ?

#### MÉDIOCITÉ DES SALAIRES DES OUVRIERS A DOMICILE

Dans l'industrie à domicile, les salaires sont souvent très faibles, et leur taux semble encore avoir des tendances à descendre.

Il est difficile de donner une idée de ces salaires, car leur valeur est toute relative et, pour l'apprécier, il faudrait tenir compte du coût de la vie. Le salaire n'est en effet que le premier terme d'un rapport, qui ne saurait être bien compris que si l'on en connaît le second, c'est-à-dire le prix des subsistances. Rien n'est si local et si relatif que la rétribution de la main-d'œuvre (1).

(1) A l'appui de cette affirmation nous voudrions citer de nombreux chiffres, mais, outre que la connaissance du salaire n'a d'importance que si on la compare aux prix des subsistances, d'autres difficultés proviennent de ce que dans certaines monographies il n'est pas tenu compte des réductions subies par le salaire, que dans d'autres, il n'est indiqué que le prix des pièces. Parfois c'est la journée de 8 heures qui est prise comme base d'estimation, parfois celle de 14 à 16 heures. Souvent aussi, il n'est pas distingué entre le salaire de l'homme et celui de la femme. Voici cependant quelques exemples de salaires dans les industries les plus *sweated* :

*Confection de vêtements pour homme ou femme.* — La moyenne des salaires est de 1 fr. 50 à 2 francs pour la femme.

Les salaires les plus bas sont ceux des finisseuses culottières et giletières. L'enquête de l'Office du travail français nous indique des salaires de 1 franc par jour. L'enquête de la Chambre des Lords donne 1 shilling. L'enquête allemande 75 pfennigs.

*Lingerie.* — Moyenne pour les femmes 1 fr. 50 à 1 fr. 75 par

Ainsi, avec un salaire qui paraîtrait très suffisant à une ouvrière française, une Américaine se trouve plongée dans la plus noire misère.

D'une façon générale, on peut dire cependant que, dans certaines industries à domicile, la confection, la lingerie, la cordonnerie, la fabrication des cigares, principalement dans les pays anglo-saxons, l'on rencontre des gains extrêmement réduits, descendant même au-dessous du coût minimum de l'existence. Il n'est pas rare que l'ouvrier reçoive un salaire inférieur à 1 franc, et c'est la règle pour l'ouvrière, bien qu'elle travaille plus longtemps que l'ouvrier.

Il faut d'ailleurs dans l'appréciation de ces salaires tenir compte de certaines causes de réduction : ainsi l'ouvrier à domicile travaille aux pièces, c'est-à-dire qu'il est payé tant par produit, mais il faut que l'ouvrage soit bien fait : comme il est difficile souvent d'apprécier la qualité

jour. Les travaux les plus mal payés sont ceux de la finisseuse de chemises, de la bouttonnière, de la piqueuse de faux-cols.

M. Bonnevey indique 0 fr. 75 pour la finisseuse de chemise ; 0 fr. 85 pour la bouttonnière ou la piqueuse de faux-cols.

Miss Cambells, 1 shilling pour la finisseuse de chemises.

M. Lambrechts 1 shilling pour la piqueuse ou bouttonnière de faux-cols.

*Cordonnerie.* — Les salaires les plus faibles se rencontrent dans le finissage des bottines de confection et la fabrication des pantoufles. M. Bonnevey nous donne 1 fr. 20 pour une piqueuse et bouttonnière pour une maison de confection. L'enquête de la Chambre des Lords rapporte que les ouvriers cordonniers ne gagnent que 94 fr. 60 pour 300 paires de chaussures ; elle indique des salaires de 3 à 4 shillings pour les femmes.

N. B. — Dans l'indication des salaires, il n'est pas toujours tenu compte des frais qui sont à la charge de l'ouvrier, et jamais de la morte-saison qui sévit dans ces industries durant une moyenne de trois à quatre mois.

du travail à la seule inspection, il s'ensuit des contestations nombreuses relativement à la qualité. L'employeur ou l'intermédiaire peut refuser un produit sous prétexte qu'il est mal conditionné, rabattre sur le prix ou même le laisser pour compte.

Il faut encore déduire du salaire le prix des fournitures (fil, coton, etc.), que l'ouvrier a à sa charge et dont il doit prélever le paiement sur son maigre salaire. Il a encore à son compte des frais d'éclairage, de chauffage, d'achat et d'entretien de matériel, de location.

L'ouvrier perd aussi du temps pour chercher le travail, pour le rendre ; il subit la dépense des heures qui lui sont nécessaires aux opérations préliminaires, à la mise en train (travail pour adapter le métier à la nouvelle fabrication).

Il ne faut pas non plus oublier que l'ouvrier à domicile est exposé à des chômages, car le fabricant fait subir à ses ouvriers les risques de non-travail : n'ayant à sa charge aucun des frais généraux de location, d'achat ou d'entretien de matériel, il n'hésite pas au moment de la presse à prendre un nombre de métiers plus grand, à occuper plus d'ouvriers qu'il ne lui est possible ; si la vente n'est pas aussi active qu'il l'avait pensé, il impose aux ouvriers un certain nombre de jours de chômage. A ces chômages, il faut encore ajouter les périodes d'inactivité résultant des crises et surtout des mortes-saisons qui sévissent périodiquement pendant deux ou trois mois, quelquefois plus, dans certaines industries à domicile : il n'y a pas sans doute absence de tout travail, mais ralentissement considérable.

Un autre abus qui contribue encore à l'avilissement du salaire de l'ouvrier à domicile, c'est la pratique du truck-

system : l'employeur ou l'intermédiaire, au lieu de payer ses ouvriers en argent, les solde en matières premières. Sans doute, ce vieil abus est atténué, tant en raison de la désapprobation publique que des mesures prises à son encontre par les législateurs de certains pays, mais il résulte des enquêtes qu'il est encore pratiqué dans un certain nombre d'industries à domicile. Tantôt le patron ou l'intermédiaire paie le salaire en marchandises, tantôt le salaire est censé soldé en espèces, mais l'employeur ou l'intermédiaire tient un magasin où l'ouvrier est obligé de venir s'approvisionner, ou bien encore un cabaret ; il peut aussi fournir le logement (pour certaines maisons, le propriétaire ne veut en effet connaître qu'un seul locataire qui louera ensuite l'immeuble par fractions). Sans doute, il n'y a pas obligation pour l'ouvrier de se fournir chez le patron ou l'intermédiaire, mais celui qui ne le fera pas courra le risque de se voir refuser tout travail, ou tout au moins on lui donnera du mauvais ouvrage ; il se trouve donc contraint, s'il veut travailler, d'acheter à son employeur des objets de valeur médiocre, à des prix parfois fort élevés : la maison de l'ouvrier regorge souvent de riz, de café..., alors qu'en dehors de ces quelques fournitures, il manque de tout.

Quelles sont les causes de cet avilissement des salaires dans l'industrie à domicile ?

D'une façon générale, il y a un effort permanent chez le patron à solliciter la clientèle par des prodiges de bon marché. Les fréquentes variations de la mode, la démocratisation du luxe ont déterminé le public à accorder une grande faveur aux objets qui se vendent à bas prix : l'industriel

doit donc diminuer sans cesse sur le prix de revient ; or, le patron de la fabrique collective ne peut, comme le patron de l'usine, diminuer le prix de revient par une meilleure technique, une plus grande division du travail ; il fait alors porter la réduction sur le salaire de l'ouvrier qui supporte, en fin de compte, le poids de la lutte économique.

Les ouvriers à domicile doivent d'autant plus subir les exigences de l'employeur qu'ils sont isolés. Leur manque d'organisation les expose à la rapacité des employeurs et des intermédiaires. La preuve, c'est que le salaire est l'objet d'un marchandage journalier, qu'il varie d'un ouvrier à un autre : ainsi il résulte des enquêtes des différences de salaires de 30 p. 100 pour un même ouvrage, d'autant plus que l'employeur n'a que l'embarras du choix.

Le salaire de l'ouvrier travaillant aux pièces est, en effet, déterminé plus par la concurrence que par la quantité de travail qu'un bon ouvrier peut faire dans un laps de temps donné. Or, cette concurrence est d'autant plus grande que le travail est plus facile, qu'il exige moins de perfection. Aussi, c'est surtout dans les industries à domicile qui produisent l'article de pacotille que se rencontrent les salaires les plus bas. Dans ces industries travaillent des étrangers ne connaissant pas la langue, des émigrants israélites, russes ou allemands, chassés de leur pays natal par d'injustes persécutions, pauvres exilés acceptant n'importe quel travail, à n'importe quel prix, pour ne pas mourir de faim. Le salaire est encore abaissé par la concurrence que fait à l'ouvrière isolée la femme mariée vivant dans sa famille : un salaire d'appoint lui est suffisant, alors qu'il devient manifestement misérable pour l'ouvrière dont c'est l'unique gagne-pain.

Le salaire diminue encore par suite de la concurrence des ouvriers ruraux. Grâce à la facilité des transports, à leur bon marché, les entrepreneurs de travail de la ville font exécuter leurs commandes à des ouvriers de la campagne, lesquels n'ayant pas les charges de la grande ville, travaillent à meilleur marché. Avec un coût de vie bien plus élevé, il faut que les ouvriers de la ville réduisent leurs conditions dans une semblable proportion, s'ils veulent obtenir du travail (1). A toutes ces causes d'avilissement, il faut ajouter la concurrence des ouvriers et des orphelinats, qui peuvent travailler plus économiquement à raison de leur organisation, des aumônes équilibrant leurs budgets.

Les conséquences de l'insuffisance des salaires dans l'industrie sont nombreuses.

C'est d'abord l'emploi de jeunes enfants (2). Entre autres exemples, Miss Helen Cambells nous révèle avoir rencontré au cours de son enquête à New-York une ouvrière qui avouait ne gagner sa vie qu'avec l'aide de ses deux petites filles, âgées l'une de six, l'autre de sept ans. Astreints à

(1) « Le tissage de la soie paraît avoir fait ses premières tentatives d'émigration dans la campagne lyonnaise vers 1750. Un arrêt du roi du 13 décembre 1765 permet à tous les habitants de la campagne et à ceux des lieux où il n'y a pas de communauté de fabriquer des étoffes suivant les règlements. Mais ce n'est qu'à la fin de l'empire que le métier de la soierie commence à se transporter en masse dans la campagne. Le fabricant, par crainte de la grève, oppose le tissage rural au tissage urbain. On peut évaluer actuellement le nombre des métiers disséminés dans la région lyonnaise (Rhône, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Saône-et-Loire, Loire, etc.) à 90.000 métiers tant à main que mécaniques. » V. PELOSSE : le Tissage rural des soieries dans le Rhône, *Mouvement économique et social dans la région lyonnaise*, 1901.

(2) *Questions pratiques*, avril 1901. Chronique.

un travail excessif, dans de mauvaises conditions d'hygiène (voir *infra*), ces enfants ne tardent pas à s'anémier, à devenir rachitiques...

Une autre terrible conséquence de l'insuffisance du salaire est que l'ouvrière à domicile qui ne peut suffire à son entretien par le travail, doit parfois avoir recours à la prostitution (1).

Enfin, pour compenser la médiocrité de sa rémunération, l'ouvrier à domicile est souvent contraint d'exagérer la durée de son travail.

#### EXAGÉRATION DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE À DOMICILE

L'insuffisance du salaire est une des causes de l'exagération des heures de travail, mais ce n'est pas la seule.

Une autre raison en est que l'ouvrage est remis d'une façon irrégulière, par exemple le soir pour être rendu le lendemain, quitte à ne rien faire ce jour-là.

D'autre part, pendant la bonne saison, en allongeant sans mesure sa journée de travail, l'ouvrier s'efforce de compenser le temps perdu durant les périodes de chômage.

Enfin, on peut encore expliquer l'exagération de la durée du travail dans l'industrie à domicile, par la raison qu'aucune réglementation légale ne vient limiter l'activité de l'ouvrier.

Aussi les enquêtes et monographies constatent-elles une intensité de travail parfois très grande, notamment dans l'industrie du vêtement et de la cordonnerie (parce que c'est surtout pour ces industries qu'ont été faites les enquêtes).

(1) CAMBELLS : *Problems of Property*.

*Allemagne.* — L'enquête de la commission de statistique sur la situation du travailleur de l'industrie du vêtement (1) constate que le travail à domicile peut aller jusqu'à 17 heures par jour.

M<sup>me</sup> Oda Olberg (2) déclare que l'ouvrière de l'industrie à domicile du vêtement travaille 14 à 16 heures et quelquefois 17 heures pendant la bonne saison.

*Etats-Unis.* — M. Levasseur (3) constate une moyenne de 15 heures de travail. L'habitude est prise de demander pour une semaine un certain montant d'ouvrage ; coûte que coûte, les ouvriers devront l'achever pour avoir droit au paiement de leur salaire. M. Levasseur a vu des enfants travailler jusqu'à 11 heures du soir.

L'enquête du Comité des manufactures, les rapports des inspecteurs (4) fixent une moyenne de 15 à 16 heures.

*Grande-Bretagne.* — L'enquête de la Chambre des Lords (5) constate que l'ouvrier à domicile fait des journées de travail d'une moyenne de 15 heures, mais qui peuvent s'élever jusqu'à 18 et 20 heures au moment de la presse. Lorsque les commandes doivent être rapidement livrées, l'ouvrier à domicile quitte souvent son travail à 2 heures du matin pour le reprendre à 7 heures. Les ouvriers cordonniers de Londres désignent leurs ateliers par l'épithète caractéristique de « boucherie ».

(1) *Zusammenstellung der Ergebnisse der Ermittlungen über die Arbeitverhältnisse in der Kleide und Wasche Confection.*

(2) Oda OLBERG: *Das Elend in der Hausindustrie der Konfection.*

(3) LEVASSEUR : *l'Ouvrier américain.*

(4) Report of the Committee on manufactures on the sweating-system, *Bulletin of Department of Labor.*

(5) *Report of the select Committee of the House of Lords.*

*France.* — Les enquêtes entreprises par l'Office du travail pour déterminer la durée du travail n'ont pu atteindre les ouvriers à domicile, il faut donc nous reporter aux études spéciales.

M. Doublot (1) constate qu'à Paris des ouvriers de l'industrie du vêtement occupés à domicile travaillent fréquemment jusqu'à 1 heure du matin.

M. du Maroussem (2) déclare que dans l'industrie du vêtement sur mesure, fabriqué en chambre (dans la confection, le travail, bien que souvent excessif, est plus régulier), la moyenne hebdomadaire pour la saison seule, à l'exclusion de la morte-saison, dépasse généralement 70 et 80 heures. Isolées même, certaines semaines peuvent présenter un maximum de 112 heures (17 heures 1/2 par jour).

Le même auteur constate dans sa monographie du Jouet parisien (3), une durée moyenne de 16 à 17 heures, non compris le temps des repas.

On objecte que l'ouvrier à domicile accomplit sa tâche d'une manière moins continue et moins fébrile que l'ouvrier d'usine, mais les enquêtes nous montrent que la vie de l'ouvrier à domicile n'est souvent qu'une suite ininterrompue de travaux. L'ouvrier travaille autant qu'il le peut, ne quittant parfois même pas son travail pour les repas, prenant à peine le temps de se reposer ; il continue son ouvrage jusqu'à ce que l'énergie lui fasse défaut, et le travail n'est interrompu dans aucun cas : ainsi M<sup>me</sup> Daniel (4), au

(1) DOUBLOT : *Protection légale des travailleurs du vêtement*.

(2) DU MAROUSSEM : *le Vêtement à Paris*. Enquête de l'Office du travail sur la petite industrie.

(3) DU MAROUSSEM : *le Jouet parisien*.

(4) *Revue d'Économie politique*, 1894, p. 633. Travail des femmes et des enfants en Amérique, par M<sup>me</sup> S.-A. DANIEL.

cours de son enquête sur le travail des femmes aux Etats-Unis, constata que le travail ne cessait qu'en cas de mort, et encore pour un bébé qui était tombé dans une cuve d'eau bouillante, on continua de travailler jusqu'à ce que le corps fut transporté au cimetière, pendant trois jours.

C'est dire combien est réelle l'intensité de travail des ouvriers à domicile, au moins dans certaines industries, et rien ne peut mieux rendre la misère de cette vie, que la chanson que fit un ouvrier en chambre, Thomas Wood (1) :

*Travaille, travaille, travaille  
Jusqu'à ce que tes yeux soient pesants et troubles.  
Fais la couture, la tréfilerie et les poignets  
Jusqu'à ce que, arrivé aux boutons,  
Tu tombes de sommeil  
Et continue de les coudre en rêvant.*

#### MAUVAISE HYGIÈNE DE L'INDUSTRIE A DOMICILE (2)

Habitant les grandes villes où les logements sont chers, ne voulant pas s'éloigner de l'atelier ou du magasin de l'employeur, afin de ne pas augmenter le temps perdu à chercher ou à rendre le travail, souvent les ouvriers demeurent et travaillent dans des ruelles étroites, dans des maisons vieilles et sales. Les cages des escaliers, les couloirs sont obscurs, étroits et exhalent une odeur de renfermé à laquelle s'ajoutent les émanations des lieux d'aisance. Le logement de l'ouvrier à domicile se compose généralement d'une, et plus rarement de deux ou trois pièces, quelque-

(1) D'HAUSSONVILLE : *Misères et salaires de femmes.*

(2) D' FAUQUET : *Essai sur le travail en chambre considéré au point de vue sanitaire.*

fois même l'ouvrier et sa famille habitent dans des caves (1) : Les plafonds sont bas, tantôt ce sont les portes qui font défaut, tantôt ce sont les fenêtres qui manquent de vitres (2). Le surmenage des ouvriers à domicile est si grand qu'ils n'ont ni la force, ni le temps d'introduire la propreté la plus élémentaire au logis, aussi les planchers sont-ils couverts de crasse, les habits pendus à des cordes, les aliments épars.

C'est dans ces taudis, dans ces « tanières » (3), que vivent et travaillent souvent cinq, six, huit et même douze personnes, alors que la chambre mesure à peine 3 ou 4 mètres carrés et que sa hauteur ne dépasse guère 2 m. 50.

Dans l'enquête de la Chambre des Lords (4), on trouve que dans une même pièce, la nuit venue, il y avait 18 personnes ; pendant que les uns dormaient, les autres travaillaient. Un témoin déclare que dans Old Montagne street, dans une cave, pendant que les ouvriers travaillaient, une femme dormait avec ses trois enfants.

L'enquête autrichienne (5), qui a porté sur 409 loge-

(1) *Zusammenstellung der Ergebnisse der Ermittlungen über die Arbeitsverhältnisse in der Kleider und Wasche Confection*, p. 85.

(2) « L'ouvrier tisseur lyonnais donne dans son logement la plus grande place à l'atelier et se confine dans le fond de la pièce. Ce réduit, séparé de l'atelier par un briquetage ou une baie vitrée afin de ne pas abîmer les étoffes, est à son tour divisé en deux par un plancher horizontal situé à 2 m. 20 ou 2 m. 50 du sol. C'est dans cette soupente dont l'air est vicié par les odeurs des tissus, par les émanations de la cuisine, que couchent les enfants et souvent toute la famille. » GAUTHERON : *Logement de l'ouvrier*.

(3) *Report of the Committee on manufactures*, p. 201.

(4) *Report of the select Committee of the House of Lords*.

(5) *Questions pratiques*, novembre 1901: Enquête autrichienne sur le travail à domicile dans la lingerie, les vêtements.

ments d'ouvriers à domicile, constate que les trois quarts des logements pendant le jour, les quatre cinquièmes pendant la nuit, n'offrent pas la surface requise par l'hygiène la moins exigeante ; la ventilation est insuffisante dans 114 cas, l'éclairage dans 103.

L'entassement des individus fait que souvent, dans la chambre, il n'y a pas de table, qui tiendrait trop de place : l'ouvrier travaille sur ses genoux. Maintes fois, pas de lit pour tous : quelques-uns couchent sur le carreau ou sur des paillasses, dans une promiscuité révoltante.

Tout ce monde vit dans une atmosphère irrespirable, dans un air vicié par les émanations du fourneau qui sert en même temps à faire la cuisine et à chauffer les fers ; il faut aussi noter les odeurs produites par le cuir, le drap, la fourrure, la colle et autres substances, qu'emploie dans son travail l'ouvrier à domicile. L'air est difficilement renouvelé ; les fenêtres sont rarement ouvertes en été ; en hiver, jamais à cause du froid ; d'autre part, pas de ventilateur, l'air vient par la porte, et l'atelier reçoit les émanations du couloir et de l'escalier.

Ainsi, mauvais état de l'habitation, multiplicité de l'affectation des chambres qui servent également de dortoir, de cuisine et d'atelier, entassement des individus, telles sont les causes des mauvaises conditions hygiéniques dans lesquelles vivent les ouvriers à domicile, inconvénients d'ailleurs accrus par le surmenage qui leur est imposé.

La conséquence de cet état sanitaire déplorable est que la résistance de l'organisme de l'ouvrier à domicile se trouve affaiblie. Il est difficile cependant, comme le remarque le D<sup>r</sup> Fauquet, de préciser par des chiffres l'influence

de ces mauvaises conditions d'hygiène sur la santé de l'ouvrier en chambre.

A l'occasion des travaux de la Commission de statistique du travail sur la situation des ouvriers des industries à domicile, de la lingerie et du vêtement (1), un inspecteur du travail de Berlin recueillit des renseignements sur la fréquence des maladies contagieuses dans les ateliers en chambre. Mais les chiffres indiqués dans les réponses réunies par l'inspecteur semblent tout à fait inexacts. Voici, en effet, le tableau des cas qui auraient été observés pendant deux ans dans 3.046 logements visés par l'enquête :

|                      |         |
|----------------------|---------|
| Diphtérie . . . . .  | 40 cas. |
| Scarlatine . . . . . | 29 —    |
| Rougeole . . . . .   | 49 —    |
| Phtisie . . . . .    | 44 —    |
| Grippe . . . . .     | 2 —     |
| Gale . . . . .       | 4 —     |

Plus intéressante est la déposition du D<sup>r</sup> Squire, médecin du London hospital for consumption, devant la Commission d'enquête de la Chambre des Lords (2) : il insiste sur la fréquence de la tuberculose chez les ouvriers tailleurs, un quart des décès est dû à cette maladie ; le D<sup>r</sup> Squire ajoute que les ouvriers des grands ateliers de Regent-street paraissent être, d'après l'expérience qu'il a acquise dans ce district, d'une meilleure santé et moins prédisposés aux maladies que leurs collègues travaillant à domicile. Le D<sup>r</sup> H. Priou est du même avis. Une enquête faite à Cincinnati constate également les inconvénients hygiéniques des ateliers à domicile (*tenement house*).

(1) *Drucksachen der Kommission für Arbeitstatistik.*

(2) *Third Report from the select Committee of the House of Lords on the sweating-system.*

Funestes pour les ouvriers à domicile, ces mauvaises conditions sanitaires ne sont pas moins dangereuses pour le consommateur. Les produits fabriqués à domicile, notamment les objets d'habillement, les vêtements, en particulier, sont très exposés à la contamination ; imprégnés de microbes, ils deviennent des éléments de propagation épidémique, d'autant plus, qu'en cours de fabrication, ils servent souvent aux ouvriers de couvertures. Le journal médical anglais *The Lancet* nous cite ce cas remarquable de contamination par des vêtements fabriqués en chambre : la fille du célèbre ministre anglais S. Robert Peel contracta une maladie mortelle par l'intermédiaire d'un habit d'amazonne fabriqué au domicile d'un tailleur dont l'enfant était atteint de ce mal. M. J. B. Lennon, secrétaire de l'Union des ouvriers tailleurs d'Amérique, appelé à témoigner devant le Comité des manufactures de la Chambre des représentants (1), signale le cas d'un vêtement fabriqué dans une maison où il y avait quatre cas de variole, et qui communiqua cette maladie à la famille de l'acheteur. M. Mac Lean, secrétaire de la Scottish nationale operative tailors protection Society, déclara à la Commission d'enquête de la Chambre des Lords, que les vêtements fabriqués en chambre étant souvent renvoyés à d'autres ouvriers pour être retouchés, il en résultait des cas de contamination.

Mais, nous n'avons pas besoin des faits rapportés ou d'autres semblables pour admettre la possibilité de la contamination par les objets fabriqués en chambre. Une semblable transmission ne peut faire aucun doute pour certaines maladies éminemment contagieuses : la petite

(1) *Report of the Committee on manufactures*, 1893, p. 210.

vérole, la scarlatine, la diphtérie, la tuberculose, les objets d'habillement sont tout à fait aptes à conserver les microbes. Certes, il est pratiquement impossible de vérifier cette assertion ; supposons, en effet, un cas de maladie contagieuse dans un atelier à domicile, le travail est continué auprès du malade, les vêtements, une fois terminés, sont expédiés au patron, vendus au grand magasin : ils ne tardent point dès lors à se confondre avec les autres vêtements, perdant leur indication de provenance, et il est désormais impossible de suivre leur trace.

On ne saurait donc s'appuyer sur une enquête pour déterminer les dangers de contamination des objets fabriqués en chambre, mais, étant donnée la possibilité de la contagion et le peu de précautions prises lorsqu'une maladie survient dans un atelier en chambre, il peut très bien se produire une transmission du mal au consommateur.

#### OPPRESSION DE L'INTERMÉDIAIRE

L'opinion populaire accuse les intermédiaires de tous les méfaits du sweating-system, et même on a souvent identifié ce système avec l'exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur.

Il n'est cependant pas nécessaire qu'il y ait intermédiaire pour que le sweating-system apparaisse.

Ne doivent en effet pas être considérées comme sweated les seules industries où le travail est remis à l'ouvrier par l'entremise d'un sous-entrepreneur. L'ouvrier peut tout aussi bien être exploité directement par le patron : ainsi, certaines grandes maisons de confection de l'Est End (1),

(1) *Select Committee of the House of Lords*, 1890, p. 83.

ont créé des ateliers de distribution, supprimant l'intermédiaire, ont gardé pour elles la part de profit de celui-ci. Les grands magasins qui emploient des ouvriers à domicile sans avoir recours à des intermédiaires abaissent le salaire dans des proportions considérables (1).

D'autre part, il est des cas où l'intermédiaire peut être avantageux, et où vraiment l'ouvrier touche par pièce plus d'argent que lui : si l'intermédiaire gagne plus, c'est sur l'année entière. Souvent aussi, l'intermédiaire possède des ateliers dans lesquels-il travaille semblablement à ses ouvriers, ou achève les marchandises qu'ils ont fabriquées, légitimant ainsi son profit par le travail. Il est enfin des industries où l'intermédiaire n'abaisse pas le prix du travail (2) : ainsi l'ouvrier rubanier stéphanois touche la moitié, le veloutier les deux tiers du prix de façon payé au chef tisseur, intermédiaire, qui leur fournit le local, les métiers et souvent la soupe.

Si les enquêtes constatent tous les inconvénients pouvant résulter de la présence de l'intermédiaire, il faut cependant remarquer qu'elles négligent tous les cas de sous-entreprise où les ouvriers ne se plaignent d'aucun mauvais traitement et où ils sont tout aussi payés que les ouvriers directement occupés par le patron.

Pourtant, il faut admettre que dans bien des cas, l'intermédiaire cherche à tirer un profit abusif de ses ouvriers, et qu'il mérite le nom à lui donné par Karl Marx de « vorace parasite ». Souvent, en effet, l'intermédiaire a cessé de travailler lui-même ; son bénéfice consiste dans la diffé-

(1) GARRIGUES : *les Grands Magasins de nouveautés et le Petit Commerce en détail*.

(2) SCHLOSS : *les Modes de rémunération du travail* (trad. de Rist).

rence entre la somme que lui donne le fabricant et le salaire qu'il paie lui-même à l'ouvrier, somme qu'il tend d'ailleurs à réduire de plus en plus : se trouvant en concurrence avec d'autres intermédiaires, pour avoir de l'ouvrage, il doit baisser ses prix, et comme il ne veut pas voir diminuer son profit, il exploitera de toutes façons l'ouvrier, ne prenant aucun souci de l'hygiène, le forçant à exagérer ses heures de travail, gagnant sur les fournitures.

Son profit variera selon le genre de travail qu'il fera exécuter, suivant le nombre de malheureux qu'il emploiera : plus son entreprise est petite, plus les conditions de travail sont mauvaises ; ayant moins d'ouvriers à exploiter, il peut les harceler plus souvent, et doit les exploiter davantage pour garder le même profit.

On a estimé que le bénéfice de l'intermédiaire peut aller jusqu'à 40 p. 100 du prix de façon. D'après l'enquête allemande (1), un intermédiaire recevant pour un costume 5 marcs 50 donne à l'ouvrier 2 m. 50 (dont il faut diminuer 15 à 20 pf. par pièce pour fournitures) ; un autre intermédiaire recevant de 25 à 40 pf. pour un costume petit garçon donne à l'ouvrier de 15 à 25 pf. et de 35 à 40 pf., s'il gagne de 70 à 90 pf. M. Burnett (2) cite le cas d'un intermédiaire qui recevant 24 shillings de l'entrepreneur pour la confection de 12 vêtements, ne payait à ses ouvriers que 13 sh. 5 d., conservant un bénéfice de 10 sh. 6 d.

On peut imaginer quelle est la condition de l'ouvrier à domicile, lorsque, entre l'entrepreneur et lui se faufile

(1) *Drucksachen der Commission fur Arbeitsstatistik, Verhandlung*, 1896, n° 10. .

(2) BURNETT : *J. des Économistes*, 1896.

toute une série d'intermédiaires qui prélèvent chacun leur bénéfice sur son salaire.

L'intermédiaire fait aussi tort au fabricant, à qui il livre du mauvais travail, mais celui-ci, soit qu'il ne sache rien, soit que par routine il préfère fermer les yeux sur ces agissements, accepte les services de l'intermédiaire avec les abus qu'ils comportent.

Quant à l'ouvrier, il est obligé de subir cette oppression : il ne gagnerait d'ailleurs rien à s'adresser à d'autres intermédiaires, car souvent ceux-ci s'entendent contre l'ouvrier ; du reste, dans bien des cas, l'ouvrier se trouve lié à l'intermédiaire et forcé de travailler pour lui à raison des avances qui lui ont été faites et dont il ne peut se libérer.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### De la suppression ou du maintien de l'industrie à domicile.

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### Des systèmes de suppression du travail à domicile.

De la nécessité prétendue de la suppression. — Comment organiser la suppression. — Interdiction progressive du travail à domicile. — Moyens indirects de suppression (Taxe. Marque). — Interdiction du travail à domicile dans les contrats publics. — Création d'ateliers.

---

#### DE LA NÉCESSITÉ PRÉTENDUE DE LA SUPPRESSION

Frappés des inconvénients de l'industrie à domicile, certains auteurs souhaitent sa disparition. C'est, disent-ils, une forme arriérée de production, incapable de lutter avec les modes de travail plus perfectionnés, supérieurs au point de vue technique, et qui exerce une funeste influence sur les conditions de travail de l'usine, sur l'établissement d'une réglementation ouvrière... Peut-être cependant, déclarent-ils, pourrait-on considérer comme inévitables les

inconvéniens de cette forme de travail, et s'efforcer quand même de la conserver, si son maintien avait pour résultat d'augmenter le bien-être des ouvriers : or, nous l'avons vu, l'industrie à domicile fait une situation malheureuse à ceux qu'elle emploie, leur donnant des salaires dérisoires, les obligeant à travailler d'une façon exagérée, dans de mauvaises conditions d'hygiène, favorisant, comme le déclare le Congrès des syndicats socialistes allemands (1896), la dégénérescence intellectuelle, corporelle et morale, anéantissant la faculté de résistance de ces travailleurs. L'industrie à domicile n'a donc que des désavantages.

On propose de modifier par la réglementation les conditions d'exercice de cette forme de travail. Mais, peut-on répondre, on ne saurait exercer de contrôle dans la maison de l'ouvrier, d'ailleurs une durée exagérée des heures de travail semble impossible à séparer de l'industrie à domicile ; quant aux conditions d'hygiène, elles ne sont susceptibles d'être modifiées que si l'on fournit aux ouvriers d'autres logements. Toute tentative de réforme par voie législative paraît donc condamnée par avance.

Faut-il attendre plus grand effet de l'association ? Mais, dans les industries à domicile, qui souffrent le plus du sweating-system, le travail n'est pas qualifié et l'on se trouve en présence d'une armée, en réserve illimitée, d'ouvriers sans travail, d'émigrants sans ressources, de femmes, pour qui le salaire est d'appoint, masse qui est disposée à travailler à n'importe quelles conditions. L'organisation de tels ouvriers semble être impossible ou tout au moins ne pouvoir donner grand résultat.

Peut-on alors maintenir l'industrie à domicile par des subsides et des dons ? Mais ce ne serait qu'un secours mo-

mentané, car après s'être développées hors de proportion, attirant à elles un capital et des forces sûrs d'y trouver le maximum de rémunération, les industries ainsi protégées finiraient, le jour où elles seraient livrées à leur propre essor, par tomber plus bas que jamais, offrant des conditions de travail plus déplorables encore.

Il ne faut donc pas songer à sauver de sa déchéance l'industrie à domicile, mais, au contraire, à hâter par des mesures législatives sa disparition.

Unis sur la question de principe, les partisans de la disparition de l'industrie à domicile se divisent lorsqu'il s'agit d'organiser cette suppression.

#### COMMENT ORGANISER CETTE SUPPRESSION

Faut-il interdire l'industrie à domicile d'une façon absolue, ou doit-on simplement la prohiber pour certaines industries, les plus sujettes au sweating-system ? Le projet zurichois (septembre 1899) prohibe d'une façon absolue le travail à domicile, interdisant de se servir d'une chambre à coucher ou d'une cuisine comme atelier. Mais la majorité des législations qui admettent la suppression la réduisent à quelques catégories, confection, cordonnerie, fabrication du tabac. Il en est ainsi pour le Massachusetts, qui interdit le travail à domicile dans toute chambre où s'effectuent pour la vente des travaux de production, de changement, de réparation ou d'achèvement d'habits, de gilets, de pantalons ou autres objets d'habillement (L. de 1901). L'Etat de New-York (L. de 1899) prohibe cette forme de travail dans tout atelier à domicile où l'on confectionne des « vêtements

d'homme, gilets, pantalons, culottes, surtouts, manteaux, chapeaux, casquettes, bretelles, jerseys, blouses, tailles, ceintures, jupons, cache-nez, fourrures, chemises, bourses, parapluies, plumes, fleurs artificielles, cigarettes, cigares ».

Une autre question se pose : doit-on interdire le travail à domicile à tous, ou peut-on l'autoriser dans certains cas ?

La plupart des législations des Etats-Unis n'interdisent le travail à domicile, au moins expressément, qu'aux personnes n'étant pas membres plus ou moins proches de la même famille : il en est ainsi dans les états du Massachusetts, de New-York, de l'Illinois, de Pensylvanie, de l'Ohio, dans les possessions anglaises, etc. On a proposé (1) de ne laisser travailler à domicile que certaines personnes, empêchées par des infirmités ou par les soins domestiques d'aller en fabrique, à condition toutefois qu'elles aient besoin de travailler pour vivre : ainsi les veuves ayant des enfants, les femmes dont le mari serait malade, les impotents ; ne pourraient, au contraire, travailler à domicile les femmes des classes moyennes qui ne cherchent dans leur industrie qu'un appoint, et qui contribuent ainsi à faire baisser le salaire des ouvrières nécessiteuses. Les personnes pouvant travailler à domicile seraient munies d'une autorisation écrite.

On a proposé également d'interdire le travail à domicile aux ouvriers employés durant la journée à la fabrique. Un certain nombre d'Etats ont inscrit cette prohibition dans leur législation. L'interdiction de travail aux ouvriers de fabrique est absolue dans les cantons de Lucerne, Soleure,

(1) Projet de loi du ministre Peacock (province de Victoria, 1895) adopté par la Chambre basse, mais repoussé par la Chambre haute.

Zurich, en Nouvelle-Zélande. Elle est simplement relative en Angleterre, ne s'appliquant qu'aux femmes et enfants, en dehors des heures normales de travail.

#### INTERDICTION PROGRESSIVE DU TRAVAIL A DOMICILE

Certains auteurs, notamment M. Weber (1), ne veulent pas d'une suppression immédiate, par simple trait de plume du législateur, et demandent qu'on laisse disparaître toute seule, par extinction, cette forme de travail. En conséquence, M. Weber propose que l'on empêche dès maintenant l'introduction de toute nouvelle recrue dans l'industrie à domicile : la distribution du travail à domicile ne serait permise qu'aux ouvriers pourvus d'une carte personnelle, laquelle ne serait accordée qu'aux ouvriers à domicile actuels. M. Weber pense que, par ce moyen, cette forme de travail aura disparu dans un laps de vingt à vingt-cinq ans.

Pareil projet avait d'ailleurs été proposé en 1893 à la Chambre des députés autrichienne. Tous les ouvriers à domicile auraient été tenus, pour travailler chez eux, de se pourvoir de cartes ; après un délai de transition, on n'aurait renouvelé l'autorisation qu'aux personnes ayant dépassé une certaine limite d'âge ou empêchées par des infirmités de travailler en fabrique.

#### MOYENS INDIRECTS DE SUPPRESSION (TAXE. MARQUE)

Sans interdire d'une façon expresse l'industrie à domicile, on s'est efforcé, dans les colonies anglaises et aux

(1) WEBER : *Heimarbeit Jahrbuch Schmoller*, 1897.

Etats-Unis, par la pratique de certains procédés, de rendre impossible cette forme de travail.

*Taxe.* — L'emploi d'ouvriers en chambre ne serait autorisé que contre le paiement d'une taxe très élevée. En 1895, un projet conçu dans cet esprit fut déposé à la Chambre de Washington par le député Sulzer : quiconque aurait fait fabriquer des produits industriels à domicile, dans des chambres servant à manger ou à coucher, ou à d'autres buts domestiques (à moins que le travail ne s'effectue chez le portier) aurait dû payer une taxe annuelle de 300 dollars (1.500 francs) par ouvrier. Cette somme eût été encaissée par le percepteur du lieu et la quittance affichée à la fois dans le local de l'ouvrier et à l'atelier du patron. On aurait puni toute transgression d'une amende pouvant aller jusqu'à 1.000 dollars et même à la prison. L'adoption de ce projet fut recommandée par le Congrès des inspecteurs du travail des Etats-Unis (1). Nous ne savons ce qu'il en advint.

*Marque.* — La marque est une étiquette sur papier fort, portant en lettres majuscules les mots « TENEMENT MADE » (fabriqué en chambre). La marque peut être employée comme moyen de contrôle sanitaire (v. *infra*), mais nous ne voulons parler ici que de la marque apposée non seulement sur les produits fabriqués dans de mauvaises conditions d'hygiène, ou en dehors des prescriptions légales, mais encore sur toutes les marchandises confectionnées en chambre, sans exception. Il semble bien alors que la marque constitue un procédé de suppression du travail à domicile.

(1) *Ninth annual Convention of the international Association of factory inspectors of north America* (1895).

En effet, dans certains pays, à la suite des enquêtes relatives au sweating-system, le travail à domicile est devenu suspect au consommateur. Apposer à un produit une marque constatant qu'il est fait à domicile, c'est entraver l'exercice de cette forme d'industrie. Il est probable que l'employeur, pour ne pas perdre sa clientèle, ne fera plus travailler à domicile. Les enquêtes américaines nous en donnent des preuves : si un employeur reçoit un produit fabriqué à domicile, et si, en ignorant la provenance, il néglige la marque, les inspecteurs ayant appris l'origine de ce produit, en même temps qu'ils avertissent le négociant de ce fait, lui infligent une contravention et lui ordonnent d'apposer sur l'objet l'étiquette « *tenement made* ». L'intimé, pour ne pas subir la contravention, mais surtout de crainte que le fait ne vienne à la connaissance de sa clientèle, assure aux inspecteurs qu'il n'enverra plus d'ouvrage à l'intermédiaire qui fait travailler des ouvriers à domicile. Les inspecteurs prennent acte de la promesse, retirent la contravention, et pour ce qui est de la marchandise, laissent libre le négociant ou de coller l'étiquette, ou sinon de vendre le produit hors du pays, dernière alternative qui est généralement choisie (1). Ce système est pratiqué notamment en Nouvelle-Zélande (loi de 1896), mais seulement pour les produits fabriqués à domicile par des ouvriers isolés, la législation néo-zélandaise considérant comme atelier et par suite à l'abri des inconvénients du sweating-system tout local où travaillent plus de deux personnes même membres d'une même famille.

(1) COTELLE : *le Sweating-System*.

INTERDICTION DU TRAVAIL A DOMICILE  
DANS LES CONTRATS PUBLICS

C'est là un autre procédé de suppression de l'industrie à domicile. Dans les marchés de travaux publics sont insérées des clauses interdisant aux soumissionnaires de faire travailler en chambre. C'est d'ailleurs dans les adjudications que se manifestent surtout les inconvénients de l'industrie à domicile : par suite des rabais consentis, les soumissionnaires sont obligés de faire travailler à des salaires extrêmement bas, et c'est pourquoi ils donnent de l'ouvrage à domicile.

En Angleterre, après les enquêtes relatives au sweating-system, la plupart des départements ministériels défendirent aux adjudicataires de marchés de travaux publics de donner de l'ouvrage à faire à domicile. L'administration de la police londonienne exigea de ses fournisseurs de vêtements qu'ils fissent exécuter leurs commandes dans leurs ateliers, sous peine d'une forte amende. Le département du commerce, le Conseil du comté de Londres et beaucoup d'autres administrations publiques, insérèrent dans leurs contrats d'adjudication des clauses semblables.

Au Canada (1), les pouvoirs publics spécifient également dans leurs contrats que tous les produits seront fabriqués dans l'atelier de l'adjudicataire et qu'aucune partie du travail ne pourra être faite au domicile de l'ouvrier ; une déclaration sera rédigée par les soumissionnaires, s'engageant à se soumettre à ces clauses sous peine d'amende et de refus de tout travail exécuté contrairement aux condi-

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1900, p. 1109.

tions du contrat. Le ministère des postes entra le premier dans cette voie, relativement à un marché de fournitures de sacs ; d'autres administrations publiques suivirent cet exemple et la Chambre des communes du Canada a voté en 1900 une résolution proposant que cette clause devînt de style dans tous les contrats de marchés publics.

Pareille tendance semble se manifester dans d'autres pays : ainsi, les tailleurs pour l'armée et similaires, dans une réunion tenue à Berlin, le 8 février 1903, ont réclamé l'insertion dans les cahiers des charges de l'administration, de clauses en vertu desquelles les adjudicataires de travaux de confection seraient tenus de faire exécuter leurs commandes dans des ateliers leur appartenant (1).

#### CRÉATION D'ATELIERS

Mais, le travail à domicile supprimé, que faire des ouvriers qui le pratiquaient ? On a proposé de les réunir dans des ateliers.

Pareille centralisation présenterait, dit-on, de nombreux avantages, tant au point de vue du relèvement des conditions de travail de l'ouvrier, que de l'amélioration de sa situation sanitaire.

La création d'ateliers aurait d'abord pour résultat de relever les salaires : l'ouvrier moins isolé, connaissant mieux la valeur du marché du travail, saurait résister avec avantage aux prétentions des entrepreneurs, à l'oppression de l'intermédiaire. Celui-ci serait même destiné à disparaître, si le contrat était conclu au nom de l'atelier.

La réunion des ouvriers à domicile dans des ateliers

(1) *Bulletin de l'Office international de Bâle*, mars 1903.

aurait encore pour effet de remédier à l'exagération des heures de travail, car l'atelier serait soumis à la réglementation des fabriques : si l'ouvrier a du travail au delà de ce qu'il en peut faire, il donnera le surplus à exécuter à ses camarades moins favorisés ou bien encore, les commandes seront prises au nom de l'atelier et réparties entre ses membres.

Enfin, un pareil système aurait d'heureux résultats au point de vue de l'hygiène, supprimant les risques qui proviennent de ce que l'atelier est attaché au logement, et rendant plus facile l'application et le contrôle d'une réglementation sanitaire.

Mais comment seront établis de pareils ateliers ? Les frais d'entretien seront-ils au compte de l'employeur, à celui des ouvriers, demandera-t-on des subventions aux pouvoirs publics ? La question fut maintes fois discutée et résolue en sens divers. Presque généralement cependant, il fut pensé que c'était une « ironie » que de laisser à l'ouvrier les charges d'installation, d'achat et d'entretien de matériel, de chauffage et d'éclairage, et que l'employeur devait en être chargé. En pratique cependant, souvent ce furent les ouvriers qui firent les frais de ces ateliers.

En 1889 (1), les tailleurs de Genève s'adressèrent à la municipalité de cette ville, pour qu'en sa qualité de propriétaire de plusieurs maisons, elle leur accordât un local convenable à l'établissement d'un atelier. Le conseil municipal reconnut dans sa réponse le bien-fondé de la demande des ouvriers tailleurs, mais déclara que cependant il ne pouvait l'accueillir, car les autres syndicats auraient alors

(1) SCHWIEDLAND : *op. cit.*

réclamé les mêmes avantages. Le conseil vint néanmoins en aide à l'association, en lui concédant l'exemption d'impôts pour une tombola qui rapporta plus de 400 francs, il fut émis en outre 160 actions de 5 francs, à titre de prêt gratuit ; quant aux quelques centaines de francs qui manquaient, le syndicat des tailleurs les avança. Un local de quatre chambres fut installé ; on le pourvut de 6 machines à coudre et de 3 poêles à repasser ; 25 fers et passe-carraux complétèrent le matériel. Chaque ouvrier eut le droit de profiter de l'organisation moyennant 1 franc par semaine, plus 3 p. 100 de son gain.

En 1891 un atelier fut constitué par les tailleurs de Zurich au moyen des fonds syndicaux.

Par contre, en 1891, à la suite d'une grève à Londres, ce furent les patrons cordonniers qui se chargèrent de créer des ateliers pour leurs ouvriers. Ceux-ci ne pouvaient travailler à domicile pour le compte d'un employeur qu'avec l'autorisation du conseil d'arbitrage et de conciliation des maîtres et ouvriers cordonniers.

Un atelier fut établi à Berne par le syndicat des cordonniers en 1893.

Un autre essai fut tenté à Mayence, à la suite du Congrès d'Erfürth, par les tailleurs allemands ; un façonnier sous-loua son local à ses collègues.

En 1900, à Munich, les patrons confectionneurs établirent à leurs frais des ateliers pour le groupement de leurs ouvriers en chambre.

A Berne, à la fin de 1902, le syndicat des ouvriers tailleurs fonda, avec subvention de la ville, un atelier de 20 places pour les ouvriers à domicile travaillant dans des conditions particulièrement défectueuses. La ville s'est

chargée des frais d'installation et de location. Le syndicat lui restitue peu à peu la moitié de ses dépenses : quant aux frais courants, ils sont couverts par les droits de location, de place et de machines. La surveillance de l'atelier est exercée par une commission composée du chef de la police, de deux conseillers municipaux et de deux membres du syndicat.

---

## CHAPITRE II

### Critique des systèmes prohibitifs.

---

Supposons nécessaire l'interdiction de cette forme de travail, peut-on la réaliser par un simple décret ? A moins d'avoir recours à des procédés inquisitoriaux, comment interdire à un ouvrier de travailler à domicile, et que faire à celui qui persisterait à s'occuper chez lui ? De quelle façon empêcher un ouvrier de fabrique de prendre chez lui de l'ouvrage, surtout si c'est pour le compte d'un autre patron que le sien, savoir s'il emporte du travail pour lui ou pour quelqu'un de ses parents, à moins d'employer les procédés pratiqués en Angleterre : visiter les ateliers signalés à l'heure où les ouvriers quittent leur ouvrage, demander des explications aux ouvrières rencontrées portant un paquet, examiner le contenu de leur colis ! (1).

Il semble donc utopique de vouloir supprimer le travail à domicile, et ce qui tendrait à le prouver, c'est que les expériences pratiquées n'ont pas donné grand résultat : aux Etats-Unis, il est fort difficile de constater si les ouvriers travaillant à domicile sont membres d'une même famille. Dans l'empire allemand, une ordonnance du Bundesrath

(1) *Second annual report of the Women's industrial Council, 1895-96*, p. 14 et suiv.

(8 juillet 1893), qui avait interdit la fabrication à domicile des allumettes chimiques n'eut aucun effet, et actuellement cette industrie est plus florissante que jamais, ce qui faisait déclarer au conseiller d'Etat Ziller, dans une séance du Reichstag : « L'industrie à domicile des allumettes chimiques ne disparaîtra que du jour où l'emploi de ces allumettes aura été prohibé. » En Autriche, la corporation des cordonniers de Cracovie, par ses statuts de 1885, interdit à ses membres de travailler à domicile, mais des centaines de famille ayant demandé aux magistrats que l'on n'appliquât pas ces dispositions, le pouvoir exécutif ne fit rien pour faciliter leur mise en vigueur (1).

En effet, que deviendront les milliers d'ouvriers empêchés de travailler à domicile ? Où trouver un nombre d'ateliers assez grand pour les contenir ; comment les réunir si dans un même lieu n'en sont pas agglomérés un certain nombre d'un même genre d'industrie, comme à Saint-Etienne et à Lyon, par exemple ?

Mais, admettons que des ateliers suffisants soient trouvés, la situation des ouvriers s'en trouvera-t-elle améliorée ?

De deux choses l'une, en effet : ou l'atelier est établi aux frais du patron, qui, pour lutter avec avantage contre ses concurrents, fera peser ses nouvelles charges sur le salaire, à moins de n'occuper que des ouvriers d'une valeur professionnelle suffisante, repoussant de son atelier les femmes, les ouvriers médiocres, en somme tous les travailleurs non qualifiés. Ou bien, l'atelier est installé à la charge des ouvriers, et alors ceux-ci auront à supporter des dépen-

(1) SCHWIEDLAND : *op. cit.*

ses parfois onéreuses, surtout pendant les périodes de chômage.

Au point de vue de la durée pendant la bonne saison, le travail en atelier ne sera guère moins intensif qu'autrefois à domicile.

Quant aux conditions hygiéniques, elles ne se trouveraient pas beaucoup améliorées par la réunion des ouvriers à domicile en de petits ateliers ; les inconvénients ne seront, semble-t-il, que déplacés.

Les essais d'embrigadement en atelier des ouvriers à domicile n'ont d'ailleurs pas donné beaucoup de résultat. L'atelier établi à Genève en 1889 n'a jamais réuni plus d'une trentaine de tailleurs à domicile sur 450 à 500 que compte la ville. Celui de Zurich ne rassembla guère que 18 à 20 tailleurs sur 600. L'atelier de Berne a disparu faute de ressources. De même ceux de Lausanne et de Mayence.

A supposer d'ailleurs parfaitement possible la création de pareils ateliers, elle ne serait pas moins peu désirable, en raison des avantages que peut avoir l'industrie à domicile.

Cette forme de travail présente, en effet, comme nous l'avons vu, des avantages incontestables. Au point de vue moral, elle resserre davantage les liens de la famille, permet d'entourer les enfants de meilleurs soins, augmente la dignité de l'ouvrier. Au point de vue social, elle donne la possibilité d'occuper des personnes qui ne sauraient être occupées à l'atelier, malheureux frappés d'une incapacité quelconque de travailler à l'atelier, femmes veuves ou abandonnées, femmes mariées dont le salaire est nécessaire pour suppléer à l'insuffisance de la rémunération

maritale ou pour la remplacer en cas de maladie ou de chômage. Au point de vue économique, l'industrie à domicile convient particulièrement à certaines industries de mode ou de luxe par la souplesse et le fini de son travail.

Cependant les avantages de cette forme de travail ne doivent pas nous faire oublier les inconvénients que nous ont révélés les enquêtes : mauvaise hygiène de l'atelier, dangereuse pour l'ouvrier et le consommateur, médiocrité du salaire qui conduit à l'exagération des heures de travail, à l'emploi des enfants, à la prostitution et que viennent encore accroître les exactions de l'intermédiaire.

Si donc nous voulons conserver l'industrie à domicile, il est nécessaire d'en modifier les conditions, et dans ce but, nous aurons recours à la réglementation ou à son défaut, à l'initiative privée.

---

## TROISIÈME PARTIE

### Des moyens d'améliorer les conditions du travail à domicile.

---

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### ACTION DE LA LOI

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### Lois étrangères (1).

Allemagne. — Autriche-Hongrie. — Belgique. — Espagne. — États-Unis. — Grande-Bretagne. — Possessions anglaises. — Portugal. — Suisse.

---

Avant d'examiner de quelle façon la législation française a compris la protection de l'industrie à domicile, et jusqu'à quel point il conviendrait de compléter son œuvre, il est nécessaire de voir ce qui a été fait à l'étranger dans

(1) PIC : *Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*, p. 724 et suiv.

SCHWIEDLAND : *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung* (2<sup>e</sup> éd.), p. 271 et suiv.

*Annuaire de la législation du travail* (depuis 1897). Publication de l'Office du travail belge.

*Bulletin de l'Office International de Bâle* (depuis 1901). Publication de l'Association Internationale pour la protection légale des travailleurs).

*Annuaire de législation étrangère.*

Rapports au Congrès de Bruxelles, 1897.

la voie de la réglementation légale de cette forme de travail.

#### ALLEMAGNE

Le Code industriel (*Gewerbeordnung*) ne contient pas de dispositions concernant l'industrie à domicile, mais il peut s'appliquer à cette forme de travail par voie d'ordonnance impériale rendue avec assentiment du Conseil fédéral (articles 154 et s., *Gew.*).

Ainsi, en 1891, les dispositions du Code industriel furent étendues à tous les ateliers faisant usage de forces élémentaires (vapeur, eau, gaz, électricité).

En 1896, à la suite de la grève des ouvriers de la confection, le député au Reichstag Heyl fit une interpellation, réclamant l'extension de la protection ouvrière au travail à domicile, principalement dans les industries de la confection et de la lingerie, dont il décrivit la condition malheureuse. Le ministre de l'intérieur reconnut toute la misère de la situation des ouvriers à domicile, dans les industries signalées, mais, néanmoins, il s'opposa à la prise en considération de la proposition Heyl, en raison des difficultés qu'il y aurait à appliquer à l'industrie à domicile les dispositions du Code industriel ; il promit, toutefois, d'attirer l'attention de la Commission de statistique du travail sur l'opportunité d'une pareille mesure.

La Commission de statistique fut chargée, le 17 février 1896, de procéder à une enquête sur les abus signalés dans les industries à domicile de la lingerie et de la confection : les recherches devaient porter sur la durée du travail, le montant des salaires, les conditions d'hygiène des ouvriers, l'influence de l'intermédiaire, etc.

La Commission, dans son rapport, proposa l'extension aux industries à domicile précitées des prescriptions légales relatives à : 1° la durée du travail ; 2° la protection du salaire (mention sur des carnets) ; 3° les assurances contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse. Pour ce qui est des dangers que peut faire courir aux ouvriers à domicile la mauvaise hygiène de leurs logements, la Commission fut d'avis que cette question devait être résolue en même temps que celle de la salubrité des habitations en général, et, quant aux risques de propagation de maladies contagieuses par des vêtements confectionnés en chambre, elle déclara que les pouvoirs de la police sanitaire étaient suffisants pour y remédier.

Le résultat des travaux de la Commission fut qu'en 1897, lors de la modification de la *Gewerbeordnung*, on soumit à l'inspection les ateliers à domicile où se confectionnent de la lingerie et des vêtements d'homme, femme et enfant, et qu'on leur étendit les dispositions protectrices du travail des femmes et enfants, ainsi que les prescriptions relatives au salaire, à la protection de la vie, de la santé, de la moralité des ouvriers.

Cependant, malgré les protestations socialistes, on exclut de la protection légale les ateliers où ne travaillent ordinairement que des personnes appartenant à une même famille, ou même, par exception, des personnes étrangères : pour expliquer cette exception, on alléqua le caractère inviolable du foyer.

Les dispositions de l'ordonnance de 1897 ne s'appliquèrent pas davantage aux ateliers dans lesquels la confection d'objets d'habillement ou de lingerie ne se fait que d'une façon passagère.

Le 14 juillet 1902, le député Hitze demande au Reichstag de nouvelles enquêtes sur les conditions de l'industrie à domicile, à l'effet de lui étendre la protection légale, par application des paragraphes 154 et suiv. de la Gewerbeordnung ; sa proposition ne fut pas adoptée, mais il est probable qu'en raison de l'immense mouvement suscité en Allemagne contre l'industrie à domicile, il sera pourvu prochainement à une réglementation de cette forme de travail.

#### ÂUTRICHE-HONGRIE

La protection légale ne s'applique qu'aux entreprises ayant le caractère de fabrique, laissant hors de son domaine l'industrie à domicile. Cette forme de travail ne bénéficie que de certaines dispositions en matière de salaire, assurances.

Cependant les travaux du professeur Schwiedland, les conclusions pessimistes des enquêtes, ont conduit l'opinion publique à réclamer l'adoption de certaines mesures destinées moins à protéger les ouvriers à domicile contre les abus dont ils peuvent souffrir, que les artisans de la petite industrie contre la concurrence des faïonniers. Un projet de loi déposé en 1896 était conçu dans cet esprit.

#### BELGIQUE

La législation belge contient certaines mesures susceptibles de s'appliquer à l'industrie à domicile.

La loi de 1887 interdit le paiement des ouvriers dans les débits de boissons et locaux y attenants, prohibe le truck-system, prescrit le paiement à intervalles réguliers.

La loi de 1896 garantit à l'ouvrier payé à la pièce ou à

l'entreprise, la sincérité du mesurage ou de toute autre opération destinée à déterminer le montant de sa rémunération (1).

#### ESPAGNE

Aucune réglementation du travail à domicile, en dehors de la loi du 13 mars 1900, qui dispose (article 5) que, si le travail se fait au moyen d'un moteur électrique ou si l'industrie exercée est classée au nombre des industries dangereuses ou insalubres, des mesures de sécurité et d'hygiène pourront être imposées.

#### ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis ne possèdent pas de loi fédérale concernant l'industrie à domicile, mais la plupart des Etats industriels ont édicté des mesures réglementant cette forme de travail : le Massachusetts entra le premier dans cette voie ; les autres Etats suivirent rapidement son initiative.

*Massachusetts* (loi de 1891 modifiée par les lois de 1892, 1893, 1894, 1898, 1901).

Avant 1901, il n'était défendu à personne de travailler à domicile, sauf à soumettre pareille exploitation à la nécessité d'une autorisation, et à la considérer comme atelier.

La loi du 21 novembre 1901 n'autorise le travail exécuté à domicile, c'est-à-dire dans les chambres servant à des

(1) HANSENS : *Chronique de Belgique, Annales de droit commercial*, 1900, p. 44.

PIC : *op. cit.*, p. 966.

usages domestiques, pour l'industrie de la confection, qu'aux membres de la famille. L'ouvrier travaillant avec les membres de sa famille échappe à la réglementation ouvrière, il reste cependant soumis aux prescriptions de la police sanitaire. Avant de commencer son exploitation, la famille sera tenue de se procurer une autorisation de travailler à domicile. L'administration pourra en faire dépendre l'obtention de la réunion de certaines conditions : état de propreté de l'atelier, obligation de dénoncer tout changement de domicile...

A défaut de cette autorisation, il est défendu de donner du travail à domicile ou de louer un local pour servir à cette destination. Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 50 à 100 dollars. Aux marchandises fabriquées dans l'Etat, contrairement aux dispositions légales ou en d'autres Etats, dans des conditions insalubres, il devra être apposé une étiquette d'au moins deux pouces de long et d'un pouce de large avec la suscription : **TENEMENT MADE** (1), et sur laquelle sera indiqué en caractères très lisibles, manuscrits ou imprimés, l'Etat, la ville ou la localité où ces produits auront été fabriqués. Il est interdit sous peine d'amende de vendre ou d'exposer pour la vente, sans la marque, des articles fabriqués en

(1)

|                                                                          |                         |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>TENEMENT MADE</b>                                                     |                         |
| O                                                                        | AFFIXED BY ORDER OF THE |
| FACTORY INSPECTION DEPARTEMENT                                           |                         |
| STATE OF.....                                                            |                         |
| Any person unlawfully removing or defacing this label will be prosecuted |                         |

dehors des prescriptions légales, de changer cette étiquette ou d'y insérer une fausse notice ou de la détruire.

Si l'inspecteur trouve que l'atelier est malsain ou mal-propre, ou que les marchandises qui y sont confectionnées renferment des germes de vermine ou de contagion, il en avertira l'Office d'hygiène, lequel prendra les mesures nécessaires à la protection de la santé publique, fera désinfecter les marchandises, l'atelier, pourra détruire les produits comme impropres à l'usage, et même retirer l'autorisation (1).

*New-York* (L. de 1892 modifiée par les lois de 1893, 1896, 1897, 1899).

La loi de 1896 permettait à quiconque de travailler à domicile, mais pour pouvoir établir un atelier dans une maison d'habitation (c'est-à-dire « où couchent et font la cuisine au moins trois familles ») il fallait une autorisation, qui n'était donnée qu'après inspection et qui n'était maintenue que si l'ouvrier observait les prescriptions légales. Faute de l'autorisation, l'ouvrier à domicile recevait sommation d'avoir à suspendre sur le champ tout travail sous peine de poursuites. Les membres les plus proches d'une famille travaillant ensemble à domicile n'avaient pas à se pourvoir d'une autorisation.

Mais les enquêtes montrèrent les conditions déplorables du travail à domicile, au moins dans certaines industries, aussi en 1897, fut édictée une loi qui fut renforcée par une autre du 1<sup>er</sup> avril 1899 et qui interdisait à d'autres que les membres d'une même famille d'occuper une chambre ou logement d'une maison d'habitation pour la confection de

(1) En 1897, on a retiré plus de 150 autorisations.

vêtements d'hommes, gilets, pantalons, culottes, sur-touts, manteaux, chapeaux, casquettes, bretelles, jerseys, blouses, tailles, ceintures, jupons, cache-nez, fourrures, chemises, bourses, parapluies, plumes, fleurs artificielles, cigarettes, cigares.

Mais, d'après cette loi, pour que les membres d'une même famille puissent travailler à domicile, il leur faut en demander l'autorisation. La demande de licence doit fournir des renseignements précis et détaillés sur la chambre ou le logement, sur le nombre des personnes qui y travailleront, être rédigée d'après le modèle prescrit.

L'autorisation ne sera délivrée qu'après visite des locaux par l'inspecteur, lequel estimera si des travaux peuvent y être entrepris sans inconvénient. Elle indiquera le nombre maximum des personnes pouvant occuper le logement, nombre qui sera déterminé par le quantum de mètres cubes nécessaires à chaque personne (1).

Le logement est soumis à l'inspection sanitaire et s'il est constaté dans l'atelier ou dans les produits qui y sont fabriqués des indices d'infection ou de maladie contagieuse, le bureau sanitaire local en sera avisé et prendra les mesures requises par l'hygiène publique ; il pourra détruire les marchandises infectées ou fabriquées dans des conditions malsaines, ou retirer l'autorisation. Si l'on découvre des marchandises fabriquées dans l'Etat contrairement aux prescriptions légales, ou dans d'autres Etats, dans des conditions insalubres, on leur apposera une fiche portant l'inscription **TENEMENT MADE**.

(1) Au 30 septembre 1901, il y avait en vigueur dans l'Etat de New-York 28.787 licences, autorisant le travail de 72.270 personnes dont 29.500 pour la confection, un peu plus de 43.000 pour les tailleurs à façon et environ 7.500 pour les autres articles.

Le fonctionnement de la loi est facilité par la nécessité imposée aux employeurs de dresser un registre contenant les noms et adresses de tous ceux auxquels l'ouvrage aura été remis pour être fait à domicile, ou avec qui un arrangement aura été pris dans le même but ; le registre doit être présenté à toute réquisition de l'inspecteur et copie doit en être fournie à certaines époques.

Autre procédé qui aide encore au fonctionnement de la loi : si une chambre ou un logement est employé pour la confection des objets sus-mentionnés, par d'autres personnes que les membres de la famille, l'inspecteur pourra en avertir le propriétaire ainsi que le locataire, et ceux-ci, l'abus persistant trente jours après cet avertissement, seront passibles d'amende.

Une loi sanitaire a récemment renforcé ces dispositions protectrices.

*Illinois* (Loi de 1893). — Comme dans les législations précédentes, le travail à domicile n'est permis qu'aux membres les plus proches de la même famille. Mais, dans ce cas, l'atelier à domicile est soumis non seulement à des prescriptions sanitaires, mais encore aux dispositions générales de la législation ouvrière.

*Pensylvanie* (Loi du 11 avril 1895, modifiée par les lois des 5 mai 1897 et 11 mai 1901).

La loi du 11 avril 1895 permet le travail à domicile à toute personne, mais pour certaines industries : confection de vêtements, cigares, cigarettes..., soumet cette forme d'exploitation à des prescriptions sanitaires, sauf excep-

tion pour les ateliers ne comprenant que les membres immédiats de la famille.

La loi du 5 mai 1897, pour un nombre d'industries, qu'accroît la loi du 11 mai 1901 (ce sont les mêmes que dans la législation de New-York, avec l'industrie des parapluies en moins, et celle du tissage en plus) interdit le travail à domicile à d'autres que les membres immédiats de la famille. Il y a alors application des prescriptions sanitaires que la loi de 1895 édictait pour les seuls ateliers n'occupant pas des membres immédiats de la famille. L'ouvrier doit obtenir une autorisation de travailler à domicile, et son atelier se trouve soumis à l'inspection. L'employeur ne peut, sous peine d'amende, donner de l'ouvrage à des ouvriers non munis de l'autorisation. Il est obligé de tenir la liste de tous ceux qu'il emploie à domicile.

*Maryland.* — La loi du 4 avril 1896 déclare que si un individu ou une corporation permet de confectionner des vêtements ou autres articles d'habillement dans des conditions dangereuses pour la santé publique, et s'il a eu connaissance de cet état de choses, il pourra être condamné à une détention de 60 jours à 1 an, et à une amende pouvant aller jusqu'à 1.000 dollars.

Est considéré comme dangereux pour la santé publique : 1° le local mesurant moins de 400 pieds cubes par personne y travaillant régulièrement ; 2° celui qui, mesurant moins de 500 pieds carrés est ordinairement éclairé artificiellement entre 8 heures du matin et 4 heures du soir ; 3° celui où les déchets provenant du travail ou autres impuretés ne sont pas enlevés au moins une fois en 24 heures ; 4° celui où dort, travaille ou se tient un individu

atteint d'une maladie contagieuse ; 5° celui qui est déclaré malsain pour toute autre cause par un agent compétent de l'autorité.

*Ohio* (L. du 17 avril 1896).

Le travail à domicile est interdit dans les industries du vêtement, des cigares..., à tous autres que les membres de la famille, mais dans ce cas, l'atelier à domicile devra réunir certaines conditions d'hygiène, à défaut desquelles l'inspecteur pourra interdire tout travail ; il notifiera alors la défense à l'employeur pour que celui-ci ne donne de l'ouvrage et il l'avertira lorsque l'interdiction aura cessé. L'employeur devra tenir des listes des ouvriers qu'il emploie à domicile.

*Autres Etats.* — Les législations des Etats de Névada, Missouri, Connecticut, New-Jersey, Indiana, Wisconsin, Michigan, sont sensiblement analogues à celle de New-York.

Ainsi dans la plupart des Etats-Unis on interdit le travail à domicile, dans certaines industries, aux personnes autres que les membres plus ou moins proches de la famille. Toutefois, ceux-ci doivent, pour travailler, en obtenir l'autorisation de l'administration et observer certaines prescriptions sanitaires, se soumettre à l'inspection. Le propriétaire, l'employeur, sont, dans certaines législations, responsables de l'observation de la loi. Dans d'autres l'employeur doit tenir des listes des ouvriers qu'il emploie à domicile, les présenter à toute réquisition de l'inspection, et en envoyer copie.

GRANDE-BRETAGNE

*Grande-Bretagne* (Acts de 1892, 1895, 1901).

Le travail à domicile n'est interdit à personne, si ce n'est dans la limite de la journée normale, aux enfants et femmes occupés à la fabrique. Les dispositions de la loi des fabriques ne s'appliquent pas aux ateliers à domicile où sont occupés les membres d'une même famille, sauf cependant en ce qui concerne le travail des enfants (Act de 1878, art. 16).

Cependant l'industrie à domicile, même dans les ateliers de famille est sévèrement réglementée au point de vue sanitaire. Le travail en chambre n'est permis qu'après autorisation de l'administration et l'atelier demeure soumis à l'examen d'inspecteurs spéciaux.

Au cas où le travail est exécuté dans des conditions dangereuses ou insalubres, le Conseil de district pourra, après avis de l'inspecteur, prendre telles mesures qu'il jugera opportunes. Ainsi, lorsque dans la maison où se trouve l'atelier à domicile un habitant est atteint de l'une des maladies suivantes : érysipèle, rougeole, scarlatine, petite vérole, choléra, diphtérie, fièvre typhoïde, fièvre intermittente, le Conseil du district où la maison est située pourra interdire tout travail aux personnes habitant la maison ou une partie de la maison, et pratiquant certaines industries déterminées par ordonnance spéciale du secrétaire d'Etat (industries textiles, confection des vêtements, lingerie...) ; les interdictions peuvent être notifiées à l'employeur ou à l'intermédiaire qui occupe ces personnes ; elles conservent leur effet même si les personnes contami-

nées ont été éloignées de la maison, et cela jusqu'au jour où le local aura été désinfecté à fond, suivant les prescriptions du bureau sanitaire. Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 10 £. En cas d'urgence, les pouvoirs conférés au Conseil du district seront exercés par les employés du bureau sanitaire.

Afin de faciliter l'inspection, dans les industries que détermine par ordonnance le secrétaire d'Etat, l'employeur ou l'intermédiaire est obligé de dresser une liste des ouvriers qu'il occupe à domicile. Avant la loi de 1901, seuls les propriétaires d'ateliers faisant travailler à domicile devaient tenir des listes : ainsi était soumis à cette obligation un employeur occupant un coupeur et fournissant le travail seulement à deux ou trois ouvriers hors de chez lui, tandis que ne l'était pas un employeur qui livrait à ses ouvriers des étoffes en pièce, bien qu'il pût donner du travail à un très grand nombre d'ateliers. La loi de 1901 (art. 107) a établi l'obligation de l'enregistrement pour tout employeur, propriétaire d'atelier ou non, qui occupe des ouvriers dans le but de la production en dehors de la fabrique ou de l'atelier.

Ces listes doivent contenir les noms et adresses des ouvriers, l'indication de l'endroit où ils sont occupés, il faut les présenter à toute réquisition, et copie en doit être envoyée chaque année au Conseil du district, où les ateliers à domicile sont situés. Le Conseil du district fera examiner les listes et il remettra le nom et lieu de travail de l'ouvrier compris dans ces listes, mais dont le local est hors du district, au Conseil du lieu où il est occupé. Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 40 shillings pour la première fois et de 5 £ au cas de récidive.

Diverses propositions ont été faites à la Chambre des communes, le 10 janvier 1902, par M. Denny, le 28 mars 1902, par M. Douglas, afin de réglementer plus rigoureusement l'industrie à domicile.

#### POSSESSIONS ANGLAISES

*Australie méridionale* (L. du 5 décembre 1900).

Mêmes prescriptions que dans la législation anglaise, mais avec ceci d'original, que les listes des ouvriers occupés à domicile doivent contenir la nature, la quantité des commandes remises à l'ouvrier, ainsi que les salaires payés pour chacune d'elles. Tout ouvrier à domicile devra donner de temps en temps à l'inspecteur, oralement ou par écrit ses nom et adresse, ainsi que certains renseignements sur les salaires ; ces déclarations jouissent de la franchise postale si elles portent la mention « Factory Act ». Au cas d'infraction à la loi, l'inspecteur en chef pourra, avec l'agrément du gouverneur, extraire de ces listes certains détails et les publier dans la *Gazette officielle*.

*Dominion du Canada* (loi du 30 avril 1901).

Dispositions analogues à celles de la législation anglaise. Pour travailler à domicile, il faut une autorisation administrative ; le fonctionnement de l'atelier est en outre soumis à l'examen de l'inspecteur et celui-ci, au cas où le local est malpropre, ou s'il y règne une maladie contagieuse, ou encore s'il n'est pas enregistré, en informe le bureau sanitaire après avoir apposé sur les produits une étiquette portant la mention « unsanitary ». Le bureau sanitaire pourra détruire le produit, retirer même l'autorisa-

tion, mais il aura également la faculté de se borner à faire désinfecter l'atelier et le produit, qui sera remis en circulation après que l'étiquette aura été enlevée (les frais de désinfection sont à la charge du propriétaire du produit).

*Nouvelle-Zélande* (lois de 1884, 1896, 1901).

Le travail à domicile n'est interdit qu'aux ouvriers de fabrique et indirectement aux ouvriers isolés, en raison de la nécessité où ils sont d'apposer la marque « **TENEMENT MADE** » à tous les produits fabriqués par eux. Tout local où travaillent au moins deux personnes est considéré comme atelier et comme tel, soumis à une réglementation générale, à la fois des conditions du travail et de l'hygiène. De plus, pour remédier aux inconvénients résultant de l'interposition des intermédiaires, la législation néo-zélandaise interdit à l'ouvrier à domicile, sous peine d'amende, de sous-louer son travail et de l'exécuter ailleurs que dans son propre local.

Afin de faciliter l'inspection, l'employeur doit dresser une liste contenant, en même temps que les noms et adresses de chaque ouvrier, la quantité et la nature des commandes, et le salaire payé pour chacune d'elles.

*Victoria* (lois de 1896, 1900).

Comme la précédente, la législation de Victoria considère comme atelier tout local où travaillent au moins deux personnes.

Tout propriétaire de fabrique ou d'atelier faisant travailler en dehors doit dresser une liste contenant les noms et adresses des ouvriers, l'espèce et la quantité des commandes remises à domicile, et les salaires payés. L'inspec-

teur en chef pourra publier les détails de ces listes avec les nom et adresse de l'employeur, au cas où la loi serait violée.

Il peut, en effet, être fixé à l'industrie à domicile un minimum de salaire (1) ; dans les catégories que désigne le gouverneur, il est institué des commissions spéciales (*specials boards*), composées mi-partie d'ouvriers, mi-partie de patrons, et qui fixent des salaires minimum, en prenant comme base la nature et l'espèce du travail, ou encore déterminent le nombre minimum d'apprentis. Ces décisions sont prises pour un temps déterminé ; seul le board peut les modifier ou les proroger ; le gouvernement n'intervient que pour leur donner force de loi ; elles sont publiées dans la *Gazette officielle*, et copie doit en être affichée dans l'atelier de l'employeur et remise par celui-ci à chaque ouvrier à domicile (2).

#### PORTUGAL

Loi du 14 avril 1891.

Les dispositions de la législation ouvrière ne s'appliquent pas aux petits ateliers qui ne renferment pas de chaudière ou de moteur et dont les travaux ne sont ni insalubres ni dangereux, si toutefois le travail est exécuté par un patron ou un ouvrier seul ou aidé par les personnes de sa famille, n'excédant pas le nombre de cinq.

(1) MÉTIN : *Législation ouvrière et sociale en Australie et en Nouvelle-Zélande*.

(2) Des décisions fixant des salaires minimum ont été prises, dans l'année 1897-1898 qui a suivi la promulgation de la loi, pour les industries à domicile suivantes : confection, cordonnerie, fabrication de cols, manchettes, chemises, lingerie de femme et ébénisterie.

## SUISSE

La loi fédérale ne contient aucune disposition relative à l'industrie à domicile, mais la plupart des cantons industriels se sont efforcés de suppléer à cette lacune.

Presque tous soumettent les ateliers à domicile à une réglementation sanitaire.

Ainsi, la loi de Zurich prescrit aux ouvriers à domicile l'observation de mesures sanitaires très minutieusement établies : nécessité d'une licence, responsabilité de l'entrepreneur en cas d'infraction à la loi.

Quelques cantons seulement parmi lesquels Saint-Gail (L. 1893), Soleure (L. 1895), Zurich (L. 1897) étendent au travail à domicile les prescriptions de la loi fédérale relatives à la durée du travail, au travail de nuit, au mode de paiement des salaires (1).

---

(1) Le projet zurichois du 17 décembre 1899 interdit le travail à domicile (v. p. 55).

## CHAPITRE II

### Législation française.

Protection du salaire. — Réglementation de la durée du travail.  
— Réglementation sanitaire (Lois industrielles. Lois d'hygiène publique). — Suppression de l'intermédiaire.

---

En principe, la législation française ne contient aucune disposition protectrice du travail à domicile.

Par exception, les prescriptions relatives au salaire sont applicables à cette forme de travail. De même encore la réglementation de la durée du travail et la législation sanitaire, si l'atelier perd son caractère familial ou s'il présente quelque danger spécial.

#### PROTECTION DU SALAIRE

La loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers (1) ou employés s'applique à l'ouvrier à domicile et protège son salaire contre ses créanciers (saisissabilité limitée au 1/10) et contre son employeur (défense de paiement par compensation, remboursement des avances en espèces limité au 1/10).

Un projet réglementant le mode de paiement des salaires

(1) COHENY : *Recueil des lois industrielles*, p. 130.

ne put être définitivement adopté, en raison de certaines difficultés relatives à la question des amendes.

#### RÉGLEMENTATION DE LA DURÉE DU TRAVAIL (1)

*Lois de 1844 et de 1848.* (2). — La loi du 9 septembre 1848 ne réglemente la durée du travail que dans les « usines et manufactures ». Pour déterminer le sens de cette expression, il faut rapprocher cette loi de celle du 22 mars 1844 relative au travail des enfants dans les manufactures, qui indique à quels établissements le législateur croyait pouvoir appliquer la réglementation légale. Ce sont : 1° les établissements mécaniques à feu continu et leurs dépendances ; 2° les fabriques occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier. Echappaient donc à la protection légale non seulement l'industrie à domicile, mais encore toute la petite industrie.

*Loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 2 mars 1900* (3). — La réglementation de la durée du travail pour les femmes, enfants et hommes employés dans les mêmes locaux ne s'applique pas en principe à l'industrie à domicile. Echappent en effet à la réglementation légale, les ateliers de famille à condition : 1° que l'atelier ne comprenne comme ouvriers ou apprentis que les enfants, descendants ou pupilles de l'employeur ; 2° que ces enfants soient dans l'atelier sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ; il ne suffit pas que l'enfant

(1) PIC : *Traité de législation industrielle*, p. 767 et suiv.

(2) COHENDY : *Recueil des lois industrielles*, p. 220.

(3) COHENDY : *op. cit.*, p. 225.

travaille à côté de son père. Pour que l'atelier tombe sous le coup de la loi, il faut que pendant le surcroît de travail, l'on emploie un aide ou un apprenti étranger à la famille ; on ne saurait prétendre que l'atelier ne doit pas perdre son caractère familial si, par suite de la maladie ou des exigences du service militaire, il se trouve que la conduite d'un métier inoccupé soit, en attendant, confiée à des étrangers ou même à d'autres parents (1).

En fait, l'inspecteur pénètre fréquemment dans l'atelier familial pour se rendre compte si des étrangers n'y sont pas employés ; mais, en tout cas, il ne saurait y prescrire aucune mesure de réglementation de la durée du travail. Le législateur a pensé en effet qu'il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à faire pénétrer l'action de la loi dans la maison familiale, presumant que le père, la mère ou le tuteur n'exigeront pas un travail excessif de leurs enfants. D'ailleurs, comme le remarque M. le professeur Pic, l'Etat n'est pas complètement désarmé en présence des abus qui pourraient se commettre dans l'atelier de famille.

La loi de 1889 (art. 2) permet, en effet, aux parents et au ministère public d'intenter l'action en déchéance de la puissance paternelle contre les parents qui compromettent par de mauvais traitements la santé de leurs enfants ; or, il est évident qu'une durée excessive de travail imposée par un père à ses enfants pourrait, dans certaines circonstances, être considérée comme équivalant à de mauvais traitements, au sens de la loi de 1889.

(1) PIC : *Traité de législation industrielle*, n<sup>os</sup> 632 et suiv., p. 841 et suiv.

## RÉGLEMENTATION SANITAIRE

*Lois industrielles. Loi du 2 novembre 1892. Loi du 12 juin 1893 (1).* — Il n'y a intérêt à distinguer ces deux lois, en ce qui concerne la réglementation de l'hygiène des ateliers à domicile, que relativement aux conditions de recevabilité de la poursuite, qui peut toujours être exercée *de plano* d'après la loi de 1892, tandis qu'elle doit être précédée d'une mise en demeure en raison de la loi de 1893.

Les ateliers à domicile sont soumis à la réglementation sanitaire. Il y a exception pour les ateliers de famille où le travail n'est pas fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, et dont l'industrie exercée n'est pas classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres. Avec la généralisation du moteur, les prescriptions sanitaires ne tarderont pas à s'appliquer à *tous* les ateliers à domicile.

En quoi consiste cette réglementation sanitaire ?

L'atelier est soumis à l'inspection qui examinera s'il réunit les conditions d'hygiène et de sécurité édictées par la loi : ces prescriptions relatives à l'hygiène se réfèrent à quatre chefs principaux : propreté des locaux, aération et éclairage, préservation des odeurs et émanations malsaines, évacuation, destruction et neutralisation des poussières des gaz nocifs. Quant aux prescriptions concernant la sécurité, elles ont trait aux objets suivants : isolement des moteurs, volants, appareils de transmission, isolement électrique des dynamos, enveloppement des pièces saillantes mobiles des machines par des dispositifs pro-

(1) COHENY : *Recueil des lois industrielles*, p. 115.

tecteurs, installations spéciales pour préserver les ouvriers des chutes dangereuses, prescriptions rigoureuses en ce qui concerne la mise en train ou l'arrêt des moteurs, le nettoyage ou la réparation des organes mécaniques.

A côté de ces prescriptions sanitaires, la loi de 1893 contient (art. 2) des prescriptions relatives aux déclarations d'accident, dispositions qui n'ont pas été modifiées en l'espèce par la loi du 9 avril 1898.

*Loi du 9 avril 1898* (1). — Cette loi qui met à la charge du patron les risques auxquels la production industrielle expose l'ouvrier, ne s'applique pas à l'industrie à domicile. Le législateur a entendu, semble-t-il, ne faire bénéficier de sa protection que les ouvriers pouvant être considérés comme des préposés ou des commis, c'est-à-dire à qui l'on peut donner des instructions ou des ordres pour l'exécution du travail. La cour de Toulouse, mars 1900 (2), a jugé qu'un entrepreneur ne saurait être rendu responsable, en vertu de la loi de 1898, d'un accident survenu à un ouvrier que tout autant que cet ouvrier lui est lié par un contrat de louage qui le place sous sa surveillance et sa subordination, « que spécialement l'ouvrier qui travaille aux pièces avec des outils lui appartenant, et à qui il échoit de prendre pour sa sauvegarde toutes précautions, ne peut invoquer le bénéfice de la loi de 1898, alors surtout qu'il est occupé dans des conditions de travail échappant au contrôle de l'entrepreneur ». L'ouvrier à domicile n'est donc pas soumis à la loi de 1898, et si l'accident provient de sa propre faute, ou d'un cas de force majeure, il

(1) *Pic : op. cit.*, n° 1085.

(2) *Gazette du Palais*, mars 1900.

n'aura droit à aucune indemnité. Ainsi, le risque professionnel pèsera sur un petit patron faisant travailler quelques ouvriers chez lui, tandis qu'un entrepreneur occupant hors de son atelier un grand nombre d'ouvriers échappera à la responsabilité établie par la nouvelle loi. Les projets de réforme de la loi de 1898 remédient à cette lacune en étendant à l'industrie à domicile le bénéfice de la loi de 1898 (1).

*Proposition Groussier, 13 juin 1898* (2). — Elle soumet les ouvriers de tous genres à la réglementation sanitaire.

*Lois d'hygiène publique* (3). — Elles peuvent porter remède à la mauvaise hygiène des ateliers à domicile, mais seulement lorsqu'elle est la conséquence du mauvais agencement de la maison ; elles sont, au contraire, impuissantes à parer aux inconvénients qui sont le fait du locataire : malpropreté, encombrement des chambres.

*Loi du 13 avril 1850*. — Elle donne aux conseils municipaux, sur avis d'une commission dite des logements insalubres, le droit d'ordonner des travaux d'assainissement et même d'interdire momentanément la location des logements insalubres. Mais cette loi présentait des lacunes : la commission était une institution facultative qui n'existait que dans les grandes villes et qui ne pouvait d'ailleurs intervenir que tout autant que l'insalubrité du logement

(1) Proposition Mirman du 1<sup>er</sup> mars 1900 (Ch., doc. parl., n° 474, p. 601), 18 mai 1901 (Ch., doc. parl., n° 2273, p. 215), et 10 juin 1902 (Ch., doc., parl. n° 9, p. 454).

(2) Proposition Groussier (Ch. 13 juin 1898. Documents parlementaires, n° 33).

(3) Prc : *op. cit.*, n° 629).

lui avait été signalée ; or, pour qu'il y eût insalubrité, il ne suffisait pas d'une gêne ou d'une incommodité, il fallait, en outre, que l'insalubrité fût inhérente à l'habitation. Dans les cas les plus urgents, où une intervention immédiate eût été nécessaire, une longue et fastidieuse procédure pouvait intervenir. Enfin, au cas d'inexécution des travaux, la sanction était trop faible. Ces inconvénients enlevaient toute force à la loi de 1850.

*Loi du 20 février 1902.* — Cette loi qui n'est entrée en vigueur que le 20 février 1903, est venue remédier en partie à cet état de choses. Elle contient les dispositions suivantes : 1° nécessité pour toutes les communes d'avoir un règlement sanitaire homologué par le préfet après avis du conseil départemental d'hygiène ; 2° obligation à la déclaration de certaines maladies contagieuses ou épidémiques, de la vaccination et de la revaccination ; 3° rigueur plus grande, procédure plus hâtive que la loi de 1850.

*Réglementation sanitaire des garnis* (1). — A Paris, des ordonnances du préfet de police ont créé un corps d'inspecteurs spéciaux ; elles prescrivent également des mesures de propreté, interdisant la surpopulation des garnis, etc.

#### SUPPRESSION DE L'INTERMÉDIAIRE (2)

Un décret du 21 mars 1848 interdit « l'exploitation de l'ouvrier par le marchandage ». Ces dispositions s'appliquent-elles à la sous-entreprise telle qu'elle existe dans l'industrie à domicile ?

Certains auteurs ont prétendu qu'il ne fallait pas distin-

(1) G. PICOT : *Logement en garni*.

(2) PIC : *op. cit.*, p. 1090.

guer et que le législateur a voulu interdire toute exploitation de l'ouvrier par l'ouvrier.

Il semble cependant qu'il faille faire une différence entre le marchandeur proprement dit, qui paie ses ouvriers à la journée et assume les risques de malfaçon, et le sous-entrepreneur qui paie ses ouvriers à la tâche. Il résulte des travaux officiels (1) que le législateur de 1848 a voulu établir la distinction « entre le marchandeur qui fait exécuter ses travaux à la journée par des ouvriers sous ses ordres directs, et le sous-entrepreneur pour qui les ouvriers travaillent à la pièce ». A tort ou à raison, on avait jugé que ce dernier genre de sous-exploitation était avantageux pour l'ouvrier comme pour le patron, et c'est pourquoi le décret de 1848 contre le marchandage ne peut s'appliquer à la sous-entreprise du travail à domicile. La Cour de cassation toutes chambres réunies a mis fin à la controverse par un arrêt du 31 janvier 1901, dont nous détachons les motifs suivants : « Attendu qu'il résulte du texte même, tant du décret du 2 mars 1848, que de l'arrêté du 21 du même mois, que le fait qui a été d'abord interdit, puis puni de peines correctionnelles par le gouvernement provisoire, n'est point tout embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen de ce marchandage, exploitation qui ne consiste de la part du sous-traitant, qu'à tirer un produit abusif du travail de ceux qu'il emploie ; que l'acte nécessite donc, pour devenir délictueux, la réunion de ces trois éléments : un fait matériel, l'intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers (2). »

(1) *Moniteur officiel*, 3 mars 1848.

(2) *Questions pratiques*, mars 1901. Chronique.

---

### CHAPITRE III

#### **Essai d'un système de réglementation du travail à domicile.**

**Protection du salaire. — Réglementation de la durée du travail.  
— Suppression des intermédiaires. — Réglementation sanitaire.**

---

Les dispositions de la législation française susceptibles d'être appliquées à l'industrie à domicile sont insuffisantes si on les compare à tous les abus que présente ce mode d'organisation du travail.

Jusqu'à quel point la protection légale peut-elle, avec profit, atténuer :

- 1° La médiocrité des salaires ;
- 2° L'exagération de la durée du travail ;
- 3° L'oppression de l'intermédiaire ;
- 4° La mauvaise hygiène de l'atelier ?

#### PROTECTION DU SALAIRE

Pour augmenter le salaire souvent si médiocre de l'ouvrier en chambre, on a proposé l'adoption de différentes mesures, les unes générales à toutes les formes d'industrie, les autres plus spéciales au travail à domicile.

*Minimum de salaire.* — L'employeur diminue souvent les salaires non par nécessité, mais par lucre, et ce qui le

prouve, c'est l'inégalité des salaires des ouvriers à domicile d'une même catégorie. Imposer un minimum de salaire à l'industrie à domicile n'aurait donc point pour conséquence d'éliminer le producteur du marché, tandis qu'il en résulterait une diminution de l'exploitation des ouvriers à domicile, élévation de leur salaire, paiement d'un même prix pour un même travail. Comme à Victoria et en Nouvelle-Zélande, une commission mixte serait chargée dans chaque branche d'industrie de déterminer un tarif tel qu'un ouvrier moyen gagne un salaire minimum déterminé, par pièce qu'il confectionne.

Mais l'établissement d'un minimum légal n'est pas sans inconvénients (1). Nous ne contestons certes pas le droit de l'Etat à intervenir dans le contrat de salaire, et si nous nous élevons contre la fixation d'un salaire minimum, c'est parce qu'il serait plus nuisible qu'utile aux ouvriers à domicile. La tarification légale manque en effet de souplesse et d'adaptation facile aux conditions essentiellement mobiles du marché, surtout en ce qui concerne les industries de mode ; elle ne tient pas assez compte que le salaire varie selon la nature du travail, l'importance des commandes, le coût de la vie. Autre inconvénient : le tarif peut sans doute prévoir un salaire inférieur pour les femmes, les vieillards, il a néanmoins pour conséquence de laisser sans travail les ouvriers médiocres ; à salaire égal, l'entrepreneur ne prendra que de bons ouvriers. D'ailleurs les renseignements qui nous sont fournis sur l'établissement en Australie d'un minimum de salaire dans l'industrie à domicile sont assez peu optimistes ; soit manque de connaissance technique, soit mauvaise volonté, aucun

(1) PIC : *op. cit.*, p. 943.

conseil n'a pu établir d'une manière satisfaisante une tarification par pièce. D'autre part, beaucoup d'ouvriers sont restés sans travail.

Il ne faut donc pas compter sur l'intervention de l'Etat pour établir un minimum de salaire dans l'industrie privée à domicile ; avec beaucoup plus de souplesse et d'efficacité (v. *infra*), l'action syndicale peut fixer un tarif de salaire dans cette forme de travail.

C'est en se référant à ces tarifs, aux contrats collectifs intervenus entre patrons et ouvriers, que l'Etat pourra, agissant en tant que partie au contrat, insérer dans les cahiers d'adjudication de marchés de travaux publics, des clauses fixant un salaire minimum obligatoire. Il réagira ainsi contre un des plus importants facteurs de dépression des salaires dans l'industrie à domicile : la concurrence acharnée que se font les soumissionnaires et qui retombe finalement sur l'ouvrier.

*Mesures législatives de protection du salaire.* — Parmi les causes d'avilissement du salaire de l'ouvrier à domicile, les enquêtes ont signalé le truck-system, les amendes, les retenues pour malfaçon.

Le législateur peut prohiber le paiement par compensation, le truck-system, à condition cependant de permettre la fourniture des matières premières, caractéristique de l'industrie à domicile, sauf à exiger que l'employeur ne réalise pas de bénéfices sur les matériaux de travail.

Les amendes constituent fréquemment pour le patron un moyen de réduire indirectement les salaires (1). Le légis-

(1) PIC : *op. cit.*, p. 988 et suiv.

lateur pourrait diminuer cette cause d'avilissement en prescrivant à l'employeur la rédaction d'un règlement d'atelier qui spécifierait les hypothèses dans lesquelles des retenues pourront s'exercer, ainsi que les procédés de mesurage et de contrôle de travail et fixerait le taux maximum au-dessus duquel les amendes ne pourront s'élever. Ce règlement, serait élaboré par le patron après observations du syndicat ouvrier et homologation de l'administration et porté à la connaissance de l'ouvrier, à qui copie serait donnée. On pourrait encore concevoir qu'une inscription de toutes les amendes infligées avec mention des motifs fût faite sur un registre communiqué périodiquement à l'administration et dont il pourrait y avoir publication au cas de violation du règlement.

D'autres mesures protectrices du salaire de l'ouvrier à domicile peuvent encore être prises : paiement du salaire à intervalles réguliers, insaisissabilité absolue du salaire.

Enfin, pour éviter toute contestation, peut-être le législateur devrait-il exiger la remise à tout ouvrier à domicile d'un livret sur lequel seraient inscrits pour chaque commande la nature du travail, la quantité des matières remises, le salaire correspondant.

#### RÉGLEMENTATION DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE A DOMICILE

L'exagération de la durée du travail constitue, nous l'avons vu, une des formes les plus caractéristiques de l'exploitation des ouvriers de l'industrie à domicile. Rien ne semble donc plus justifié qu'une limitation par la loi des heures de travail, d'autant mieux que dans l'industrie à domicile, moins que dans toute autre forme de travail,

les ouvriers peuvent compter sur le bon vouloir d'un patron qui ne les connaît souvent pas, et a d'ailleurs à sa disposition autant d'ouvriers qu'il en désire. Cependant, il faut remarquer qu'avec la généralisation du moteur, la limitation de la durée du travail dans l'industrie à domicile pourra devenir moins nécessaire (v. *infra*).

Aussi la plupart des congrès ouvriers qui ont discuté la question du travail à domicile ont-ils demandé l'extension à cette forme d'industrie des mesures de réglementation légale des heures de travail. Le congrès des ouvriers de la confection tenu à Berlin en 1893 a réclamé la limitation des heures de travail dans l'industrie à domicile. Le congrès du parti socialiste allemand de Breslau, 1895, a formulé les mêmes desiderata. Egalement celui des tailleurs et couturières à Eisenach en 1896. Le comité des associations ouvrières allemandes réuni à Berlin le 22 novembre 1901 a envoyé une adresse au Reichstag demandant l'extension à l'industrie domestique des dispositions légales relatives au travail de nuit. En décembre 1901, les ouvriers et ouvrières en confection de Berlin ont adressé au Reichstag une pétition réclamant l'extension des mesures de réglementation légale de la durée du travail, et du repos du dimanche. La fédération des tailleurs et couturières chrétiens allemands demanda au Reichstag, en février 1902, de défendre dans l'industrie à domicile le travail le dimanche, les jours fériés et entre 8 heures du soir et 6 heures du matin. La fédération des associations ouvrières allemandes réunie à Wiesbaden, en novembre 1902 (1) réclama l'application de semblables mesures.

(1) *Bull. de l'Office international de Bâle*, janvier, avril, mai, octobre 1902.

Cependant, nous sommes obligé de conclure contre l'extension à l'industrie à domicile de toute mesure de réglementation de la durée du travail.

Ce n'est pas que nous contestions le droit et le devoir qu'a l'Etat d'intervenir dans le contrat de travail en faveur de l'ouvrier, ou que nous soyons de l'avis de certains partisans du laisser-faire, qui déclarent que « l'ouvrier a le droit de se fatiguer s'il lui plaît », et qu' « il faut laisser une génération préparer par son travail l'amélioration de celle qui lui succède ».

Ce n'est pas davantage que, à l'exemple du Verein für Socialpolitik (Breslau, septembre 1899) décidant que « quelque penchant qu'aient les membres du congrès pour l'intervention de l'Etat, il était trop délicat de la faire pénétrer au foyer domestique », nous estimons que l'on ne doit pas faire pénétrer l'inspecteur dans l'intérieur de la famille. La présomption que les enfants sont défendus par l'affection des parents n'est malheureusement pas toujours justifiée ; l'exercice de l'action en déchéance de la puissance paternelle est souvent disproportionné avec les abus résultant d'une durée exagérée de travail, et d'ailleurs les parents ne peuvent pas toujours se protéger eux-mêmes.

Il ne faut pas non plus compter sur la répression de l'opinion publique, car tandis que les grands ateliers sont connus de tout le quartier qui les environne et que l'on sait tout ce qui s'y passe, il n'en est pas de même pour les ateliers à domicile. Il semble donc que l'intervention du législateur, bien loin de porter atteinte à la famille, la protégerait.

Est-ce alors que nous regardions l'inspection comme inapplicable à l'industrie à domicile en raison de la disper-

sion des ateliers ? Mais comme nous le verrons plus loin, par la pratique de l'enregistrement avec l'aide de l'association, l'inspection peut très bien s'adapter à l'industrie à domicile.

Si nous nous refusons à admettre en l'espèce l'intervention du législateur au domicile privé, c'est que nous estimons qu'une réglementation de la durée du travail dans l'industrie à domicile serait inefficace. Comment, en effet, interdire, ainsi que le propose M. Schwiedland (1), le travail à domicile, avant une certaine heure le matin, et après une certaine heure le soir, avec défense de travailler la nuit ? Quand commence la journée de travail de l'ouvrier à domicile, à quel moment finit-elle ? L'ouvrier a la faculté, s'il le veut, de se mettre à l'ouvrage à 9 heures du matin, de couper par des repos prolongés son temps de travail ; l'ouvrière peut, et c'est un des avantages de l'industrie à domicile, s'occuper entre deux pièces de son ménage, de ses enfants. Comment distinguer alors le temps passé par l'ouvrière à son ménage de celui consacré au travail de sa profession ?

M. Schwiedland a demandé qu'on rende le propriétaire de l'immeuble responsable des infractions à la réglementation des heures de travail ; il a proposé également, pour faciliter la limitation, de fixer un maximum de travail pour la semaine. L'entrepreneur serait tenu de ne pas donner plus d'une certaine quantité d'ouvrage à chaque ouvrier. Mais le système de M. Schwiedland n'est guère pratique, notamment lorsque l'ouvrier travaille pour plusieurs patrons à la fois.

Une réglementation de la durée du travail n'est donc pas

(1) SCHWIEDLAND : *op. cit.*

possible dans l'industrie à domicile, et de deux choses l'une, ou bien elle sera vexatoire, et elle n'aboutira qu'à « chicaner » cette forme de travail et à la faire disparaître, ou bien on se fiera à la bonne volonté des ouvriers, et alors la loi pèsera sur ceux qui l'observeront, au profit de ceux qui y contreviendront.

D'ailleurs, à le supposer praticable, l'établissement d'une pareille réglementation aurait une funeste influence pour beaucoup d'industries à domicile, dans lesquelles le producteur ne peut fabriquer de stocks, sans qu'il en résulte pour lui une grave infériorité.

La généralisation du moteur permettra la fabrication de l'article courant (v. *infra*), atténuera sans doute le chômage, mais en attendant, il n'est pas possible, après une longue inactivité, d'empêcher l'ouvrier à domicile de travailler d'une façon quelque peu intensive dans la bonne saison.

#### SUPPRESSION DES INTERMÉDIAIRES

L'intermédiaire peut parfois présenter des avantages, mais le plus souvent il résulte de son interposition les plus graves inconvénients. Aussi, est-ce avec raison que l'on a réclamé la distribution du travail directement par l'employeur et non par l'intermédiaire, l'exécution de l'ouvrage au domicile de l'ouvrier à qui il est remis. On a proposé également l'interdiction, pour l'ouvrier à domicile, d'avoir un aide.

Cependant, nous ne pouvons accepter pareilles mesures, non que nous pensions, comme M. Pittié (1), que le législateur ne doit pas intervenir dans le contrat de travail, mais

(1) PITTIÉ : *le Salaire à la tâche et le Marchandage*.

pour la même raison que nous avons conclu contre la réglementation de la durée du travail. En effet, les décrets de 1848 n'ayant pas fait disparaître le marchandage, il est douteux qu'une prohibition du sous-contrat dans l'industrie à domicile ait plus de résultat. L'action syndicale pourra seule, semble-t-il, aboutir à la suppression de l'intermédiaire.

#### RÉGLEMENTATION SANITAIRE

Un des plus grands abus de l'industrie à domicile consiste dans sa mauvaise hygiène, c'est là un danger pour le consommateur, pour l'ouvrier. Les pouvoirs publics qui ont la responsabilité de la santé générale peuvent donc avec raison imposer aux ouvriers à domicile l'observation de certaines règles d'hygiène.

##### *Etendue d'une réglementation sanitaire de l'ouvrier à domicile.*

Certaines législations n'ont soumis à la protection légale que quelques industries à domicile, les plus exposées aux inconvénients du sweating-system : industries du vêtement, de la lingerie. Mais c'est là un champ d'application trop restreint, car si les autres industries à domicile ne présentent pas les mêmes dangers de contagion que les précédentes, elles n'en sont pas moins, par nature, placées dans des conditions assez mauvaises pour justifier l'intervention du législateur.

Il est nécessaire également de soumettre à la réglementation sanitaire les ateliers de famille. Les prescriptions de la législation française (lois de 1892 et de 1893) ne s'appliquent pas, nous l'avons vu, aux ateliers où ne sont em-

ployés que les membres de la famille, sous l'autorité, soit du père, soit de la mère, soit du tuteur, si le travail ne se fait pas à l'aide d'une chaudière à vapeur ou d'un moteur mécanique, ou si l'industrie exercée n'est pas classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres. Pourquoi une pareille exception ? Les dangers que peut présenter le travail à domicile seront-ils diminués parce que exécuté par des personnes appartenant à une même famille ? Il est d'ailleurs souvent difficile de fournir la preuve que les ouvriers ne sont pas membres de la famille surtout s'il s'agit d'immigrants : ainsi, en Amérique, les travailleurs à domicile ont l'habitude d'alléguer que leurs ouvriers sont leurs parents ou ceux de leur femme, sans que la preuve du contraire puisse être fournie. La réglementation sanitaire devra donc s'appliquer à tous les ateliers à domicile ; peut-être cependant une exception pourrait-elle être faite en faveur du ménage sans enfants ou de l'ouvrier travaillant isolément.

#### *Réglementation légale.*

En présence de conditions d'hygiène impossibles à modifier, l'inspection devrait interdire aux ouvriers de travailler dans ce domicile, mais serait-il alors toujours possible d'appliquer la loi ? De pareilles difficultés pourraient être évitées si la mise en usage d'un local par l'ouvrier à domicile était subordonnée à l'obtention d'une licence, système pratiqué aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande.

Tout ouvrier qui veut travailler en chambre devrait préalablement en avertir l'administration et lui remettre un plan de son domicile. Inspection du local serait faite : si le logement n'offrait pas une hygiène suffisante, l'adminis-

tration informerait l'ouvrier que la délivrance de l'autorisation est différée jusqu'à mise en état du local et que, en attendant, l'exploitation est interdite. Si, au contraire, l'inspecteur avait constaté que le domicile est susceptible de servir comme atelier, ou si un certain laps de temps après la remise du plan, on avait oublié d'avertir l'ouvrier des déficiences du local, licence de travailler à domicile serait accordée.

La délivrance et le maintien de l'autorisation pourraient être subordonnés à la réunion et à l'observation de certaines règles d'hygiène (propreté des locaux, aération et éclairage, préservation des odeurs et émanations malsaines, évacuation, destruction ou neutralisation des poussières, des gaz nocifs, préservation des maladies contagieuses, limitation du nombre des occupants...), de sécurité (isolement du moteur...) et de certaines autres conditions, telles que l'obligation de prévenir l'administration de tout changement d'atelier.

Au cas où ces conditions ne seraient pas observées, si l'atelier contenait un nombre de personnes supérieur à celui fixé par la licence, ou encore si une maladie contagieuse était constatée à proximité d'objets en cours de fabrication, la licence pourrait être retirée au moins provisoirement, jusqu'après mise en état du local ou cessation de la maladie et désinfection, et, de plus, au cas de dissimulation, l'ouvrier serait punissable. Quant aux produits fabriqués dans des conditions illégales, il est inutile et même abusif de les détruire : une soigneuse désinfection suffira pour parer aux risques de contagion. Il faut repousser la marque comme inopérante avant la désinfection, inutile après.

*Mise en application de la réglementation sanitaire.*

*Organisation de l'inspection sanitaire. — Pouvoirs de l'inspection. — Difficultés de l'inspection sanitaire. — Moyens d'y remédier (Enregistrement. — Responsabilité du propriétaire. — Responsabilité de l'employeur).*

Quelques Etats ont un service d'inspection sanitaire distinct de l'inspection des fabriques ; l'Italie a un service d'inspection sanitaire et pas de service d'inspection du travail.

En Angleterre, l'inspecteur sanitaire n'est pas le fonctionnaire d'un département central, mais d'une autorité locale. L'act de 1891 charge ces autorités de veiller à l'hygiène des ateliers situés dans leurs districts, et, à cet effet, leur donne la faculté de créer des inspecteurs spéciaux. Ces inspecteurs sont nommés par l'autorité locale après un examen portant sur des questions d'hygiène (distribution d'eau, chauffage et ventilation, construction de maisons, maladies contagieuses). Toutes les nominations doivent être ratifiées par le « local government board » (comité local du gouvernement), qui paie la moitié des appointements. Les inspecteurs sanitaires remplissent leurs fonctions (qui varient quelque peu suivant les districts) sous la direction du médecin officier de santé du district (1).

L'établissement d'une inspection sanitaire spéciale a eu d'excellents résultats en Angleterre, et on est disposé à l'admettre en France, où les inspecteurs du travail ont déjà une tâche au-dessus de leurs forces.

Pendant, il faudrait, semble-t-il, conclure contre la nomination des inspecteurs par les autorités locales, car,

(1) Rapport de Mrs Macdonald au Congrès de Bruxelles, 1897.

en France, seul l'Etat a une liberté d'allures assez grande ; sans doute, les autorités des grandes villes ont les coudées assez franches, mais dans les petites villes, la mission des inspecteurs se trouverait souvent entravée par la faiblesse des pouvoirs communaux qui craindraient de mécontenter leurs électeurs.

*Pouvoirs de l'inspection.* — C'est aux inspecteurs qu'il appartiendrait de prévenir et de réprimer les contraventions à la réglementation sanitaire. Ils constateraient les défauts des locaux et à cet effet devraient pouvoir pénétrer dans l'atelier à tout moment ; si l'ouvrier en refuse l'entrée, avoir la faculté de passer outre, après l'accomplissement de certaines formalités (mandat du juge de paix, par exemple). En aucun cas, cependant, ils n'auraient le droit de prendre des mesures d'interdiction de travail, avant qu'il en ait été ainsi décidé, sur leur rapport, par un conseil sanitaire.

*Difficultés de l'inspection, moyens d'y remédier.* — L'inspection présente des difficultés en raison de la dissimulation et de la dispersion des ateliers à domicile, mais différents procédés peuvent être employés pour en faciliter le fonctionnement.

a) *Enregistrement* (pratiqué pour toutes les industries en Australie méridionale, Queensland, New-Sud-Wales ; pour certaines industries seulement dans les Etats de New-York, Maryland, Pensylvanie, Ohio, Michigan, Wisconsin, Illinois, Missouri, Ontario, Nouvelle-Zélande, Victoria).

Ce procédé signale aux inspecteurs les locaux à visiter, leur évitant de passer le meilleur de leur temps à découvrir

le domicile des ouvriers occupés hors de l'usine ou de l'atelier, pour le compte du patron.

Par le système de l'enregistrement, l'employeur de la fabrique collective serait tenu d'inscrire sur un registre la liste des ouvriers qu'il emploie hors de son usine ou de son atelier (1), leurs noms, leurs adresses, la nature de l'ouvrage remis. Le nom de tout ouvrier serait porté sur la liste immédiatement après l'engagement, et il en serait effacé aussitôt que congé aurait été donné. On pourrait compléter cette liste par les déclarations personnelles des ouvriers. On a proposé de publier la liste, afin de permettre à tout habitant du lieu de se rendre compte si tel ouvrier a été enregistré, mais nous ne saurions admettre ce procédé, dont la pratique pourrait porter tort à l'employeur, divulguant à ses concurrents les noms et adresses de ses ouvriers.

Le registre devrait être présenté à toute réquisition de l'inspecteur, et copie en serait envoyée à certaines époques de l'année aux autorités qui examineraient les listes remises et signaleraient les noms et lieux de travail des ouvriers à domicile y compris, mais dont le local est hors de leur circonscription, aux autorités de leur domicile. Par

(1) **Type d'une liste anglaise.**

*Loi de fabrique.....*

*Formule prescrite par le secrétaire d'État pour la liste des ouvriers à domicile à.....*

Nom de l'exploitant.....

Adresse de la fabrique ou de l'atelier dans lequel le travail est distribué.....

Nature de l'entreprise.....

|                                                                      |                                                             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Noms des personnes occupées<br>par l'employeur hors de son<br>local. | Désignation des endroits où<br>ces personnes sont occupées. |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|

comparaison de la copie remise à l'administration et du registre de l'employeur, l'inspecteur connaîtrait les noms et domiciles des ouvriers occupés hors de la fabrique ou de l'atelier, vérifierait s'ils ont obtenu l'autorisation de travailler chez eux, se rendrait compte aussi si leurs locaux répondent aux prescriptions légales d'hygiène, pourrait notifier au patron les interdictions de travail.

Pour faciliter la mission de l'inspecteur et aussi pour permettre au public de contrôler si les prescriptions légales sont observées, on a proposé de remettre aux ouvriers un certificat constatant que l'enregistrement a été opéré et qu'ils ont obtenu autorisation de travailler chez eux. On a également demandé afin d'attirer l'attention de l'inspecteur, que les ouvriers à domicile apposent extérieurement une sorte d'écusson. Mais pareil procédé n'est guère pratique, car l'ouvrier pourrait se servir de sa plaque ou de son certificat pour un nouveau local, sans avoir reçu autorisation de travailler.

Tel est le système de l'enregistrement ; il n'est pas sans présenter des difficultés. Resteront inconnus et avec eux leurs ouvriers, un grand nombre de petits employeurs, de petits commerçants employant des ouvriers hors de leurs magasins, qui craindraient, s'ils déclaraient qu'ils font travailler à domicile, de payer patente d'industriel.

b) *Responsabilité du propriétaire.* — M. Ch. Booth a proposé en 1892 à la Commission royale du travail, et il fut inscrit dans la loi anglaise de 1895, que le propriétaire de l'immeuble serait responsable, s'il avait accepté comme locataire un ouvrier à domicile non enregistré, ou

(1) *Fifth and final Report of the royal Commission on labour, 1892, p. 108.*

s'il avait toléré dans sa maison une exploitation contraire aux prescriptions légales. Le propriétaire ou plutôt son concierge, devient ainsi l'auxiliaire de l'inspection, qu'il avertit au cas où les prescriptions sanitaires ne sont pas observées, si une maladie contagieuse se déclare. C'est là un système très logique, nullement attentatoire au droit de propriété individuelle, et qui « n'aboutit pas à créer de nouvelles difficultés sans supprimer les anciennes » (M. Brentano). Au contraire, il peut, semble-t-il, avoir de très bons résultats, facilitant l'application de la réglementation et obligeant les propriétaires à donner aux ouvriers à domicile des locaux convenables, surtout si une sérieuse concurrence leur est suscitée non seulement par les sociétés d'habitations ouvrières (1), mais encore par les pouvoirs publics (2).

c) *Responsabilité de l'employeur*. — On a proposé également de rendre responsable l'employeur, s'il a donné du travail à domicile à des ouvriers non pourvus d'une licence (Angleterre, loi de 1895 ; Michigan, loi de 1899 ; Pensylvanie, loi de 1901 ; Wisconsin, loi de 1901 ; Massachusetts, loi de 1902) s'il a laissé travailler dans des conditions hygiéniques mauvaises. L'employeur sachant qu'il s'expose à une condamnation, et, de plus, à un jugement sévère de l'opinion publique, au cas où un inspecteur viendrait à

(1) En Angleterre, il faut citer les Building Societies qui comprennent 60.500 membres et ont 1.300.000.000 de francs de capital.

En France la Société des immeubles industriels a construit des maisons aménagées de façon à ce que la force motrice soit distribuée à domicile.

(2) En Angleterre, diverses lois permettent aux municipalités ayant au moins 25.000 habitants d'exproprier pour les démolir des groupes de maisons jugées trop malsaines, à condition de loger les familles expropriées.

découvrir que l'ouvrage est exécuté dans des locaux malsains, ne tardera pas, dans son propre intérêt, à prendre à ses gages des inspecteurs chargés de veiller à ce que ses ouvriers se conforment aux prescriptions sanitaires : son intervention sera même plus efficace que celle de l'inspecteur officiel car, au lieu d'avoir recours à une citation devant les tribunaux, il lui suffira de menacer son ouvrier de ne plus lui donner d'ouvrage, s'il ne modifie l'état sanitaire de son logement (1).

On a aussi demandé que l'employeur ait à dédommager ses ouvriers de la perte de travail que peut leur faire subir la réglementation sanitaire. Ce serait, dit-on, encourager l'ouvrier à déclarer les maladies contagieuses pouvant survenir à son domicile, car, autrement, privé de ses ressources au moment où il en a le plus besoin, il cherchera par tous moyens à dissimuler le mal, et pendant ce temps l'épidémie se propagera ; ainsi il n'est pas de moyens de fraude que n'aient employés les ouvriers à domicile, lors de l'épidémie de variole de Chicago (1894), pour échapper à l'intervention sanitaire.

Il est certain que les mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles vit l'ouvrier à domicile sont souvent causées par la médiocrité des salaires. Pourtant nous ne saurions admettre en tous points la responsabilité de l'employeur ; qu'on le punisse s'il fait travailler un ouvrier qui n'a pas obtenu sa licence ou s'il persiste à lui donner de l'ouvrage malgré l'interdiction de l'inspecteur, rien de plus juste, mais pourquoi le rendre responsable de la défectuosité de locaux situés souvent à plusieurs kilomètres de la

(1) WEBB : Une nouvelle loi anglaise sur les fabriques, *Revue d'Economie politique*, 1895, p. 735.

ville où il habite ? Exposé à de perpétuelles demandes d'indemnité, le fabricant ne donnera plus d'ouvrage à domicile.

Il ne faut pas davantage, si l'on veut conserver l'industrie à domicile, astreindre l'employeur à dédommager l'ouvrier de la perte de travail que peut lui causer la survenance d'une maladie contagieuse, car, en France, tout au moins, ce serait lui faire une situation inférieure à celle de son collègue de l'usine ou de l'atelier, qui n'est pas responsable du risque de maladie.

Déjà en Allemagne, l'assurance-maladie peut être étendue par les autorités locales aux ouvriers à domicile (loi du 10 juin 1893). Un projet du Bundesrath de mai 1902 soumettait obligatoirement tous les genres d'industrie à l'assurance, que l'industrie soit temporaire ou non. Pourtant la loi du 25 mai 1903 (1) ne s'applique pas à l'industrie à domicile.

Il faut espérer qu'un jour le Parlement français votera l'assurance obligatoire contre la maladie de tous les salariés de l'industrie, ouvriers à domicile aussi bien qu'à l'usine ou à l'atelier ; mais, en attendant, pour remédier au chômage pouvant résulter de l'interdiction de travail faite à l'ouvrier, il faut se contenter du secours de la mutualité.

Ainsi l'application d'une réglementation sanitaire à l'industrie à domicile présente de grandes difficultés : surveillance difficile, chômage de l'ouvrier, mais néanmoins, il y a lieu d'en augurer de bons résultats, surtout lorsque l'association aura amélioré la condition de l'ouvrier à domicile.

(1) *Questions pratiques*. Chronique, décembre 1903.

## TITRE II

### ACTION DE L'INITIATIVE PRIVÉE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **L'association et les ouvriers à domicile.**

Nécessité d'une organisation syndicale des ouvriers à domicile.  
— Développement de l'esprit d'association dans l'industrie à domicile : à l'étranger ; en France. — Association défensive des ouvriers et du public. — Ligue de consommateurs.

---

#### NÉCESSITÉ D'UNE ORGANISATION SYNDICALE DES OUVRIERS A DOMICILE

La protection légale ne peut s'appliquer en tous points au travail à domicile : pour y suppléer, il faut compter sur l'association.

Isolé, l'ouvrier à domicile est une quantité négligeable pour le patron, d'autant que prêts, pour vivre, à accepter toutes conditions, mal informés de l'état du marché, ces malheureux se font entre eux une concurrence acharnée.

Il en serait autrement si, au lieu de se trouver en présence d'ouvriers isolés, l'employeur avait à traiter avec un corps organisé, pouvant offrir des garanties. Au lieu de fixer à son caprice les conditions du contrat de travail, il devrait subir la loi syndicale, et il l'accepterait d'autant plus volontiers, qu'il serait assuré qu'il n'est pas permis

à ses concurrents de faire travailler à de meilleures conditions.

Or, le syndicat peut négocier un contrat collectif (1), conclure avec les employeurs des conventions soit pour fixer le taux des salaires, soit pour déterminer la durée maxima de la journée de travail, soit encore pour régler les autres conditions de travail. Le droit de traiter découle, pour le syndicat, de l'objet même que la loi assigne à son activité professionnelle, et c'est là d'ailleurs une solution que la jurisprudence tend à autoriser (jugement du tribunal de commerce de la Seine, 4 février 1892) (2). Pour assurer le respect du contrat de travail négocié par son entremise, le syndicat a le droit d'ester en justice (jugement du tribunal de commerce de la Seine, précité ; tribunal civil de Cholet, 12 février 1897) (3). Il peut aussi avoir recours à la grève.

Sans doute, la conclusion d'un contrat collectif de travail ne sera pas sans présenter des difficultés en raison de la grande variété que peuvent présenter certains articles, car il n'est pas toujours aisé de préciser et de définir les qualités tarifées ; l'application du tarif peut être encore difficile, une légère modification dans les conditions de travail, dans le choix des matériaux, changeant le travail de l'ouvrier, et si l'on observe quand même le tarif, pouvant faire perdre à la fabrique, pour une minime différence, des commandes importantes. Il n'est pas commode non plus parfois d'obtenir l'exécution des conventions par les ouvriers.

(1) PIC : Capacité civile des syndicats professionnels. La jurisprudence et le contrat collectif, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902.

(2) *Gazette du Palais*, 1892, 1, 221.

(3) *Revue des Sociétés*, 1897, p. 303.

Mais, pour parer à ces inconvénients, il suffira que l'on tienne compte, dans la convention, des différentes catégories d'un même article. On devra aussi laisser une certaine flexibilité au tarif, ne pas le faire unique pour une même région, prévoir que si les conditions ayant amené sa conclusion viennent à se modifier, les représentants des deux parties se réuniront à nouveau pour discuter les modifications à apporter à leur accord, ou bien encore, on pourra établir un système d'échelle mobile par lequel le salaire s'abaissera ou s'élèvera (entre certaines limites), automatiquement suivant l'étendue du marché du produit. Enfin, pour amener l'exécution du contrat collectif, il suffira que l'association ait une grande souveraineté de fait sur ses membres.

On peut s'imaginer toute l'importance qu'il y aurait pour les ouvriers à domicile à la négociation de contrats collectifs. Leurs groupements professionnels, se mettant en rapport avec les patrons, débattraient les conditions de travail, en tenant compte de l'état du marché, de la concurrence... Peut-être est-ce de cette façon que l'on mettrait un terme à l'avilissement des salaires et, par conséquent, à l'exagération des heures de travail, à la mauvaise hygiène, qui caractérisent actuellement l'industrie à domicile ?

L'association pourra autrement que par la conclusion de contrats collectifs améliorer le sort de l'ouvrier à domicile.

a) En limitant le marché de la main-d'œuvre par la fixation, à un chiffre convenable, du nombre des apprentis,

(1) *Pic : op. cit.*, n° 569.

diminuant ainsi la concurrence qui a tant d'effet sur les conditions de travail de l'ouvrier à domicile.

b) En organisant tout un ensemble d'œuvres d'assistance, ou plutôt de prévoyance et d'assurance ouvrière (sociétés de secours mutuels, caisses de chômage, caisses de retraites, etc.).

c) En créant entre ses membres des sociétés coopératives. La coopérative de production aurait d'heureuses conséquences pour l'industrie à domicile, d'autant plus que la main-d'œuvre est prépondérante dans la valeur des produits fabriqués en chambre. Elle aboutit à la suppression de l'intermédiaire, et parfois à celle de l'entrepreneur lui-même. La coopérative de production, qu'il ne faut pas confondre avec la coopérative d'atelier, peut en effet laisser les ouvriers travailler à domicile, mais elle a pour résultat de les mettre directement en contact avec l'employeur, patron ou client. La direction de la coopérative se charge des fonctions commerciales : achat de matières premières, recherche de débouchés, répartition des commandes entre les ouvriers, rendement de l'ouvrage, parfois gérance d'un magasin de vente ; l'ouvrier s'engage à acheter à la coopérative ses matières premières et à lui vendre ses produits à un prix fixé ; de plus, il doit prêter ses services pour la distribution et l'expédition ; les matières premières lui sont portées en compte et le règlement peut se faire toutes les semaines. Quant à la coopérative de consommation, elle exercera une influence également favorable sur la condition de l'ouvrier à domicile, en augmentant son pouvoir d'acquisition ou encore en se fournissant à la coopérative de production.

Tels sont les avantages que peut présenter l'association. Si la vie de l'ouvrier et surtout de l'ouvrière à domicile n'est que trop souvent misérable, c'est que nulle part on n'a moins l'esprit de corps que dans cette forme de travail.

Il en serait autrement si les ouvriers à domicile se groupaient professionnellement ; ce qui le prouve, ce sont les quelques exemples suivants pris dans un certain nombre d'industries et de pays, et montrant que chaque fois que les ouvriers à domicile se sont unis, ils ont obtenu une amélioration de leurs conditions de travail.

#### DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT D'ASSOCIATION DANS L'INDUSTRIE A DOMICILE A L'ÉTRANGER

*Allemagne.* — Lors de la grève du vêtement à Berlin (1896), il fut conclu entre les représentants des ouvriers et ceux des maisons de confection de vêtements hommes et enfants, une convention par laquelle il était accordé une augmentation de 13 p. 100 sur les salaires payés avant la grève. Les patrons s'engageaient à ne payer aucun salaire au-dessous de ceux figurant au tarif établi ; les intermédiaires devaient se conformer à la convention sous peine d'exclusion par les maisons signataires. Cet engagement fut observé un certain temps et il l'aurait été davantage si les ouvriers ne s'étaient pas désunis aussitôt après leur victoire. A Meiringen, l'union des tourneurs et sculpteurs à domicile a également obtenu une augmentation des prix payés.

Il s'est aussi formé des associations coopératives d'ouvriers à domicile. La société coopérative de production des

cloutiers à domicile n'a pas fait de très grands bénéfices, mais elle a élevé les salaires d'environ 25 p. 100. Mêmes résultats pour le syndicat des horlogers à domicile de Berlin.

*Autriche.* — En 1880, à Mariano, il fut créé dans l'industrie à domicile du bois un syndicat qui eut d'heureux résultats. En 1897, à Gablouz (Bohême), les verriers à domicile négocièrent avec leurs employeurs une convention augmentant les salaires, qui n'a cessé d'être en vigueur qu'à la fin de 1902. Les patrons signataires du contrat s'y sont strictement conformés.

En 1898, dans la même ville, les ouvriers à domicile de l'industrie des perles constituaient, avec l'appui de l'Etat, une coopérative de production ; l'association fonctionne actuellement avec un tel succès qu'à certains moments elle n'a pu répondre à toutes les commandes. Les ouvriers gagnent des salaires plus élevés d'environ 35 p. 100 que ceux précédemment payés ; en même temps, la qualité des produits est devenue incontestablement supérieure. Avec non moins de réussite, il s'est formé dans la région de Vienne en 1899 une coopérative de tisserands à domicile, en Carinthie, une coopérative de vanniers.

*Belgique.* — L'Union des ouvriers gantiers de Bruxelles (1), fondée en 1882, est une des plus fortes organisations qui se rencontrent dans l'industrie à domicile. Le syndicat belge a pour but :

a) De prémunir les gantiers à domicile contre toute diminution de salaire.

(1) *Les Industries à domicile en Belgique.*

b) De constituer une caisse de secours pour ceux de ses membres sans travail.

Le syndicat comprend la grande majorité des ouvriers gantiers et sa puissance est telle que les 9/10 des patrons se sont engagés à ne recruter leurs ouvriers que parmi les syndiqués et à observer le règlement de l'Union ; celle-ci interdit d'ailleurs à ses membres de travailler pour les patrons qui emploient des ouvriers non syndiqués ou qui n'ont pas accédé aux demandes faites par le syndicat ; dans ce cas, l'interdiction d'accepter de l'ouvrage des maisons réfractaires est décrétée et en attendant soumission, la caisse de résistance fait vivre les ouvriers sans travail. Résultat de cette politique : l'Union a réussi à maintenir depuis 1882 le même taux de salaires.

*Etats-Unis.* — Quelques associations d'ouvriers à domicile parmi lesquelles l'association des cigariers de Chicago (1) qui ont obtenu des conditions de travail supérieures à celles de leurs collègues occupés à l'usine.

On rencontre quelques coopératives de production, de tailleurs et de cordonniers, au Massachusetts notamment.

*Grande-Bretagne.* — La société amalgamée des cordonniers à domicile de Londres, celle des tailleurs, en 1891, ont obtenu des augmentations de salaire.

*Suisse.* — L'association constituée en 1889 entre les brodeurs à domicile de Saint-Gall a négocié l'établissement d'un tarif très avantageux. Elle s'est dissoute en 1893, n'ayant su limiter son activité.

(1) KELLEY : *The Sweating-System.*

DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT D'ASSOCIATION  
DANS L'INDUSTRIE A DOMICILE EN FRANCE

*France.* — A Lyon, déjà en 1686, le Consulat homologue un tarif obtenu par les ouvriers en soie (1). En 1811, les tisseurs lyonnais réclament, mais sans succès, un tarif au minimum. En 1831, mêmes revendications ; une partie seulement des fabricants ayant adhéré au tarif, il y eut émeute. En 1885, les tisseurs négocient un tarif augmentant les façons de 25 à 30 p. 100, mais cette convention ne resta pas longtemps en vigueur, et il fallut une nouvelle crise en 1894 pour la rétablir. En 1903-1904 les tisseurs d'usine s'unirent et obtinrent entre autres concessions un tarif minimum. Cet exemple est de nature à montrer aux tisseurs à domicile ce que peut faire l'union. Dans une autre catégorie d'industries à domicile, il s'est formé à Lyon le syndicat de « l'Aiguille » qui, en même temps qu'il obtenait la remise directe du travail, occasionnait dans les industries du tulle et de la lingerie notamment, une augmentation de salaire d'environ 25 p. 100.

A Saint-Etienne, en 1875, 66 patrons et 1.200 ouvriers rubaniers constituent un syndicat mixte dit « Union de la fabrique de rubans de Saint-Etienne ». Aux termes des statuts de cette association, les patrons s'engageaient à respecter le tarif fixé d'un commun accord ; cependant, certains d'entre eux ayant méconnu leurs engagements, furent assignés devant le tribunal civil de Saint-Etienne ; on débouta les demandeurs, pour la raison que l'Union, sans existence légale, n'avait pu imposer à ses adhérents un tarif obligatoire.

(1) J. GODART : *op. cit.*

En 1900, les ouvriers rubaniers de Saint-Etienne, effrayés de la baisse des prix de façon, se mirent en grève. Après quarante jours de lutte, une convention fut signée par la plupart des fabricants ; elle comprenait le paiement de la mise en train et l'établissement d'un tarif de salaire au-dessous duquel les façons ne pouvaient descendre ; les salaires se trouvaient augmentés d'environ 25 p. 100. Pour l'observation de cette convention, les fabricants signèrent entre eux un engagement par lequel ils s'obligeaient à ne pas payer de façons inférieures au tarif. De leur côté, les ouvriers s'étaient imposé à eux-mêmes de ne pas travailler plus d'un certain nombre d'heures par jour, et celui qui prolongeait son ouvrage au delà de l'heure fixée s'exposait à avoir ses vitres brisées : pareille pratique ne subsista d'ailleurs pas longtemps. Au contraire, le tarif fut bien observé pendant les dix-huit mois pour lesquels il avait été conclu ; s'il ne fut pas renouvelé, cela tint à ce que les ouvriers, séparés par des dissentiments politiques, ne surent pas s'unir à nouveau pour imposer leur volonté aux fabricants ; conséquence : les façons sont actuellement descendues au-dessous de ce qu'elles étaient avant l'établissement du tarif. Après la grève, il se créa également, avec l'appui de la municipalité, une coopérative de production ayant pour objet la fabrication exclusive du ruban velours, mais elle n'a pas très bien réussi, manque d'habileté de la direction.

A Saint-Nizier-d'Azergues (1), les tisseurs obtiennent, en 1899, l'établissement d'un tarif de salaires.

On pourrait multiplier de tels exemples qui montrent

(1) BONNEVAY : le Tisseur de Saint-Nizier-d'Azergues, *Questions pratiques*, avril 1900.

quels résultats on est en droit d'attendre du développement de l'esprit d'association chez les ouvriers à domicile. Malheureusement, dans cette forme d'industrie, les ouvriers, surtout les ouvrières, ont une certaine répugnance au groupement professionnel.

Les raisons de cet état de choses paraissent être les suivantes : 1° isolement des ouvriers à domicile ; 2° manque de qualité de leur travail ; 3° pauvreté de ces travailleurs, qui les fait souvent accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix ; 4° caractère parfois accessoire de leur travail.

A ces difficultés s'ajoutent pour les femmes, leurs occupations ménagères, leur manque d'éducation syndicale. Cependant, il ne s'ensuit pas que les ouvriers à domicile soient inorganisable.

Certaines législations astreignent les ouvriers à domicile à l'association : ainsi, en Autriche, l'ouvrier à domicile est assimilé à l'ouvrier d'atelier et obligé de faire partie d'une corporation. En Allemagne, la loi de 1897 édicte que « ceux qui exercent une profession industrielle indépendante peuvent être forcés de former une association si la majorité des ouvriers de la catégorie le demande, et s'il s'en trouve un nombre suffisant dans la circonscription » ; d'après un projet récent, la coopération serait obligatoire pour les ouvriers à domicile.

Pourquoi, en France, n'imposerait-on pas aux ouvriers à domicile et à leurs employeurs l'inscription aux syndicats (1), il semble, en effet, que l'organisation obligatoire du travail à domicile est un moyen d'améliorer le sort des

(1) JAY : *l'Évolution du régime légal du travail*.

travailleurs en chambre. Sous un régime de liberté, les règlements du travail élaborés par les syndicats sont presque toujours éludés sous l'action dissolvante des côtoyeurs, c'est-à-dire des ouvriers ou des patrons égoïstes ou malins qui laissent s'engager les autres pour rester libres de leur faire concurrence, en usant de la faculté de diminuer le prix juste assez pour enlever le travail (1).

#### ASSOCIATION DÉFENSIVE DES OUVRIERS ET DU PUBLIC

##### LIGUES DE CONSOMMATEURS

L'association des ouvriers à domicile aurait des résultats plus féconds encore si, dans sa lutte pour améliorer les conditions de cette forme de travail, elle était aidée par les consommateurs (2).

C'est à l'acheteur, en effet, qu'il faut en partie imputer les mauvaises conditions de travail à domicile car, par sa recherche du bon marché à tout prix, il incite le patron à donner à ses ouvriers des salaires très bas, à les faire travailler un nombre exagéré d'heures, dans des logements insalubres.

Il pourrait contribuer, ce ne serait d'ailleurs qu'à charge de réciprocité, à améliorer le sort de l'ouvrier à domicile en ne se fournissant que de produits fabriqués dans de bonnes conditions de travail.

C'est dans ce but que ce sont constituées aux Etats-Unis des ligues de consommateurs. D'abord restreintes à la

(1) Conf. de M. Perrenond : *Genevois* du 18 mars 1892.

(2) H.-S. BRUNHES : *les Ligues de consommateurs*.

protection des femmes et enfants employés dans les magasins, ces associations ont bientôt étendu leur action à l'atelier. Elles ne stigmatisent pas les produits fabriqués dans de mauvaises conditions, mais patronnent ceux qui sont exécutés dans les conditions désirables. A cet effet, la ligue, après examen des ateliers par ses inspecteurs, appose sur les produits qui en sortent une étiquette de recommandation dite « label ». Ainsi, le consommateur désireux de contribuer à l'amélioration du sort de l'ouvrier saura quelles marchandises il peut acheter sans scrupules.

Il est désirable que le principe posé par les ligues soit appliqué en France et particulièrement pour les produits de l'industrie à domicile. Mais le syndicat est mieux à même, semble-t-il, de dire si telle marchandise est fabriquée dans de bonnes conditions de travail. Son « label » pourra être plus efficace que celui de la ligue, en même temps que ce sera un moyen pour le syndicat d'exercer son action sur les employeurs. Aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, quelques syndicats pratiquent déjà le label. En France, aux congrès de Rennes (1898), de Paris (1900), de Lyon (1901), de la fédération des Bourses du travail (1901) (1), la question du label fut discutée et le principe adopté ; il restait à l'appliquer, c'est ce qu'a voulu faire le comité confédéral et, en conséquence, il a présenté au congrès de Montpellier de 1902 un rapport par lequel il préconise, en même temps que l'emploi de l'étiquette, l'apposition d'une affiche « label » à la devanture des magasins qui se fourniront des produits fabriqués dans les conditions prescrites par les syndicats. Au consommateur sou-

(1) *Questions pratiques*, 1901. Chronique, p. 2102.

cieux de collaborer au relèvement des conditions de travail de l'industrie à domicile, les ligues n'auraient qu'à recommander de n'acheter que des marchandises marquées de l'étiquette syndicale dans les magasins qu'elles lui signaleraient.

---

## CHAPITRE II

### **Rénovation de l'industrie à domicile par le transport de la force motrice à l'atelier.**

---

La machine a été pour beaucoup dans la concentration du travail à domicile, car c'est en raison des avantages techniques qu'elle présente, que se sont groupés autour d'elle les ouvriers.

Mais ce que la machine a fait, elle peut le défaire ; après avoir détruit le petit atelier, elle peut servir à le reconstituer. Ainsi l'atelier serait mis sur un pied d'égalité avec la fabrique et, par suite, la concentration industrielle serait retardée. Cette idée aurait semblé jadis paradoxale, et pourtant elle se réalise par la distribution de la force motrice à domicile.

Cette conception n'est nouvelle ni en théorie ni en application. D'abord, on a utilisé la vapeur, mais l'emploi de cette force motrice présentait des inconvénients, car la distribution devait se faire par un arbre de couche et des courroies de transmission, et comme ceux-ci ne pouvaient aller à des maisons isolées, il fallait agglomérer les ouvriers dans une sorte de caserne.

La pression de l'eau fut ensuite utilisée pour fournir la force motrice aux petits ateliers ; elle aurait constitué un bon agent de force, si on avait toujours pu l'obtenir en

quantité et pression suffisante. En raison de cet inconvénient, il fallut renoncer à distribuer la force motrice au moyen de moteurs hydrauliques dans les quartiers éloignés.

L'on ne put davantage tirer parti de l'air raréfié ; s'il présente une certaine supériorité sur les autres agents de transmission, il offre le désavantage de ne pouvoir être utilisé qu'à une basse pression et, par suite, de n'être pas susceptible d'être employé d'une façon quelque peu continue. De plus, les frais d'établissement et de fonctionnement du moteur sont trop élevés pour que l'ouvrier à domicile puisse songer à s'en servir.

On utilisa également le gaz, mais on dut y renoncer tant en raison de son coût, de la chaleur et des odeurs qu'il répand, que de la dimension du moteur.

On eut alors recours pour actionner le métier de l'ouvrier à domicile à l'énergie électrique (1).

Par la combinaison de la turbine hydraulique et de machines dynamo-électriques, la force latente des chutes d'eau, « houille blanche », actionne une usine centrale : celle-ci distribue cette force transformée en mouvement aux moteurs de toute une région (2).

L'emploi de cette force motrice présente de nombreux avantages pour l'industrie à domicile.

L'énergie électrique ne contraint pas, comme les précédentes forces motrices les ouvriers à converger vers elle, elle se rend à domicile, utilisant les moindres recoins, réa-

(1) DUBOIS et JULIN : *les Moteurs électriques dans les industries à domicile, horlogerie suisse, tissage de la soie à Lyon, rubanerie stéphanoise*.

(2) CH. BROUILHET : *Autour du Congrès de la Houille blanche, Questions pratiques*, octobre 1902.

lisant « l'usine au logis », d'autant mieux que le coût d'achat et d'entretien du moteur, le prix de la force motrice sont peu élevés.

La Compagnie électrique de la Loire et la Société des forces motrices du Rhône ont établi, en effet, des tarifs très modérés. Ainsi, en ce qui concerne la Compagnie de la Loire, comme il suffit d'un tiers de cheval pour actionner un métier, d'un demi-cheval pour deux, de trois quarts de cheval pour trois, un chef d'atelier possédant trois métiers (et beaucoup sont dans ce cas), doit payer à la Compagnie : 1° pour l'abonnement, 3 francs par mois ou 36 francs par an ; 2° pour la force motrice, 1 fr. 02 par jour pour un atelier de 3 métiers, 0 fr. 68 pour 2 métiers et 0 fr. 38 pour un métier.

La Société des forces motrices du Rhône (autorisée par une loi de 1892 à établir une dérivation du Rhône à Jonage), après accord avec la Société pour le développement du tissage à Lyon, a consenti à des conditions spéciales pour le tisseur en soie : moyennant un prix forfaitaire de 75 francs par an, le tisseur a droit à la fourniture de l'énergie électrique suffisante pour actionner un métier et quatre broches de canetage ou de dévidage à son choix ; il peut employer le courant à sa convenance, aux heures qu'il lui plaît, sous la seule réserve que le métier ne marche pas plus de 250 heures par mois, les heures supplémentaires étant payées au prix de 2 centimes par heure et par métier. La force motrice revient, somme toute, à 30 centimes par jour et par métier.

Si le coût de la force motrice n'est pas élevé, la transformation du métier, par contre, peut être assez onéreuse. Mais des sociétés se sont créées afin de permettre aux ou-

vriers une modification de leur outillage. Ainsi, il s'est formé à Lyon une société dite « pour le développement du tissage », qui a pour but de fournir aux tisseurs les moyens d'introduire dans leurs ateliers la force électrique. Avec le concours de la société de crédit aux petits ateliers de famille, la Société pour le développement du tissage à Lyon fait aux tisseurs qui le demandent, sur simple garantie morale, des prêts gratuits. Le remboursement s'en opère par le versement du dixième des façons produites par le nouvel outillage. En aucun cas, la société ne fait d'avance pour l'acquisition ou la transformation de plus de deux métiers. Pareille société s'est constituée à Saint-Etienne pour permettre à l'ouvrier rubanier de modifier son outillage. De même en Allemagne, se sont fondées des organisations ayant pour but de mettre au service du métier de l'artisan isolé les nouvelles installations techniques et mécaniques.

Pour aider à cette transformation, des subventions aux pouvoirs publics ont été demandées, mais sans succès. M. Gay, député de Saint-Etienne, proposa l'ouverture d'un crédit de 500.000 francs payables par fractions annuelles, destiné à « encourager la transformation des ateliers de tissage n'ayant pas plus de deux métiers dans la région de Saint-Etienne », les prêts pouvaient être gratuits mais, en principe, ils devaient être faits moyennant un intérêt qui ne pouvait excéder 3 p. 100. Pareille proposition fut faite pour la région lyonnaise par MM. Bonard et Florent.

En somme la modération des tarifs des compagnies de fournitures de force motrice, l'intervention des sociétés de prêt ont aidé beaucoup à la généralisation du moteur dans l'industrie à domicile.

C'est à Saint-Etienne dans la rubanerie que s'est plus particulièrement opérée la transformation de l'outillage, il est vrai qu'un ensemble de circonstances favorisait l'emploi du moteur. Outre le taux très réduit du tarif de la Compagnie électrique de la Loire, le coût peu élevé de la transformation du métier à ruban a puissamment contribué à l'introduction de la force motrice à l'atelier. Le métier à barre n'est, somme toute, qu'un métier mécanique, car la barre mettant en mouvement tous les rouages de l'organisme, il suffit pour adapter le moteur au métier, de remplacer la barre par des poulies folles et de commande : c'est là toute la transformation. Le métier pourra d'ailleurs se remettre à la barre si la force motrice n'est plus fournie ou si la mise en train est terminée à une heure tardive et qu'il ne vaille plus la peine de payer une journée de force. C'est grâce à ces circonstances favorables que la transformation de l'outillage s'est rapidement opérée dans l'industrie rubanière à domicile. Voici les chiffres que nous en donnent MM. Dubois et Julin. En 1893, la Compagnie électrique de la Loire distribuait la force motrice à 75 métiers, trois ans plus tard, à 860 métiers ; au 30 juin 1899, on en comptait 4.400 et près de 7.000 au 8 novembre 1901.

La transformation de l'industrie lyonnaise de la soierie n'a pas suivi un processus aussi rapide ; une des raisons, c'est que, pour utiliser la force motrice, le tisseur doit souvent faire l'acquisition d'un nouveau métier. Cependant, grâce à l'appui de la Société pour le développement du tissage et à la modération des tarifs de la Compagnie de Jonage, le moteur s'introduit peu à peu dans l'atelier à domicile. Au 30 septembre 1900, on comptait 500 métiers

mécaniques installés par la Société pour le développement du tissage.

Mais la distribution de la force motrice vient transformer d'autres industries à domicile : ainsi le moteur s'introduit dans un certain nombre d'ateliers d'ouvriers horlogers suisses : à la Chaux-de-Fonds, notamment, la force motrice actionne le tour et l'archet ;  $1/4$  de cheval suffit à mettre en mouvement les outils nécessaires à dix ouvriers ; il en est surtout ainsi pour les travaux de la boîte, de polissage, de guillochage, de gravure, chez les pierristes, les sertisseurs, les fabricants de cadrans, pour les machines à tourner, à forer, à estamper, à découper.

Nombre d'autres industries à domicile ont encore recours au moteur : ainsi l'armurerie. Sans doute la production des armes est restée principalement manuelle, mais les procédés mécaniques sont venus aider l'ouvrier à domicile dans certaines opérations auxiliaires fatigantes et peu rémunératrices. A Saint-Etienne, le moteur est de plus en plus employé dans les ateliers d'armurerie.

L'énergie électrique semble vouloir également transformer l'ébénisterie (cannelure, moulure, scierie à la fraise) ; dans l'industrie du vêtement, la machine à coudre peut être actionnée par le moteur ; mêmes constatations pour les métiers servant à la bonneterie (dans l'Aube, notamment) (1), etc.

L'emploi de la force motrice dans l'atelier de l'ouvrier à domicile présente de nombreux avantages.

La production est plus rapide, les préparatifs s'opèrent plus vite ; on fait à la machine des chaînes plus longues

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, février 1899.

et l'ouvrier peut travailler pendant plus longtemps sans discontinuer ; enfin le nombre des mouvements du métier est plus grand. Aussi, dans certains articles, on arrive à obtenir avec la machine une économie de travail surprenante ; par exemple, pour la fabrication des dentelles, un métier mécanique produit 3 mètres à 3 m. 50 de dentelles dans le même temps qu'autrefois une ouvrière en fabriquait 3 ou 4 centimètres, travail qui nécessitait plus de 60.800 mouvements. La production des métiers à tisser le ruban transformé est évaluée (1) au double de celle d'autrefois. De même, dans la soierie (2). On a cependant contesté ces résultats ; l'augmentation de rendement du métier mécanique est douteuse, dit-on, si on la compare à celle du métier à bras conduit par un ouvrier expérimenté et laborieux. Mais la réunion d'un tel ensemble de conditions est assez rare, alors que le métier mécanique, en raison de la diminution de travail musculaire qu'il procure, peut être actionné par une femme, par un vieillard. L'adaptation du moteur au métier donne aux ouvriers passables le moyen d'augmenter leur production dans une large limite : l'occupation de la famille permet à l'ouvrier de faire travailler plusieurs métiers, lui épargnant l'emploi de compagnons, dont l'exigence était parfois très grande en temps de presse, lui donnant la faculté de se faire suppléer par les siens pendant qu'il rallonge sa chaîne ou prend ses repas, en même temps qu'il a la possibilité de surveiller tous ses métiers, pendant que sa femme fait les canettes ou range son ménage.

(1) DUBOIS et JULIN : *op. cit.*

(2) *Rapport de la Société pour le développement du tissage*, 1900, p. 13.

L'accroissement de production amène une augmentation de salaire ; sans doute, il faut faire entrer en ligne de compte les frais d'amortissement et d'entretien du métier mécanique, mais ces dépenses sont plus que compensées par l'augmentation de production et, somme toute, malgré ces frais, l'ouvrier peut, grâce au moteur, sinon toucher un salaire plus élevé, en raison de la baisse des prix de façon dans beaucoup d'industries à domicile, tout au moins recevoir la même rémunération qu'autrefois.

La généralisation du moteur dans l'industrie à domicile peut encore avoir pour résultat de limiter la durée du travail dans l'industrie à domicile. La force mécanique n'est distribuée aux locataires de la Société des immeubles industriels (v. *infra*) que de 6 heures du matin à 6 heures du soir en été et de 7 heures du matin à 7 heures du soir en hiver, avec interruption de midi à 4 heures.

Favorable aux ouvriers, le transport de la force motrice à domicile exercera aussi une heureuse influence sur la situation de l'industrie à domicile elle-même. Tout en conservant sa production de luxe, la fabrique collective pourra faire l'article à bon marché. L'industrie à domicile serait, en effet, en partie éliminée si, ne tenant compte de l'état du marché, elle ne modifiait ses conditions de travail. Avec les facilités de communication, les prix réduits des transports, le marché s'est pour ainsi dire universalisé, et pour conserver ses acheteurs, l'industrie à domicile doit diminuer son coût de revient. Or, le moteur, tout en conservant à la fabrique collective sa souplesse d'allures, sa rapidité d'exécution, lui permettra, par une plus grande production, de lutter avec avantage contre ses concurrents de l'usine, car non seulement il augmente la production et

diminue le prix de revient, mais encore il assure aux produits une exactitude plus grande et une perfection plus haute, car l'ouvrier n'ayant plus à surveiller sa machine pourra porter une attention plus soutenue à son travail.

Peut-être même doit-on espérer plus que la production mécanique du produit à bon marché et entrevoir la fabrication avec l'aide du moteur de l'article de luxe. Sans doute, il faudra longtemps avant que la machine n'établisse des tissus façonnés, des brochés riches, de beaux tissus d'ameublement, des toiles grande largeur, des batistes dont les fils de finesse extrême ne peuvent encore se prêter aux mouvements saccadés et doivent sans cesse être rattachés. Mais le domaine de la mécanique s'élargit sans cesse et déjà l'on arrive à fabriquer mécaniquement des étoffes façonnées jusqu'à 7 lats, des dentelles artistiques ; en Angleterre, on tisse la batiste sur des métiers mécaniques à marche lente.

Ainsi, par le transport de la force motrice à domicile, la fabrique collective tout en conservant l'avantage d'une fabrication de luxe, pourra fabriquer la marchandise bon marché, en forme de stocks, et de cette façon, diminuer les longs chômages auxquels était exposé l'ouvrier, lorsqu'il ne produisait que l'article de mode et de luxe.

Ce n'est pas à dire cependant que cette transformation se fera sans difficulté. La machine permet de remplacer le compagnon par la femme ou l'enfant, et de grands maux sont survenus à Saint-Etienne de cette substitution. Ce n'est toutefois qu'une crise, sans doute pénible à traverser, mais que l'on peut constater à chaque transformation de métier, et qui ne sera, semble-t-il, que transitoire.

Un autre obstacle provient de ce que, pour qu'il y ait économie à se servir de la machine, il faut qu'elle puisse être utilisée assez longtemps pour que son prix d'achat se trouve amorti, que les frais de dessin, de mise en carte, de montage soient payés, que son usage procure un minimum de bénéfice.

D'autre part, pour créer une usine de fourniture de force motrice, il faut que les ateliers soient agglomérés en assez grand nombre pour offrir une clientèle suffisante. Il est vrai que l'on pourrait aménager des bâtiments de façon à ce que la force motrice soit distribuée à domicile dans les divers appartements. Ainsi la Société des immeubles industriels a créé des immeubles très spacieux, d'un prix de location relativement peu élevé qui, bâtis en matériaux de premier ordre, permettent l'installation de machines à tous les étages ; la Société s'est même arrangée pour procurer à ses locataires un atelier de réparation d'outils : l'œuvre est très prospère et peu de ses logements sont vacants (1). Le Conseil du comté de Londres a construit ces dernières années des maisons dans de semblables conditions.

On objecte encore à l'introduction du moteur dans l'industrie à domicile, la difficulté pour l'ouvrier, au cas où de nouvelles transformations seraient nécessaires, de modifier ses métiers ou d'en acheter de nouveaux, mais il y aurait en tout cas déjà un grand progrès d'opéré, et d'ailleurs, avec cette façon de raisonner, on ne réaliserait jamais aucune réforme.

Il semble, somme toute, que l'on doive espérer beaucoup

(1) DE BOISSIEU : l'Usine au logis à Paris, *Questions pratiques*, novembre 1902.

de l'introduction du moteur dans l'industrie à domicile, et que l'on n'a pas encore épuisé toutes les ressources pouvant résulter de la modification de l'outillage.

Sans doute, la fabrique collective ne se reconstituera pas dans l'état où elle était autrefois, et il est douteux que l'on voie par exemple jamais, à la Croix-Rousse et aux Brotteaux, autant de métiers électriques que l'on y comptait de métiers à bras dans les périodes de prospérité (1).

Le moteur est venu trop tard (2), car le nombre des métiers a diminué sans cesse au profit des organisations sociales.

Dans ces limites, toutefois, il y a lieu de croire que le transport de la force électrique à domicile arrêtera la concentration qui s'opère dans cette forme de travail.

(1) PAYEN : *Réforme sociale*, 17 mai 1902.

(2) DUBOIS et JULIN : *op. cit.*

---



## CONCLUSION

---

Nous pensons qu'il faut conserver l'industrie à domicile.

Cette forme de travail présente de très grands avantages au point de vue moral et social, et convient particulièrement à certaines industries ; d'autre part, ses conditions techniques peuvent être profondément modifiées par le transport de la force motrice à domicile, à ne pas supposer que des inventions viennent encore augmenter ses moyens de lutter contre la concurrence de la grande industrie.

Cependant les enquêtes et les monographies nous ont révélé que l'industrie à domicile comporte de très grands inconvénients : mauvaise hygiène de l'atelier, médiocrité des salaires, qui conduit à l'exagération des heures de travail, à l'emploi des jeunes enfants, à la prostitution, et que viennent encore accroître les exactions d'un intermédiaire.

Si donc on veut conserver l'industrie à domicile, il est nécessaire de remédier à ses abus.

Le législateur peut atténuer l'abaissement des salaires en protégeant la rémunération de l'ouvrier contre toutes causes de réduction. D'autre part, pour modifier la mau-

vaïse hygiène de l'atelier, on peut imaginer qu'à l'exemple de ce qui est pratiqué dans certains Etats, le législateur impose aux ouvriers à domicile l'observation de certaines règles d'hygiène, soumettant les ateliers à une inspection sanitaire, subordonnant la mise en usage des locaux à l'obtention d'une licence, obligeant l'employeur à enregistrer les ouvriers qu'il emploie hors de son usine ou de son atelier, rendant le propriétaire de l'immeuble et l'employeur responsables des contraventions aux prescriptions sanitaires.

Mais, la protection légale ne peut s'appliquer en tous points au travail à domicile. L'association y suppléera : le syndicat peut, en effet, augmenter le taux des salaires, diminuer la durée exagérée du travail, améliorer les autres conditions de travail, en négociant avec l'employeur des contrats collectifs ; il lui est possible aussi de supprimer l'intermédiaire et parfois l'employeur lui-même, en créant, entre ses membres, des coopératives de production. Ses efforts seront plus féconds encore, si dans sa lutte pour améliorer les conditions du travail à domicile il est aidé par le consommateur.

Tels sont les moyens que nous proposons comme susceptibles de conserver cette forme de travail et arrêter l'émigration vers l'usine d'un certain nombre de petites industries à domicile.

Sans doute, il se manifeste actuellement, dans certains pays et pour certaines industries à domicile, une tendance à la concentration, mais il n'est pas impossible que cette évolution fasse un retour en arrière. L'histoire du travail nous montre des périodes de concentration bien plus fortes auxquelles pourtant la déconcentration a succédé. Il est

impossible, en présence de la transformation continue des méthodes de travail, de prévoir ce que deviendra l'industrie à domicile ; aussi ne faut-il imposer à cette forme de travail qu'une réglementation assez souple pour ne pas en gêner l'évolution, sauf à faire appel à l'organisation ouvrière pour suppléer aux lacunes de la loi.

*Vu :*

Lyon, le 24 février 1904.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

P. PIC.

*Vu :*

Lyon, le 25 février 1904.

LE DOYEN,

E. CAILLEMER.

*Vu et permis d'imprimer :*

Lyon, le 26 février 1904.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE.

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRE.

---



## BIBLIOGRAPHIE

---

- AVENEL (D'). — Mécanisme de la vie moderne, 1896.
- BABEAU. — Les artisans des grands magasins et les domestiques d'autrefois, 1886.
- BARBERET. — Monographies professionnelles, 1886.
- BENOIT. — Les ouvrières de l'aiguille à Paris, 1895.
- BLAISE. — Le tissage à main du Cambrésis, th., 1899.
- BONNEVAY. — Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile. Misères et remèdes, 1896.
- BRANTS. — La petite industrie contemporaine, 1902.
- BRUNHES (M. H.-J.). — Les ligues de consommateurs, 1901.
- BÜCHER. — Études d'histoire et d'économie politique, 1901.
- CAMPBELLS (M<sup>me</sup> H.). — Problems of Property, 1898.
- CAUWÈS. — Traité d'économie politique, 1893.
- CÔTE. — L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble (préface de Jaurès), 1903.
- COTELLE. — Le sweating system, 1902.
- DOUBLOT. — La protection légale des travailleurs du vêtement, 1899.
- DUBOIS et JULIN. — Les moteurs électriques dans les industrie à domicile (Horlogerie Suisse. Tissage de la soie à Lyon. Rubannerie stéphanoise), 1902.
- FAUQUET. — Essai sur le travail en chambre considéré au point de vue sanitaire, 1899.
- GARRIGUES. — Les grands magasins et le petit commerce de détail, 1899.
- GAUTHERON. — Logement de l'ouvrier, 1898.
- GERMAIN MARTIN. — La grande industrie sous le règne de Louis XIV, 1898.

- GERMAIN MARTIN. — La grande industrie sous le règne de Louis XV, 1899.
- GIDE. — Principes d'économie politique (7<sup>e</sup> édition, 1901).
- GODART. — L'ouvrier en soie. Monographie du tisseur lyonnais d'Haussonville. Salaires et misères de femmes, 1901.
- KELLEY. — The sweating system, 1896.
- LAMARE (DE). — Arts et métiers, t. VII, 1707.
- LAMBRECHTS. — Le travail des couturières en chambre et sa réglementation, 1898.
- LANDRIN. — Industrie du tulle et dentelle mécanique, 1885.
- LE PLAY. — Ouvriers européens, t. V, 1853.  
— Ouvriers des deux Mondes, 1857.
- LEROT-BEAULIEU. — Traité d'économie politique, 1900.  
— Travail des femmes au XIX<sup>e</sup> siècle.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières jusqu'à la Révolution, 1859.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières depuis 1789 à nos jours, 1867.
- LEVASSEUR. — L'ouvrier américain, 1898.
- LUJO-BRENTANO. — La question ouvrière, 1885.
- DU MAROUSSEM. — Les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, 1892.  
— Le jouet parisien, 1894.
- MÉTIN. — La question ouvrière et la question agraire en Australie et Nouvelle-Zélande, 1901.
- OLBERG (ODA). — Das Elend in der Hausindustrie der Konfektion, 1896.
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle. — Les lois ouvrières (2<sup>e</sup> édition, 1903).  
— Capacité civile des syndicats professionnels (broch., 1902).
- PITTIÉ. — Du salaire à la tâche et du marchandage, 1899.
- ROUSIERS (DE). — La question ouvrière en Angleterre, 1895.  
— Le trade-unionisme en Angleterre, 1897.
- SCHUMACHER (M<sup>lle</sup>). — Le travail des femmes en France, 1902.
- SCHLOSS. — Les modes de rémunération du travail (traduction de Rist), 1902.
- G. SIMON. — L'ouvrière, 1876.
- SOMBART. — Handwörterbuch der Staatswissenschaften (mot Hausindustrie), 1899.
- SCHWIEDLAND. — Viele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung (2<sup>e</sup> édition, 1903).
- VACHON. — Les industries d'art, les écoles et les musées d'art industriel en France, 1897.
- WEBB. — Industrial Democracy, 1902.
- WILLOUGHBY. — The sweating system in the United States.

## Enquêtes et rapports.

### FRANCE

*Office du travail français.*

Bulletin de l'inspection du travail.

Rapports sur l'application des lois réglementant le travail.

Enquête sur les salaires et la durée du travail : La petite industrie  
(le vêtement à Paris. Du MAROUSSEM).

*Office social de renseignements et d'études de Lyon.*

Mouvement économique et social dans la région lyonnaise, 1901.

Publié sous la direction de MM. PIC et GODART ;

DE BOISSIEU. — La rubanerie stéphanoise.

PELOSSE. — Le tissage rural des soieries dans le Rhône.

KOVNIC. — L'industrie horlogère dans la Haute-Savoie.

### ALLEMAGNE

Zusammenstellung der Ergebnisse der Ermittlungen über die Arbeitsverhältnisse in der Kleide und Wasche Confection, 1896  
(5 fasc., Berlin, HEIMANN).

Berichte der deutschen Kommission für arbeitstatistik, 1896.

### AUTRICHE

Ergebnisse und stenographische Protokoll der Enquête für Frauenarbeit. Eingeleitet v. M. Haénisch.

Die Wohnung und Gesundheitsverhältnisse der Heimarbeiter in der Kleide und Wasche Confection (Wien, 1901).

Enquête sur le travail à domicile :

I. Travail à domicile en Bohême.

II. Travail à domicile en Moravie, Silésie, Galicie, Buckovine.

III. Travail à domicile en haute et basse Autriche.

### BELGIQUE

*Office du travail Belge.*

Les industries à domicile en Belgique :

I. Le vêtement pour homme à Bruxelles (TARDIEU).

L'industrie coutelière de Genilloux (GENART).

L'industrie armurière liégeoise (ANSIAUX).

II. Le tissage du lin dans les Flandres (L. DUBOIS).

Le tissage de la paille dans la vallée du Geer (ANSIAUX).

La cordonnerie en pays Flamand (GILLES DE PÉRIGNY).

III. L'industrie en pays Wallon (GENART).

La ganterie dans les provinces de Brabant et des Flandres  
Orientales (BEATSE).

IV. La dentelle et la broderie sur tulle (VERHAEGEN).

ÉTATS-UNIS

Report of the Committee of manufactures on the sweating system  
(Washington, 1893).

Bulletin of Département of labor (Washington).

International Association of Inspectors of Factories and Workshops  
North America (*Comptes rendus des Congrès*).

GRANDE-BRETAGNE

Report of the select committee of House of Commons on emigration  
and immigration, 1888.

Report of the select Committee of House of Lords on the sweating  
system. 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> rapports, 1888; 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 1900.

Fifth and final report of the Royal Commission on labour, 1892.

Annual reports of the chief Inspector of Factories and Workshops  
(London).

Fabian Society. Sweating system, its cause and remedy (London 1894).

Women's industrial council, second annual report, 1895-1896.

Factory acts. Inquiry Board. First and second progress reports.  
Melbourne, 1893-1894.

**Comptes rendus des Congrès.**

Congrès international de législation du travail. Bruxelles, 1897.

(Rapports de MM. LAMBRECHTS, LEGRAND, BONNEVAY et  
GODART, etc.).

Verein für social Politik. Breslau, 1899.

Congrès de Tours, 1902.

**Revues et Bulletins.**

FRANCE

*Annuaire de législation étrangère.*

*Bulletin de la Société de Législation comparée.*

*Bulletin de la Société d'Économie politique de Lyon*, 1899, p. 47.

Discussion (observations de MM. PIC, GODART, COIGNET).

*Économiste Français*, 1902, t. 1, p. 683. PAYEN. Les moteurs électriques dans les industries à domicile.

*Musée Social* (Mémoires et documents).

Mai 1901. ENGÉRAND. Les petites industries paysannes ; la dentelle au fuseau en Normandie.

Mai 1902. Une grève dans l'industrie de la confection.

SAYOUS. L'entre-exploitation des classes ouvrières à Wite-Chapsel.

*Réforme sociale* :

1900, p. 406. JULIN. Le recensement général des industries et des métiers en Belgique.

1901, p. 431. JULIN. Le travail des femmes en Belgique.

1<sup>er</sup> novembre 1901. PLOMOY. Syndicats professionnels de femmes.

1<sup>er</sup> décembre 1901. M<sup>me</sup> VIGNERON. Les industries de famille.

16 août 1902. JULIN. Les industries à domicile et les moteurs électriques.

*Revue d'Économie politique* :

1892, p. 1221. SCHWIEDLAND. Les formes d'industrie.

1893, p. 1877. SCHWIEDLAND. Essai sur la fabrique collective.

1893, p. 963. M. B. POTTER. Comment en finir avec le sweating system.

1894, p. 623, M<sup>me</sup> S.-A. DANIEL. Le travail des femmes et enfants à New-York.

1895, p. 735 M. B. WEBB (M<sup>me</sup> POTTER). Une nouvelle loi anglaise sur les fabriques.

1896, p. 721. LEVASSEUR. Le sweating system aux États-Unis.

1897, p. 787 et s. SCHWIEDLAND. De la répression du travail en chambre.

1900, p. 456. SCHWIEDLAND. Travail en chambre et police sanitaire.

1902, p. 657. SCHWIEDLAND. Comment il est possible d'organiser le travail en chambre.

*Revue socialiste* : 1897, p. 129 et s. Chronique.

*Questions pratiques de législation ouvrière et d'Économie sociale*. (Revue dirigée par MM. PIC et GODART), Lyon.

Avril 1900. BONNEYAY. Le tisseur en boutique de Saint-Nizier-d'Azergues.

Juin 1900. OUBERT. Les conditions du travail et les adjudications de travaux publics en France et en Belgique.

Juillet 1900. Chronique. Les industries et les métiers en Belgique.

Septembre 1900. L'industrie à domicile dans le gouvernement de Viatka.

Novembre 1900. Chronique. Les industries à domicile en Belgique.

Novembre 1901. Chronique. Le travail à domicile dans le vêtement et la lingerie au point de vue de l'hygiène.

Décembre 1901. Chronique. Les bourses du travail et la coopération.

Juin, 1902. BENZACAR. L'ouvrier au xx<sup>e</sup> siècle.

Chronique. WAXWEILER. Les ouvriers de l'industrie en Belgique.

Juillet 1902. Chronique. Les abus dans l'industrie du vêtement.

Les moteurs électriques dans les industries à domicile.

Novembre 1902. GUERNIER. Une visite aux tisseurs de lin.

DE BOISSIEU. L'usine au logis.

Chronique. Les ateliers de famille et l'inspection du travail.

Mai 1903. Chronique. Le travail à domicile et les industries d'art.

Octobre, décembre 1903. COHENDY. Apprentissage et enseignement professionnel.

Novembre 1903. BOURGUIN. L'État actuel du métier indépendant et son avenir.

Chronique. Les ateliers de famille.

#### ÉTRANGER

*Annuaire de la législation du travail* (publication de l'Office du travail belge).

*Bulletin de l'Office international de Bâle* (publication de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs).

*Jahrbuch Schmoller*. WEBER, Heimarbeit, 1897, p. 271; 1902, p. 17.

*Social Praxis*. 3-17 septembre 1896, 30 juin, 3-10 novembre 1898, 6 avril 1899.

*Zeitschrift für Volkswirtschaft, Socialpolitik, etc., de Vienne*. Schwiedland : Die Entstehung der Hausindustrie mit Rücksicht auf Oesterreich.

*The Lancet*. 7 janvier 1876, 14 avril, 25 mai, 9, 23 et 30 juin 1888.

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                        |   |
|------------------------|---|
| INTRODUCTION . . . . . | 4 |
|------------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE

### L'industrie à domicile.

#### Ses avantages. — Ses inconvénients.

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Ce qu'il faut entendre par industrie à domicile . . . . .                       | 3  |
| 1. Définition. . . . .                                                                              | 3  |
| 2. Du nombre des ouvriers à domicile. . . . .                                                       | 7  |
| 3. Des diverses industries à domicile . . . . .                                                     | 10 |
| CHAPITRE II. — Origines de l'industrie à domicile. — Son évolution historique . . . . .             | 14 |
| 1. Développement de l'industrie à domicile (xvi <sup>e</sup> à xviii <sup>e</sup> siècle) . . . . . | 14 |
| 2. Son éclipse (xviii <sup>e</sup> siècle). . . . .                                                 | 18 |
| 3. Sa renaissance (2 <sup>e</sup> partie, xix <sup>e</sup> siècle) . . . . .                        | 19 |
| CHAPITRE III. — Avantages de l'industrie à domicile. . . . .                                        | 20 |
| 1. Avantages d'ordre moral. . . . .                                                                 | 20 |
| 2. Avantages d'ordre social. . . . .                                                                | 22 |
| 3. Avantages d'ordre économique. . . . .                                                            | 23 |
| CHAPITRE IV. — Inconvénients de l'industrie à domicile . . . . .                                    | 31 |
| 1. Définition du sweating-system . . . . .                                                          | 31 |
| 2. Médiocrité des salaires des ouvriers à domicile . . . . .                                        | 33 |
| 3. Exagération des heures de travail dans l'industrie à domicile . . . . .                          | 39 |
| 4. Mauvaise hygiène de l'industrie à domicile . . . . .                                             | 42 |
| 5. Oppression de l'intermédiaire . . . . .                                                          | 47 |
| G. LÉVY.                                                                                            | 40 |

## DEUXIÈME PARTIE

### De la suppression ou du maintien de l'industrie à domicile.

|                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Des systèmes de suppression du travail à domicile . . . . . | 51 |
| 1. De la nécessité prétendue de la suppression . . . . .                        | 51 |
| 2. Comment organiser cette suppression . . . . .                                | 53 |
| 3. Interdiction progressive du travail à domicile . . . . .                     | 55 |
| 4. Moyens indirects de suppression (Taxe. Marque). . . . .                      | 55 |
| 5. Interdiction du travail à domicile dans les contrats publics. . . . .        | 58 |
| 6. Création d'ateliers . . . . .                                                | 59 |
| CHAPITRE II. — Critique des systèmes prohibitifs . . . . .                      | 63 |

## TROISIÈME PARTIE

### Des moyens d'améliorer les conditions du travail à domicile.

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### Action de la loi.

|                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Lois étrangères . . . . .                                      | 67 |
| 1. Allemagne . . . . .                                                             | 68 |
| 2. Autriche-Hongrie . . . . .                                                      | 70 |
| 3. Belgique . . . . .                                                              | 70 |
| 4. Espagne . . . . .                                                               | 71 |
| 5. États-Unis . . . . .                                                            | 71 |
| 6. Grande-Bretagne . . . . .                                                       | 78 |
| 7. Possessions anglaises . . . . .                                                 | 80 |
| 8. Portugal . . . . .                                                              | 82 |
| 9. Suisse . . . . .                                                                | 83 |
| CHAPITRE II. — Législation française . . . . .                                     | 84 |
| 1. Protection du salaire . . . . .                                                 | 84 |
| 2. Réglementation de la durée du travail . . . . .                                 | 85 |
| 3. Réglementation sanitaire (Lois industrielles. Lois d'hygiène publique). . . . . | 87 |
| 4. Suppression de l'intermédiaire. . . . .                                         | 90 |

|                                                                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>CHAPITRE III. — Essai d'un système de réglementation du travail à domicile.</b>                                                                     | 92  |
| 1. Protection du salaire . . . . .                                                                                                                     | 92  |
| 2. Réglementation de la durée du travail dans l'industrie à domicile. . . . .                                                                          | 95  |
| 3. Suppression des intermédiaires . . . . .                                                                                                            | 99  |
| 4. Réglementation sanitaire . . . . .                                                                                                                  | 100 |
| A) Étendue d'une réglementation sanitaire de l'ouvrier à domicile. . . . .                                                                             | 100 |
| B) Réglementation légale . . . . .                                                                                                                     | 101 |
| C) Mise en application de la réglementation sanitaire. . . . .                                                                                         | 103 |
| a) Organisation de l'inspection sanitaire. . . . .                                                                                                     | 103 |
| b) Pouvoirs de l'inspection . . . . .                                                                                                                  | 104 |
| c) Difficultés de l'inspection sanitaire. Moyens d'y remédier. Enregistrement. Responsabilité du propriétaire. Responsabilité de l'employeur . . . . . | 104 |

## TITRE II

### Action de l'initiative privée.

|                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>CHAPITRE PREMIER. — L'association et les ouvriers à domicile.</b>                                         | 110 |
| 1. Nécessité d'une organisation syndicale des ouvriers à domicile . . . . .                                  | 110 |
| 2. Développement de l'esprit d'association dans l'industrie à domicile à l'étranger . . . . .                | 114 |
| 3. Développement de l'esprit d'association dans l'industrie à domicile en France. . . . .                    | 117 |
| 4. Association défensive des ouvriers et du public. Ligues de consommateurs. . . . .                         | 120 |
| <b>CHAPITRE II. — Rénovation de l'industrie à domicile par le transport de la force motrice à l'atelier.</b> | 123 |
| <b>CONCLUSION.</b> . . . . .                                                                                 | 135 |
| <b>BIBLIOGRAPHIE.</b> . . . . .                                                                              | 139 |

---

---

**LYON**

**A. STORCK & C<sup>ie</sup> IMPRIMEURS-EDITEURS**

**8, Rue de la Méditerranée, 8**

---



